

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

Des Droits des Créanciers
sur les
Indemnités d'Assurances
au cas d'Incendie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 1^{er} Juin 1911, à 1 heure 1/2.

PAR

E. ARNAUD

Président : M. CHAVEGRIN.

*Suffragants : { MM. HITIER, Professeur,
PERCEROU, Agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

Des Droits des Créanciers
sur les
Indemnités d'Assurances
au cas d'Incendie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 1^{er} Juin 1911, à 1 heure 1/2.

PAR

E. ARNAUD



Président : M. CHAVEGRIN.

Suffragants : { MM. HITIER, *Professeur*,
PERCEROU, *Agrégé*.

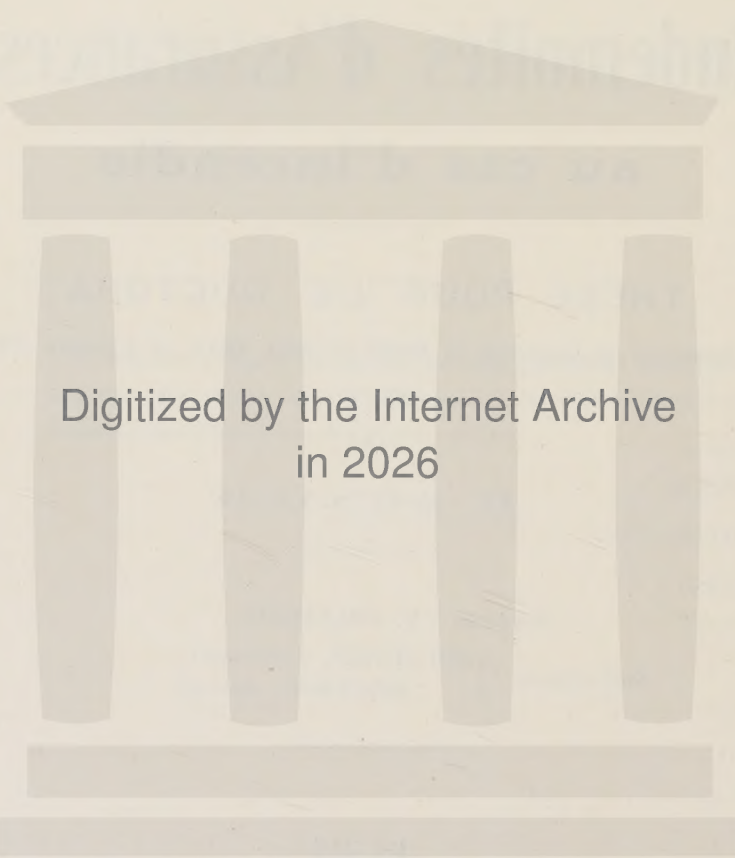
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES DROITS DES CRÉANCIERS

SUR LES

INDEMNITÉS D'ASSURANCES

AU CAS D'INCENDIE

INTRODUCTION

L'assurance contre l'incendie a pour but de garantir l'assuré contre la perte d'une chose ou contre la responsabilité pécuniaire qu'il peut encourir envers une autre personne dans les limites d'un contrat ou en dehors de tout lien contractuel.

Elle se traduit pour l'assuré, au cas de sinistre, par une indemnité qui remplace dans son actif la valeur qui en était sortie, ou lui permet de désintéresser le tiers sans en souffrir personnellement.

Ainsi envisagée dans ses résultats, l'assurance contre l'incendie intéresse donc non seulement l'assuré lui-même, propriétaire de l'objet détruit ou auteur responsable du sinistre, mais aussi tous les créanciers qui avaient antérieurement un droit quelconque sur

son patrimoine, et plus particulièrement encore les créanciers qui possédaient un droit de préférence sur cet objet ou les tiers lésés dont la créance spéciale, née avec l'incendie, n'aura bien souvent d'autre garantie que l'indemnité de responsabilité elle-même.

On pourrait croire, dès lors, en raison même des intérêts pratiques considérables qui sont en jeu, que le législateur a déterminé rigoureusement, dans quelques règles précises, ne laissant aucune place à la discussion et ne permettant même pas le doute, les droits de ces divers créanciers sur ces indemnités.

Il n'en est rien cependant. Pendant longtemps il n'a existé aucune disposition législative en la matière — c'est assez dire que les discussions ont été nombreuses — et la loi encore récente qui est venue régler cette situation a présenté, dès l'origine, des difficultés d'interprétation telles, que l'accord n'est pas encore fait entre les auteurs à ce sujet.

Avant la loi de 1889, il était de jurisprudence constante que l'indemnité d'assurances, créance mobilière et personnelle à l'assuré, devait être distribuée au marc le franc entre tous les créanciers sans distinction. Les privilégiés et les hypothécaires n'avaient pas plus de droits sur l'indemnité due au débiteur à la suite de l'incendie de leur gage que les simples chirographaires, et les tiers lésés eux-mêmes, quand l'auteur responsable du sinistre avait fait garantir sa responsabilité par une assurance spéciale, devaient

subir, sur l'indemnité qui résultait de cette assurance, le concours des autres créanciers.

Cette opinion néanmoins, si elle était acceptée unanimement par les tribunaux, avait soulevé de violentes protestations de la part des créanciers privilégiés et hypothécaires, et des tiers lésés. Elle était combattue en même temps par quelques auteurs qui la déclaraient contraire à tous les principes du droit et à l'équité.

La loi du 19 février 1889 est venue poser le principe de l'attribution spéciale en faveur des créanciers privilégiés et hypothécaires : elle a disposé en outre, qu'en cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants droit ne pourraient toucher tout ou partie de l'indemnité, sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits, aient été désintéressés des conséquences du sinistre.

Il en résulte incontestablement d'une part, que les créanciers privilégiés et hypothécaires ont désormais un droit exclusif sur l'indemnité allouée à la suite de l'incendie de leur gage, et, d'autre part, que les indemnités spéciales de risques locatifs et de recours des voisins se trouvent affectés en premier lieu à la garantie du propriétaire et du voisin lésés par l'incendie. C'est bien le résultat voulu par la loi.

Tout le monde est d'accord sur ce point.

Mais le législateur n'a pas dit à quels principes juridiques se rattachaient ces dispositions, et l'on s'est

demandé aussitôt s'il fallait leur donner l'interprétation la plus large ou en restreindre au contraire l'application dans les plus étroites limites. Les anciennes controverses ont repris sur ce point et, en définitive, les droits des créanciers ont été encore très discutés en fait, même après cette loi.

La jurisprudence, il est vrai, s'est efforcée de suppléer de nouveau au silence du législateur et après quelques hésitations, des décisions de plus en plus nombreuses dans le même sens ont indiqué comment il fallait entendre cette réforme. Mais la question n'en reste pas moins très controversée en théorie.

Ce rapide exposé suffit, nous semble-t-il, pour indiquer tout l'intérêt que peut présenter encore une étude générale des « Droits des créanciers sur les indemnités d'assurances au cas d'incendie » et pour justifier le choix que nous avons fait de ce sujet.

Notre travail comprendra quatre parties.

Dans la première partie, après avoir rappelé comment, en l'absence de toute loi, la jurisprudence antérieure à 1889 avait solutionné la question, nous examinerons les divers arguments sur lesquels était basée cette jurisprudence.

Cet examen et la discussion de toutes les objections formulées par ses adversaires, nous permettront de conclure qu'elle était conforme aux principes généraux du droit et à la nature particulière du contrat d'assu-

rance. Nous pourrions dès lors formuler ce principe qui dominera toute notre matière :

Aux termes du droit commun, l'indemnité d'assurances, contre-partie des primes versées, est un simple capital mobilier personnel à l'assuré ; elle tombe, en cette qualité, dans son patrimoine, pour devenir, aux termes de l'art. 2093 du Code civil, le gage commun de tous les créanciers.

La deuxième partie sera consacrée à l'étude de la loi du 19 février 1889 et de la situation faite par cette loi aux créanciers privilégiés et hypothécaires, aux tiers lésés et aux simples chirographaires. Nous traiterons cette question au double point de vue théorique et pratique, en nous attachant d'abord à définir la véritable portée de cette loi et à déterminer ensuite, pour chaque catégorie de créanciers, l'étendue de ses droits dans toutes les éventualités qui peuvent se produire en pratique.

Dans la troisième partie nous indiquerons brièvement — en nous plaçant uniquement au point de vue juridique — les critiques que l'on peut adresser au législateur de 1889.

La plus importante, relative aux assurances de responsabilité, nous donnera l'occasion de signaler le projet élaboré à ce sujet par l'Association des assurances sociales, et nous terminerons en exprimant le souhait que cette juste réforme figure dans la prochaine loi sur les assurances.

Enfin, à titre de renseignement et pour permettre une comparaison qui ne sera pas toujours, hélas ! à l'avantage de notre législation, nous dirons rapidement dans une quatrième partie comment les diverses législations étrangères ont solutionné la question qui nous occupe.

PREMIÈRE PARTIE

Régime antérieur à la loi de 1889

CHAPITRE I

Droits accordés au créanciers par la jurisprudence. — Concours de tous les créanciers sur les indemnités. — Critique de cette jurisprudence. La solution qu'elle avait donnée à cette question nouvelle, non prévue par notre législation, était-elle conforme aux principes juridiques ?

§ I. — *Assurances de choses.*

§ II. — *Assurances de responsabilité.*

CHAPITRE I

En l'absence de toute disposition législative, la question se posait ainsi : quand une chose est détruite par un incendie, l'indemnité d'assurance, due à raison de cette perte, représente-t-elle ou non la chose sinistrée ?

Cette indemnité reste-t-elle spécialement affectée aux droits qui existaient sur la chose avant l'incendie ou tombe-t-elle dans le patrimoine du sinistré, libre et franche de toutes charges, devenant ainsi, aux termes de l'article 2093 du Code civil, le gage commun de tous les créanciers ?

Les premières décisions de jurisprudence se prononcèrent nettement pour la première opinion.

Un arrêt de Colmar du 26 août 1826, décida que le prix de l'assurance d'un immeuble représente l'immeuble assuré et reste spécialement affecté aux créanciers hypothécaires.

Deux ans plus tard, le 27 décembre 1828, la Cour de Rouen venait confirmer cette décision en faisant

une assimilation complète entre l'indemnité et le prix de vente (Voir. C. de Rouen, 27 déc. 1828, S., 2, 163).

« Attendu, disait cet arrêt, que les objets incendiés sont représentés par un capital qui en tient lieu, puisqu'il est le résultat de l'assurance de l'immeuble faite dans l'intérêt des ayants droit, l'hypothèque frappe le capital comme elle frapperait celui qui proviendrait de la vente de l'immeuble par expropriation forcée. »

Mais cet arrêt de Rouen fut cassé par la Cour de cassation, le 28 juin 1831, et cette dernière décision devait fixer la jurisprudence (V. C. de cass., 28 juin 1831, S., 31, 1, 291).

Voici comment s'exprimait la Cour suprême :

« LA COUR : Vu les art. 2093, 2115 et 2118 du Code civil.

« Attendu que d'après l'art. 2093, les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et que le prix doit en être distribué entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence ; — que suivant l'art. 2115, l'hypothèque n'a lieu que dans les cas et les formes autorisés par la loi ; — que, d'après l'art. 2118, les biens immeubles et leurs accessoires réputés immeubles sont seuls susceptibles d'hypothèques.

« Attendu qu'il n'y a aucune loi qui affecte la somme assurée, en cas de perte de l'immeuble péri

par incendie, aux créanciers qui étaient inscrits sur cet immeuble par préférence aux créanciers chirographaires de l'assuré ; — qu'on ne peut induire cette préférence de ce que l'hypothèque suivait l'immeuble et en affectait le prix aux créanciers, suivant le rang de leurs inscriptions, quoique d'une part, l'hypothèque se soit éteinte par la perte de la chose ; que, d'autre part, la somme assurée ne soit pas un prix de vente, mais le produit du contrat d'assurance sans lequel elle ne serait pas due ; que même elle n'est pas susceptible d'hypothèque puisque les biens immeubles et leurs accessoires réputés immeubles en sont seuls susceptibles et qu'elle n'a reçu de la loi aucun de ces caractères.

« Qu'on ne peut les faire résulter de ce que suivant l'art. 1303 du Code, le débiteur de la chose périe est tenu, s'il a des droits par rapport à cette chose, de les céder à son créancier.

« Attendu que cet article est étranger aux hypothèques et inapplicable à la somme assurée, qui est due à cause de la prime payée par l'assuré pour prix de l'assurance et des risques courus par l'assureur ; qu'on peut encore moins inférer cette préférence de ce que l'acte d'hypothèque des immeubles assurés fait mention de l'assurance, puisque la somme assurée n'est pas susceptible d'hypothèque, et que la cession des droits de l'assuré, s'il en résultait une de cette mention, n'aurait d'effet qu'au préjudice des tiers,

qu'autant qu'elle aurait été signifiée à l'assureur ou que celui-ci l'aurait dûment acceptée.

« Attendu enfin qu'au mépris de ces principes, l'arrêt attaqué décide que la somme assurée, au cas de perte de l'immeuble dont il s'agit, appartient aux créanciers qui étaient inscrits sur cet immeuble, par préférence aux créanciers chirographaires de l'assuré ; qu'en cela, il viole formellement les articles du Code ci-dessus transcrits. Casse, etc. . . »

Ainsi, la Cour de cassation, repoussant l'assimilation faite par la Cour de Rouen entre l'indemnité et le prix de vente, posait en principe, au contraire, que l'indemnité, contre-partie de la prime payée, est une simple créance mobilière personnelle à l'assuré et doit tomber comme telle dans le patrimoine de celui-ci pour devenir, aux termes du droit commun (art. 2093), le gage de tous les créanciers.

Cet arrêt de la Cour suprême, si longuement et si fortement motivé, fixa la jurisprudence et jusqu'à la loi du 19 février 1889, il fut unanimement admis que tous les créanciers, sans distinction : chirographaires, hypothécaires et privilégiés, avaient sur l'indemnité un droit proportionnel au montant de leurs créances (Voir notamment : Cass. req., 20 déc. 1859, S., 60, 1, 24 ; Cass. req., 20 déc. 1862, D., 63, 1, 423 ; Douai, 3 janv. 1873, S., 73, 2, 274 ; Cass., 12 mars 1877, S., 77, 1, 206 ; Grenoble, 27 fév. 1834, S., 34, 2, 307 ; Colmar, 11 mars 1852, S., 52, 2, 317).

Cette solution s'appliquait également en matière d'assurances responsabilité, et le propriétaire lui-même, dont le locataire avait fait garantir sa responsabilité, n'avait pas plus de droits que les chirographaires sur l'indemnité de risques locatifs (Cass. req., 20 déc. 1859, précité ; Cass., 31 déc. 1862, B. de M., I, 98 ; Paris, 21 août 1868, B. de M., II, 359 ; Douai, 2 déc. 1869 ; Paris, 28 juill. 1875, B. de M., II, 507).

A fortiori, devait-il en être de même pour le voisin ou tout autre tiers lésé par le sinistre, relativement aux indemnités dues aux responsables.

Il convient de remarquer toutefois que deux arrêts de la Cour de Paris : Paris, 13 mars 1837, S., 37, 2, 372, B. de M., II, 33 ; Paris, 24 mars 1855, B. de M., II, 169, avaient reconnu au propriétaire et au voisin un droit exclusif sur les indemnités de risques locatifs et de recours des voisins. Mais ces deux décisions, comme celles de Colmar et de Rouen, n'avaient pas été suivies. En cette matière encore, la jurisprudence n'avait voulu voir dans l'indemnité de responsabilité qu'une simple créance mobilière personnelle à l'assuré, et affectée, par suite, à la garantie de tous.

Dans la pratique cependant les créanciers hypothécaires et les tiers lésés par l'incendie avaient su trouver bientôt un moyen légal d'échapper aux conséquences de cette jurisprudence. Le créancier inscrit sur l'immeuble se faisait consentir, dans l'acte même d'obli-

gation, une délégation expresse de l'indemnité éventuelle d'assurance ; il faisait ensuite signifier ce transport à la Compagnie assureur, conformément à l'art. 1690 du Code civil, et se trouvait ainsi cessionnaire de cette indemnité à l'encontre de tous autres.

Le propriétaire devait employer un moyen plus compliqué, mais qui n'en atteignait pas moins le résultat voulu.

Nous savons que l'assurance de risques locatifs souscrite par le locataire a pour effet de garantir ce locataire contre l'*action éventuelle* du bailleur ; l'indemnité est donc subordonnée à l'exercice de cette action et, par suite, le propriétaire reste libre de la faire naître à son gré en usant ou non des droits que lui confèrent les art. 1733 et suivants du Code civil.

Fort de ce droit, le propriétaire s'adressait directement à l'assureur du locataire et, contre l'engagement qu'il n'exercerait pas son action, obtenait le versement immédiat d'une partie de l'indemnité.

La transaction était avantageuse pour les deux parties. L'assureur ne payait ainsi qu'une partie de l'indemnité qu'une action du propriétaire aurait mise à sa charge et ce dernier recevait malgré tout une somme bien supérieure au dividende qui lui serait revenu au cas de concours avec les chirographaires.

Elle avait, de plus, le mérite d'être inattaquable ; la Cour de cassation elle-même avait dû en admettre la parfaite validité (Cass., 5 fév. 1878, D., 78, 1, 161).

Que faut-il penser de cette jurisprudence ? La solution qu'elle avait donnée à cette question nouvelle, née après la confection de nos Codes et non prévue encore dans notre législation, était-elle conforme aux principes de notre droit ?

Pour plus de clarté, nous examinerons successivement la question au sujet des assurances des choses et des assurances de responsabilité.

§ 1. — **Assurances de choses.**

Avec la majorité des auteurs nous déclarons accepter entièrement la solution de la jurisprudence.

Cette opinion nous paraît imposée par la nature même de l'indemnité, les principes du droit et le Code lui-même.

Qu'est-ce que l'assurance, en effet, sinon un procédé de capitalisation par l'association, dont le résultat est la formation d'un capital de réserve qui permettra, après l'incendie, de reconstruire ou d'acquérir un nouvel immeuble ? N'est-ce pas le seul groupement, soit direct, soit par l'intermédiaire de Compagnies, d'un grand nombre de personnes exposées aux mêmes dangers qui permettra, en répartissant les risques, d'obtenir ce capital de réserve par une sorte d'abonnement qui n'est autre que la prime ?

Supposons qu'une personne ait pu, sans le secours de l'assurance, se constituer seule ce capital de réserve par des économies annuelles égales au montant de la prime qu'elle aurait payée à un assureur ; au cas d'incendie, osera-t-on prétendre que les droits des créanciers privilégiés ou inscrits sur l'immeuble viendront s'exercer sur ces économies ? Evidemment non, et tout le monde est d'accord pour admettre que ce capital, mobilier par excellence, fera partie du patrimoine commun à tous les créanciers. L'assurance, en définitive, aboutit au même résultat. Par l'association et la division des risques, elle supprime seulement pour chacun le risque d'être à découvert pendant de longues années, en même temps qu'elle réduit au minimum la contribution destinée à former le capital de réserve. Mais l'indemnité qui en résulte n'en est pas moins formée par la réunion des primes de tous, des économies de tous. Elle a donc un caractère purement mobilier et, au même titre que les économies particulières, doit rentrer dans la masse chirographaire.

Créance mobilière par sa nature, l'indemnité d'assurance l'est encore au point de vue purement juridique.

Une hypothèque frappe un immeuble, l'immeuble périt, l'hypothèque est éteinte, conformément à la maxime : *Re corporali extincta, hypotheca perit*, et tous les raisonnements du monde n'empêcheront pas ce résultat. C'est l'argument formulé par Troplong et

qui nous paraît irréfutable : « J'ai vu des hommes de loi, écrivait-il, embarrassés de prononcer sur la question suivante : Pierre a une hypothèque sur la maison B que détruit un incendie. Le propriétaire, qui avait fait assurer sa maison, reçoit une indemnité de la Compagnie d'assurances. Les créanciers conserveraient-ils leur rang hypothécaire sur cette indemnité qu'ils ont fait saisir entre les mains du directeur responsable ? Je ne conçois pas comment on peut trouver dans ce cas une difficulté. L'hypothèque est éteinte par la perte de la maison : *Re corporali extincta hypotheca perit*. Comment donc pourrait-elle atteindre la somme, qui n'est allouée que post facto, à titre d'indemnité pour le propriétaire. D'ailleurs, cette somme d'argent est purement mobilière, elle n'est et ne peut être subrogée à la maison, d'après tous les principes de la subrogation. On ne doit donc pas hésiter à dire que la somme doit être distribuée sans égard aux hypothèques. » (Troplong, *Des hypothèques*, ch. V, III, p. 890).

Enfin, l'art. 2118 du Code civil prescrit que « sont seuls susceptibles d'hypothèque les biens immobiliers et leurs accessoires ». Or, l'indemnité n'est certainement pas un bien immobilier. Il faut donc en conclure logiquement et nécessairement qu'elle ne peut être grevée d'hypothèque.

Il semble qu'appuyée sur de pareils arguments, l'interprétation de la jurisprudence devait s'imposer à

l'acceptation de tous les auteurs. Il n'en fut rien cependant, et les créanciers privilégiés et hypothécaires, que cette interprétation ne satisfaisait pas (puisque'elle ne leur accordait, sur l'indemnité qu'ils réclamaient comme leur gage exclusif, qu'un droit proportionnel au montant de leurs créances), trouvèrent dans la doctrine d'ardents défenseurs.

Voici comment raisonnaient ces auteurs et par quelle argumentation ils prétendaient détruire l'opinion de la jurisprudence.

L'incendie est une sorte de réalisation forcée, et par suite, l'indemnité qui en résulte, représente l'immeuble incendié, de même que le prix de vente représente l'immeuble vendu. Cette indemnité n'est donc pas une simple créance mobilière, sur laquelle les droits de tous, chirographaires et hypothécaires, vont s'exercer au marc le franc : comme le prix de vente, elle reste grevée de tous les droits qui existaient sur l'immeuble et sera, par suite, le gage exclusif des hypothécaires.

Ce résultat, d'ailleurs, n'est-il pas dicté par la plus élémentaire équité ?

« On se demande, écrivait Boudousquié, pourquoi les créanciers privilégiés et hypothécaires ne seraient pas préférés sur le produit de l'assurance, puisque c'est réellement leur chose qui est assurée ?

Pourquoi le sinistre créerait-il en faveur des créan-

ciers chirographaires les droits qu'ils n'avaient pas auparavant ?

Pourquoi la perte des biens de leur débiteur rendrait-elle leur condition meilleure ?

Un tel système n'offre-t-il pas des dangers ?

Est-il conforme aux principes d'ordre public qu'un créancier qui a imprudemment suivi la foi de son débiteur et qui n'a peut-être aucun espoir d'être remboursé, puisse espérer son paiement d'un événement qui est toujours un malheur privé, quand il n'est pas une calamité publique ?

Il est certain que la distribution par ordre de privilèges ou d'hypothèques, ne changeant rien à la condition des parties intéressées, ne porte aucune atteinte à aucun droit et ne peut entraîner d'inconvénients, tandis que la distribution par contribution prive les créanciers privilégiés des droits qu'ils avaient acquis et peut offrir des dangers réels, puisqu'elle intéresse les créanciers chirographaires à la perte des biens de leur débiteur » (Boudousquié, v. Sirey, 1828, 2, 17).

On objecte, ajoutaient-ils, que l'indemnité est la contre-partie des primes. Il se peut que cela soit vrai au regard de l'assureur.

Mais, pour l'assuré, n'est-ce pas la destruction de l'immeuble qui fait naître cette indemnité. Le seul paiement des primes ne produit jamais ce résultat ; il n'est donc pas exact de prétendre qu'elle en est la contre-partie.

Quant aux dispositions prohibitives de l'art. 2118 du Code civil, elles ne sauraient s'appliquer en la matière ou alors il faut admettre que l'hypothèque ne pourra s'exercer non plus sur le prix de vente, chose mobilière au même titre. On ne conçoit pas bien, dans ce cas, quel droit donnerait au créancier cette sûreté ; probablement celui de retenir l'immeuble ou de demander le délaissement au débiteur ! On sait qu'il n'en est rien ; que l'hypothèque aboutit nécessairement à la réalisation de l'immeuble et que le droit du créancier s'exerce en définitive sur le prix de vente. Il en sera de même pour l'indemnité, sans que pour cela les dispositions de l'art. 2118 se trouvent violées plutôt dans ce cas que dans le précédent.

La jurisprudence d'ailleurs, admet bien cette théorie dans une hypothèse. Un immeuble propre à un époux est détruit par un incendie ; on décide (v. Bordeaux, 29 mars 1857, D., 58, 2, 61) que l'indemnité ne tombera pas dans la communauté, mais restera propre à l'époux propriétaire du bien sinistré.

C'est donc qu'entre époux, l'indemnité représente l'immeuble. Pourquoi ne pas maintenir la même opinion au regard des créanciers hypothécaires ?

Enfin (et c'est l'argument qui semble irréfutable à nos adversaires) l'opinion de la jurisprudence ne saurait être admise, car, en permettant aux créanciers chirographaires d'exercer leurs droits sur l'indemnité due à l'occasion de la perte d'un immeuble qui ne

rentrait pas dans leur gage, elle procure un bénéfice injuste à ces créanciers et méconnaît ainsi un des principes fondamentaux en la matière, d'après lequel l'assurance ne doit jamais être une cause d'enrichissement.

Cette théorie séduit au premier abord, grâce aux considérations d'équité dont elle se réclame. Elle ne saurait prévaloir cependant contre les arguments que nous avons exposés.

Hâtons-nous de déclarer tout d'abord que les considérations d'équité, aussi impérieuses soient-elles, ne sauraient, à notre avis, avoir une influence quelconque sur la solution du problème qui nous occupe.

Nous nous trouvons en présence d'une espèce purement juridique et c'est uniquement à l'aide des principes du droit, en l'absence d'une disposition législative précise, que nous devons la résoudre. Le juriste ne doit pas seulement rechercher un idéal de justice au détriment des textes ou des principes : il doit avant tout appliquer ces textes ou ces principes.

Ceci posé, examinons les objections de nos adversaires :

L'indemnité, dit-on, est peut-être la contre-partie des primes au regard de l'assureur : elle ne l'est certainement pas au regard de l'assuré.

Il est bien certain — et personne n'a jamais émis pareille prétention — que le seul paiement des primes ne donne pas droit à indemnité, de même

d'ailleurs que le sinistre, seul, sans versement de primes. Paiement des primes et sinistre, ce sont là deux faits connexes aussi indispensables l'un que l'autre pour l'exécution du contrat, mais privés, l'un sans l'autre, de toute efficacité. Il faut donc examiner le mécanisme même de l'assurance et nous avons vu, à ce sujet, que l'indemnité étant formée par la réunion des contributions de tous, par la prime en un mot, c'est en échange de celle-ci, sous certaines conditions, qu'elle est versée ; elle en est donc en définitive la contre-partie et l'incendie n'en sera que la condition.

L'art. 2118, ajoute-t-on, ne s'applique pas au prix de vente : il ne doit pas s'appliquer davantage à l'indemnité.

Nous répondrons que toutes les dispositions relatives aux hypothèques sont exceptionnelles et d'interprétation stricte. Les créanciers hypothécaires peuvent exercer leurs droits exorbitants sur le prix de vente parce que le Code les y autorise formellement. Dans le silence des textes, l'interprète ne peut leur accorder la même faveur sur l'indemnité.

Nous arrivons à l'argument que nos adversaires considèrent comme irréfutable.

« Il n'est pas possible d'admettre que l'indemnité ne restera pas spécialement affectée aux droits qui existaient sur l'immeuble, car une telle interprétation procurerait aux chirographaires un bénéfice injuste et violerait le principe fondamental d'après lequel

l'assurance ne doit jamais être une cause d'enrichissement ».

Nos adversaires font ici une confusion : Ce principe fondamental s'applique aux rapports de l'assureur et de l'assuré (Cour de cass., 20 déc. 1859, B. de M., 1, 89, note), mais ne saurait intéresser en quoi que ce soit les créanciers qui ne sont pas intervenus au contrat. Or, quel est le résultat de notre théorie ? Prenons un exemple :

Une personne a 10,000 francs de dettes, dont 5,000 sont garantis par une hypothèque. L'immeuble hypothéqué est détruit par un incendie et cette personne reçoit une indemnité de 5,000 francs. Avec notre théorie, les chirographaires recevront 2,500, les hypothécaires 2,500. Avec celle de nos adversaires, les hypothécaires recevront les 5,000 francs. Pour l'assuré, le résultat n'est-il pas le même dans les deux cas ? De quelque façon qu'on opère, sa dette sera réduite dans la même proportion.

Où sera donc pour lui le bénéfice ?

Reste la contradiction signalée par nos adversaires au sujet de la décision de Bordeaux.

Mais cette décision se trouve pleinement justifiée par les règles spéciales à la théorie du contrat de mariage telle qu'elle est formulée par le Code civil et en particulier par le principe incontesté suivant lequel le patrimoine d'un époux ne doit pas s'augmenter au détriment de l'autre. Elle a donc un caractère tout à

fait exceptionnel et ne saurait, par suite, porter atteinte à notre théorie générale.

Enfin, une objection toute particulière a été soulevée parfois par les auteurs que nous combattons.

« Si la Compagnie, disent-ils, usant d'une faculté qu'elle se réserve dans la plupart de ses polices, reconstruisait l'immeuble détruit au lieu de verser l'indemnité d'assurance, il est certain que les créanciers hypothécaires et privilégiés pourraient faire valoir leurs droits sur le nouvel édifice. Que penser d'une opinion qui fait dépendre les droits de ces créanciers d'une circonstance toute extérieure (1). »

Remarquons tout d'abord que cette objection, même fondée, n'aurait qu'une valeur théorique, car si les Compagnies insèrent en général, la clause de reconstruction dans leurs polices, elles n'usent presque jamais de cette faculté.

Mais, même à ce point de vue, cette conséquence signalée par MM. Darras et Tarbouriech est en contradiction apparente avec notre théorie, s'explique bien facilement. Elle est, en effet, le résultat d'un texte précis. L'article 2133 du Code civil stipule que : « L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué. » Or, il est incontestable que l'édifice reconstruit par la Com-

(1) Darras et Tarbouriech. *De l'attribution, en cas de sinistre, des indemnités d'assurances*, p. 9.

pagnie est bien une amélioration qui s'incorpore au fonds principal par accession (1).

Il faut donc admettre, pour ne pas enfreindre cet article, que tous les droits de privilège ou d'hypothèque qui existaient sur le fonds s'exerceront sur cet immeuble.

Sans doute, ce résultat peut paraître étrange en ce sens que, les créanciers privilégiés et hypothécaires profiteront, dans ce cas au détriment des chirographaires, d'un concours de circonstances que la Compagnie aurait pu aussi bien ne pas provoquer. Mais pour aussi extraordinaire qu'elle puisse paraître, cette conséquence n'en découle pas moins formellement de notre Code. C'est un motif suffisant pour que nous l'acceptons sans autre justification.

§ 2. — Assurances de responsabilité

En cette matière encore, la jurisprudence antérieure à 1889, en déclarant que l'indemnité de responsabilité tombe dans la masse chirographaire, nous semble avoir donné à la question une solution conforme au contrat d'assurances de responsabilité et aux principes généraux du droit.

(1) Quelques arrêts anciens (de 1834 et 1835) avaient bien refusé d'étendre aux constructions les hypothèques qui existaient sur le fonds non bâti. Mais depuis longtemps la jurisprudence est dans ce sens (V. notamment : Aix, 26 mars 1885, D., 89, 1, 102 ; S., 89, 1, 49).

L'assurance de responsabilité est un contrat par lequel la Compagnie garantit l'assuré contre l'action éventuelle des tiers auxquels il pourra causer un préjudice dans les termes d'un contrat (art. 1733) ou en dehors de tout lien contractuel (art. 1382 et suiv.).

Ce contrat de responsabilité intervient uniquement entre l'assureur et l'assuré, et ce dernier stipule pour son propre compte.

Qu'un incendie éclate et qu'une action soit intentée contre l'assuré par la victime du sinistre, cette action fera naître *ipso facto* le droit de l'assuré contre la Compagnie.

Mais de ce que ces deux droits, action de la victime contre le responsable et droit de ce dernier contre son assureur, dérivent l'un de l'autre, il ne s'ensuit nullement que le second vienne en compensation du premier et que l'indemnité qui en résultera pour l'assuré doive être affectée nécessairement à l'extinction du droit du sinistré. Il y a là, au contraire, une obligation et une créance qui tombent, dès l'origine et sans se confondre, dans les patrimoines passif et actif de l'assuré dans les termes du droit commun. Cette créance, ou plutôt l'indemnité qui la remplacera, subira donc le sort des biens de l'assuré (art. 2093) et le tiers lésé ne pourra exercer sur elle que les droits d'un chirographaire.

Nous avons dit que cette solution fut également combattue par quelques auteurs, partisans du droit

exclusif du tiers lésé sur l'indemnité de responsabilité. Les opinions exprimées dans ce sens peuvent se résumer en trois systèmes que nous allons examiner rapidement en opposant à chacun d'eux les principes qui le condamnent.

L'assurance de responsabilité, disait-on dans une première théorie, n'est en définitive qu'une stipulation pour autrui. C'est dans l'intérêt de la victime du sinistre — comme *negotiorum gestor*, — que l'assuré a contracté ; l'indemnité doit donc être attribuée à celui qui, dans l'esprit du contractant, en est le véritable bénéficiaire, c'est-à-dire au tiers lésé.

Tout le vice de cette théorie réside dans son fondement. Le contrat par lequel une personne fait garantir les risques de responsabilité ne constitue pas une stipulation pour autrui, mais une stipulation personnelle. L'assuré n'agit pas pour le compte de la victime du sinistre, mais pour son propre compte et dans son intérêt exclusif. C'est donc lui, et lui seul, qui aura un droit contre l'assureur (ce qui n'arriverait pas au cas de stipulation pour autrui, lorsque le propriétaire aurait déclaré qu'il entend profiter de la stipulation) et c'est dans son patrimoine que tombera nécessairement l'indemnité.

M. Labbé voulait faire à cette question l'application d'une théorie générale dont il était l'auteur : la théorie des privilèges sur les créances.

Après avoir rappelé que les créances sont suscep-

tibles de privilèges comme tous les autres biens, M. Labbé formulait ces deux idées principales :

« 1° Celui qui fournit volontairement et à ses dépens les éléments d'un contrat d'où est sorti au profit de l'autre partie, une créance contre un tiers, a privilège sur cette créance ;

2° Celui qui, en exerçant une action contre une personne qui est son obligé, fait naître au profit de cette personne une action directe contre un tiers, doit avoir privilège sur le produit de cette dernière action. »

Aux termes de ces principes, le tiers lésé exerçant son droit contre le responsable et faisant naître ainsi au profit de celui-ci, la créance contre la Compagnie d'assurances, devenait créancier privilégié sur cette créance et, par suite, bénéficiaire de l'indemnité (V. Labbé. *Des privilèges généraux sur les créances*, *Revue critique*, 1876, p. 571 et suiv. ; 665 et suiv. et notes sous Cass., 1^{er} juill. 1885, et sous Paris, 30 oct. 1885, S., 1886, 2, 49 ; P., 1886, 1, 306.)

Cette conclusion était logique, mais la théorie de M. Labbé se heurtait au principe incontesté suivant lequel il n'y a pas de privilège sans texte ; aussi ne fut-elle admise ni par la doctrine, ni par la jurisprudence.

Enfin MM. Darras et Tarbouriech voulaient justifier le droit exclusif de la victime du sinistre sur l'indemnité de responsabilité par des arguments tirés « soit

du caractère spécial à l'assurance de responsabilité et de la nature des obligations qui en découlent, soit d'un principe général dominant toute la théorie des assurances. » Voici le raisonnement de ces auteurs.

Le sinistre ne frappant pas le bien de l'assuré, celui-ci n'éprouve pas de préjudice direct ; le préjudice ne résultera pour lui que de l'action exercée par le tiers lésé par le sinistre et c'est contre ce préjudice que la Compagnie s'engage à garantir son assuré.

La Compagnie peut donc exécuter son obligation de trois façons : « Ou attendre que l'assuré ait indemnisé le tiers et lui rembourser la somme payée, ou bien décider le tiers à l'accepter, elle, Compagnie, comme débitrice à la place du responsable, ou bien lui payer directement l'indemnité. »

Or, de quelque façon que l'obligation soit exécutée, n'est-on pas inévitablement amené à conclure que cette obligation est une obligation *de faire* et non une obligation de donner ? Dès lors, l'assuré ne peut réclamer l'indemnité tant qu'il n'a pas désintéressé le propriétaire et ses créanciers n'ayant pas plus de droits que lui, ne peuvent davantage exiger le paiement de cette somme. L'indemnité profite donc seulement au tiers lésé qui reste seul maître d'en poursuivre la réalisation et c'est à lui seul que la Compagnie doit la verser.

Cette conclusion logique n'est-elle pas d'ailleurs imposée par son principe dominant toute la théorie

des assurances ; l'assurance ne peut être pour l'assuré une source de bénéfices.

« Il est d'ordre public que l'indemnité aille à ceux qui éprouvent un véritable préjudice par le fait du sinistre et à ceux-là seuls qui éprouvent un préjudice. Dans notre hypothèse, c'est le propriétaire : à lui, doit revenir l'indemnité, non aux créanciers de l'assuré qui feraient un bénéfice indu par suite des malheurs d'un autre... »

Prenons un exemple bien typique : Une personne a 100,000 francs de dettes et pas un sou à son actif ; logée dans un immeuble valant 100,000 francs, elle met le feu à cet immeuble ; la Compagnie qui a assuré le risque locatif paie 100,000 francs d'indemnité. Avec la jurisprudence que nous combattons, on arrive à ce résultat monstrueux : les créanciers qui n'auraient rien eu sur leur créance vont toucher une dividende de 50 % et le propriétaire ne touchera que la moitié de la valeur de son immeuble, alors que la Compagnie en a déboursé à son intention la totalité !

Enfin, les mêmes raisons d'équité et de moralité qui interviennent en matière d'assurances de choses se retrouvent ici pour condamner la solution de la jurisprudence.

Tout locataire, en effet, a non seulement, le cas échéant, la faculté, mais encore le devoir de dégager sa responsabilité en administrant certaines preuves prescrites par l'art. 1733 du Code civil.

Mais ces preuves nuiraient à ses créanciers qui se verraient ainsi privés d'un dividende.

Et c'est ainsi que l'assureur du locataire qui prétend établir le cas fortuit pour se soustraire à l'obligation de payer une indemnité, les trouvera au rang de ses adversaires les plus redoutables et surtout, sourdement, clandestinement ; ils s'efforceront de l'entraver dans ses recherches, déroberont à sa vue de leur mieux les circonstances propres à l'éclairer sur les vraies causes de l'incendie, de sorte, qu'en dernière analyse, c'est l'assureur qui souffrira de cette malencontreuse jurisprudence, forcé qu'il serait de payer quand en réalité il ne devrait rien » (1).

Cette théorie à l'avantage d'atteindre le résultat équitable qu'on recherche par un raisonnement juridique.

Elle ne saurait cependant être acceptée car tout comme la théorie basée sur l'art. 1121, elle part d'un principe faux.

Quoi qu'en disent ces auteurs, l'obligation de la Compagnie d'assurances n'est pas une obligation de faire, mais une obligation de *donner* une somme d'argent.

L'assureur, en effet, n'a aucune initiative à prendre et il ne lui appartient pas de proposer au tiers lésé, qu'il ne connaît pas, une des trois combinaisons mentionnées.

(1) Darras et Tarbouriech, p. 48 et 49.

Il n'a qu'un créancier, son assuré, et c'est à lui seul qu'il doit le paiement de l'indemnité lorsque le risque, objet du contrat, s'est réalisé.

« Ce que doit l'assureur, disait le conseiller Nacet dans son rapport (Cass., 20 déc. 1859, S., 1860, 1, 23) en échange de la prime qu'il a reçue, c'est le paiement du montant de la somme représentant le risque qui a atteint ce locataire ».

En pratique, il est vrai, l'assureur accepte souvent de payer directement l'indemnité au tiers lésé. Mais ce paiement direct adopté pour la rapidité des affaires ne saurait changer la nature de son obligation qui reste une obligation de verser une somme d'argent à l'assuré.

Quant à l'argument basé sur le principe fondamental en matière d'assurances, il ne saurait avoir de valeur pour les motifs que nous avons indiqués déjà, ce principe ne pouvant s'appliquer qu'entre assureur et assuré. Sous cette réserve, si l'on reprend l'exemple donné, le résultat n'est-il pas toujours le même pour l'assuré, que l'on décide ou non que l'indemnité de responsabilité sera exclusivement attribuée aux hypothécaires. Son passif sera toujours diminué de la même somme et sa situation personnelle ne sera pas meilleure avec la théorie de MM. Darras et Tarbouché qu'avec la nôtre.

De même pour les raisons d'équité et de moralité invoquées par ces auteurs.

Il se peut que les conséquences de notre opinion paraissent peu équitables. Le locataire n'ayant contracté que dans le but de sa garantie contre l'action intentée contre lui par le tiers, il semblerait naturel en équité que l'indemnité profitât à ce tiers.

Il se peut également que notre théorie donne à certains responsables la tentation de recourir à un incendie pour sortir au mieux d'une situation très embarrassée.

Ce sont là, en effet, des conséquences regrettables. Mais cet argument de moralité et de justice ne nous paraît pas suffisant malgré tout pour faire échec, à lui seul, aux principes de notre droit. Nous ne croyons pas, par suite, pouvoir nous y arrêter.

*
* *

En résumé et pour ne retenir de toutes ces discussions que l'idée générale qui s'en dégage, nous pouvons dès à présent poser le principe suivant : l'indemnité d'assurances est un simple capital mobilier qui tombe dans le patrimoine de l'assuré et devient ainsi le gage commun de tous ses créanciers sans distinction.

Nous verrons par la suite que ce principe domine toute notre matière.

CHAPITRE II

VOEUX DE RÉFORME. — LOI DU 19 FÉVRIER 1889.

Bien que parfaitement conforme aux principes du droit, la jurisprudence créée par l'arrêt de la Cour de cassation du 28 juin 1831 n'en était pas moins très contraire à l'intérêt général du développement du crédit hypothécaire. Aussi les créanciers hypothécaires, qui se plaignaient vivement du sort qu'elle leur faisait, réclamaient-ils une réforme.

On s'occupait à ce moment de la réorganisation du régime hypothécaire et un questionnaire était adressé à cette occasion aux facultés de droit et aux Cours. On inséra dans ce questionnaire le paragraphe suivant :

« Lorsqu'un bâtiment est assuré, l'indemnité due par l'assureur doit-elle être immobilisée pour être distribuée suivant l'ordre des hypothèques ? »

Les réponses furent, en majorité, affirmatives (Cours d'Angers, de Grenoble, d'Orléans, de Paris, etc. ; *Documents hypothécaires de 1844*, t. III, p. 238, 243, 252, 256).

Touchée par ces vœux de réforme, la commission chargée d'élaborer le projet de loi pour la réorganisation du régime hypothécaire proposa la disposition suivante :

« Les privilèges et hypothèques s'éteignent par la perte ou la destruction de la chose hypothéquée. Néanmoins ce qui peut en rester et les indemnités dues au débiteur sont affectées au paiement des créances privilégiées et hypothécaires selon le rang de chacune d'elles ».

Le Conseil d'Etat appelé à se prononcer sur ce projet en approuva le principe, en demandant seulement que l'indemnité payée par la Compagnie d'assurances soit toujours remployée. Mais la commission de la Chambre des députés n'accepta pas ce emploi.

Les événements politiques de 1848 vinrent empêcher la discussion de ce projet et l'idée de réforme ne fût reprise que 34 ans plus tard. Elle aboutit après bien des tribulations, à la loi du 19 février 1889, débris d'un immense projet qui comprenait l'organisation du crédit agricole en France (1).

(1) Le projet de loi fut discuté au Sénat, en première lecture, dans les séances des 2, 10 et 23 février 1888 ; en seconde lecture, dans la séance du 6 mars 1888. Il fut déposé à la Chambre des députés à la séance du 28 juin 1888 et voté en première lecture le 26 janvier 1889, en seconde lecture le 5 février 1889.

Le rapporteur au Sénat fut M. Labiche (1^{er} rapport déposé le

Cette loi est ainsi conçue :

« Loi relative à la restriction du privilège du bailleur d'un fonds rural et à l'attribution des indemnités par suite d'assurances. » (L'art. 1^{er} ne s'applique pas à notre étude).

Art. 2. — Les indemnités dues par suite d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux ou les autres risques, sont attribuées sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang. Néanmoins, les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables.

Art. 3. — Il en est de même des indemnités dues en cas de sinistre par le locataire ou par le voisin, par application des art. 1733 et 1382 du Code civil.

En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits aient été désintéressés des conséquences du sinistre.

Art. 4. — Les dispositions de l'art. 2 ne préjudicieront pas aux droits des intéressés dans le cas où

31 juillet 1883, *J. off.*, Doc. parl., Sénat, 1883, Ann. 464; 2^e rapport déposé le 6 déc. 1887, *J. off.*, Doc. parl., Sénat, 1888, Ann. 63.

Le rapporteur à la Chambre des députés fut M^e Maunoury (rapport déposé le 17 novembre 1888, *J. off.* du 31 mars 1889, Doc. parl., Chambre des députés, 1889, Ann. 3194).

l'indemnité aurait fait l'objet d'une cession éventuelle à un tiers par acte ayant date certaine au jour où la présente loi sera exécutoire, à la condition, toutefois, que le transport, s'il n'a pas été notifié antérieurement en conformité de l'art. 1690 du Code civil, le soit au plus tard dans le mois qui suivra (1).

(1) Cette loi a été rendue applicable par un décret du 18 septembre 1892, aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de Saint-Pierre et Miquelon, de la Guyane, du Sénégal, du Congo Français, de Mayotte, de Diégo-Suarez et ses dépendances, de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie et d'Obock ainsi qu'aux établissements français de l'Inde et de l'Océanie et dans les pays de protectorat de l'Indo-Chine.

DEUXIÈME PARTIE

**Régime actuel. — Situation faite aux créanciers
par la loi de 1889.**

CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS ET HYPOTHÉCAIRES

CHAPITRE I

Principe de l'attribution spéciale. — Nature et fondement juridique de cette attribution. — Des personnes bénéficiaires de l'indemnité. — Privilèges. — Hypothèques. — Certains droits peuvent-ils être assimilés aux privilèges ? — Droit de rétention. — Séparation des patrimoines. — Usufruit. — Droit de retour. — Retour de l'héritier donateur.

CHAPITRE I

Il résulte bien clairement de l'art. 2 de la loi du 19 février 1889, que les droits des créanciers privilégiés et hypothécaires revivront désormais sur l'indemnité d'assurances et s'exerceront sur cette indemnité comme sur la chose elle-même ; tout le monde est d'accord sur ce point.

Mais pour arriver à ce résultat, la loi de 1889 a-t-elle changé la nature de l'indemnité d'assurances ? A-t-elle donné à cette indemnité un caractère réel et *représentatif* ? L'a-t-elle en un mot assimilée à un prix de vente ? Ne faut-il voir, au contraire, dans cette disposition législative qu'une faveur exceptionnelle accordée aux créanciers privilégiés et hypothécaires pour des raisons d'équité et dans le but de favoriser le développement du crédit hypothécaire ?

Au lendemain même de la loi, une controverse s'ouvrait à ce sujet dans la *Gazette des Tribunaux*, entre un rédacteur anonyme et M. Raveton, avoué à la Cour d'appel de Paris, cependant que deux ouvrages spéciaux soutenaient les opinions contraires (Voir Pannier, Darras et Tarbouriech).

Pour le rédacteur anonyme de la *Gazette des Tribunaux* comme pour MM. Darras et Tarbouriech, le législateur de 1889, en condamnant la jurisprudence antérieure, venait, après plusieurs tentatives marquées par quelques lois spéciales (1), consacrer définitivement la théorie suivant laquelle l'indemnité représente l'immeuble sinistré, comme le prix de vente représente l'immeuble vendu.

L'indemnité, disaient-ils, prend dans le patrimoine du sinistré la place de l'objet lui-même et, dès lors, tout se passe exactement comme si l'incendie n'avait pas eu lieu.

Et ces auteurs, après avoir rappelé les arguments déjà invoqués contre la jurisprudence antérieure — principes de l'assurance et du droit, considérations

(1) Loi du 27 août 1823, relative aux indemnités payées aux émigrés dont les biens avaient été confisqués et permettant aux créanciers inscrits sur ces immeubles d'exercer un droit exclusif sur ces indemnités (art. 18).

Loi du 3 mai 1841, attribuant l'indemnité aux créanciers privilégiés et hypothécaires en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Loi du 18 mai 1858, stipulant que : « Les porteurs de récépissés et de warrants ont sur les indemnités dues, en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée. » (art. 10¹).

Loi du 10 décembre 1874, qui donne aux créanciers ayant hypothèque sur un navire le droit de se faire payer dans l'ordre des inscriptions sur les indemnités allouées, en cas de perte ou d'innavigabilité de navire (art. 17).

Cette dernière loi a été modifiée depuis, par celle du 10 juillet 1885.

d'équité, — faisaient appel aux déclarations suivantes faites par les deux rapporteurs, M. Labiche, au Sénat, et M. Maunoury, à la Chambre des Députés :

« En un mot, l'art. 2 assimile, sans qu'il soit besoin de stipulation expresse, l'indemnité au prix, c'est-à-dire permet d'exercer, en cas de sinistre, sur les indemnités dues par les assureurs, le même droit de préférence qui, en cas de vente, aurait été exercé sur le prix de l'objet assuré. »

« L'art. 2 pose le principe que le montant des indemnités dues, en cas de sinistre, par suite d'assurances contre l'incendie sont attribuées aux créanciers privilégiés et hypothécaires, suivant leur rang, les indemnités seront considérées comme la représentation de l'objet sinistré au même titre que le prix de vente de cet objet. »

Nous ne reviendrons pas sur le fond même de cette théorie ; nous en avons déjà discuté les arguments, et nous avons vu qu'ils ne justifiaient en rien les conclusions de nos adversaires. La nature de l'indemnité, les principes juridiques et le Code lui-même, nous ont au contraire amenés à conclure que l'indemnité, simple créance mobilière personnelle à l'assuré, devait tomber dans le patrimoine commun à tous les créanciers.

La loi de 1889 n'a pu changer la nature de l'indemnité, elle n'a pu davantage modifier les principes du droit.

MM. Labiche et Maunoury, il est vrai, ont déclaré à plusieurs reprises dans la discussion de cette loi qu'il y aurait désormais assimilation entre l'indemnité et le prix de vente ; mais malgré toute l'autorité des deux rapporteurs de la loi, leurs affirmations ne nous paraissent pas suffisantes pour justifier d'elles-mêmes cette assimilation. On peut dire avec M. Planiol : « qu'il ne suffit pas d'*exprimer* un résultat pour qu'il soit, il faut encore l'expliquer ». Or, quelles explications juridiques nous ont donné MM. Labiche et Maunoury ? Aucune : ils se sont contentés de déclarer que l'indemnité était assimilée au prix de vente !

M. Maunoury croyait même devoir ajouter : « Il est possible que cette disposition soit contraire aux principes absolus du droit, car elle fait survivre le droit réel du privilège ou d'hypothèque à l'existence de l'objet sur lequel ce droit réel a été constitué, mais il est certain qu'elle est conforme à l'équité ».

Aussi estimons-nous, à l'encontre de ces auteurs, que l'art. 2 contient une dérogation aux principes juridiques.

L'indemnité est affectée spécialement à la garantie des créanciers privilégiés et hypothécaires, voilà le résultat. Mais de ce que ces créanciers peuvent désormais exercer leurs droits exorbitants sur cette indemnité, il ne s'ensuit nullement que celle-ci représente l'objet sinistré, au même titre par exemple que le prix de vente représente la chose vendue. Il n'y a là, au

contraire, qu'une fiction de la loi, car l'indemaité est restée malgré tout une chose mobilière.

Cette disposition est donc tout à fait exceptionnelle et ne doit recevoir, par suite, que l'interprétation la plus stricte. Nous verrons bientôt toutes les conséquences pratiques qui découlent de ce principe.

Aussi bien, en raison même de son caractère exceptionnel, l'attribution de l'art. 2 n'a pas de fondement juridique bien déterminé.

Le législateur n'a considéré cette attribution que comme un moyen efficace et pratique pour faire cesser un état de choses qu'on s'accordait à trouver préjudiciable à trop d'intérêts. Mais sa préoccupation n'a pas été au-delà, et, si cette attribution produit quelquefois les effets de tel ou tel droit, il n'y a là qu'une coïncidence, insuffisante en tous cas pour que nous puissions admettre qu'elle emprunte entièrement la nature de ce droit. En réalité, c'est un droit nouveau, arbitraire en quelque sorte, et qui, pour ce motif, ne se rattache à aucun principe juridique bien défini.

On a soutenu cependant que ce droit avait une nature juridique bien caractérisée et successivement les théories de la subrogation réelle, de la subrogation personnelle et de la délégation tacite, ont été mises en avant.

« Dans la pensée du législateur, disaient MM. Darras
« et Tarbouriech, les indemnités d'assurances et celles
« dont s'occupe l'art. 3, § 1^{er}, sont au même titre que

« le prix de vente, la représentation de la chose
« grevée. Des créanciers privilégiés et hypothécaires,
« en invoquant la loi nouvelle, exercent sur ces
« indemnités, comme sur le prix de vente, le droit
« de préférence qui découle de l'hypothèque. Ils ne
« font que mettre en œuvre le droit hypothécaire
« qu'ils avaient antérieurement au sinistre » (1).

Nous connaissons déjà cette théorie aux termes de laquelle l'indemnité représente l'objet sinistré et se trouve, par suite, grevée des mêmes droits. Mais nous croyons avoir assez démontré combien elle est contraire aux principes du droit pour ne pas nous y arrêter de nouveau.

Dans une seconde opinion, ce n'est plus l'indemnité qui prend la place de l'immeuble, c'est le créancier lui-même qui se substitue au débiteur assuré et devient ainsi le véritable bénéficiaire du contrat d'assurances.

M. Lenoël qui avait préconisé cette théorie, lors de la discussion de la loi de 1889 devant les Chambres, avait déposé un amendement aux termes duquel l'art. 2 devenait purement et simplement un 5^e cas de subrogation légale. Il complétait ainsi l'art. 1251 du Code civil :

« 5^o Au profit des propriétaires des immeubles
« incendiés créanciers privilégiés et hypothécaires

(1) Darras et Tarbouriech, p. 12.

« suivant leur rang pour les indemnités ». Mais le rapporteur fit remarquer très justement que toute subrogation suppose un paiement pour autrui (ce qui n'est évidemment pas le cas, puisque l'assureur paie toujours pour son propre compte), et l'amendement fut rejeté (*J. off.*, Sénat, Déb. parl., p. 132).

On a prétendu enfin, en arguant des termes de la loi, « sans qu'il y ait besoin de délégation expresse », que l'attribution ne pouvait être qu'une délégation sous-entendue, une délégation tacite. C'était la théorie de M. Lacombe. « Désormais, disait-il, à côté de la « délégation conventionnelle, il existera une délégation de plein droit au profit des créanciers privilégiés et hypothécaires » (séance au Sénat du 6 mars 1888, *J. off.*, Déb. Sénat, 1888, p. 254). Et un jugement du trib. civ. de la Seine du 30 avril 1896 (*Gaz. trib.*, 20 juin 1896) la reprenait en ces termes : « Attendu que l'art. 2 de la loi de 1889 porte que « désormais la créance de l'assuré contre l'assureur « est déléguée à ses créanciers tacitement par l'effet « d'une présomption légale ».

Suivant cette opinion, comme suivant celle de M. Lenoël, les créanciers deviendraient ainsi par le seul effet de cette délégation tacite, les seuls maîtres du contrat et en poursuivraient l'exécution.

Cette dernière théorie est également inadmissible, car elle se heurte à l'art. 1165 du Code civil, d'après lequel les contrats n'ont d'effet qu'entre les parties

contractantes et ne peuvent profiter au tiers que dans le cas prévu par l'art. 1121. L'assuré et l'assureur sont seuls parties au contrat d'assurances qui est *res inter alios acta* pour les créanciers.

On ne conçoit pas dès lors à quel titre ces derniers réclameraient l'exécution de ce contrat.

Et puis comment expliquer avec cette théorie la validité des paiements faits de bonne foi avant opposition qui sont prévus par la loi ?

Quoi qu'il en soit, on ne peut que regretter le laconisme de l'art. 2.

Averti par les vives controverses suscitées par la jurisprudence antérieure, le législateur aurait dû exprimer plus clairement son intention ; il aurait évité ainsi les longues discussions qui ont divisé les auteurs sur chacune de ses dispositions.

*
* *

L'art. 2 accorde le bénéfice de ses dispositions aux créanciers « privilégiés et hypothécaires ».

Il n'y a pas lieu de distinguer si le privilège est spécial ou général, mobilier ou immobilier, si l'hypothèque est conventionnelle (art. 2124), légale (art. 2121, jouissant ou non de la dispense d'inscription) (1) ou judiciaire (art. 2123-2117, 2°).

(1) Dans les hypothèques légales non dispensées d'inscription, il faut encore comprendre l'hypothèque légale accordée aux créanciers du failli (art. 490 et 517 C. com.) et les privilèges immobiliers dégénérés en hypothèques (art. 2113 C. civ.).

Il n'y a pas davantage à se demander si les privilèges ou hypothèques ont été créés par le droit civil, commercial, administratif ou par des lois spéciales.

Tous ces droits, privilèges et hypothèques viendront s'exercer sur l'indemnité suivant leur rang.

Mais à côté des privilèges bien caractérisés comme tels par les Codes ou par le législateur, il existe toute une catégorie de droits spéciaux qu'on a voulu quelquefois assimiler à des privilèges, mais sur la nature desquels on n'est pas entièrement d'accord : droit de rétention, séparation des patrimoines, usufruit, droit de retour, rapport de l'héritier bénéficiaire.

Doit-on étendre aux titulaires de ces droits les dispositions de la loi de 1889 ?

La question peut être controversée : elle est en tout cas assez intéressante, théoriquement et pratiquement, pour que nous croyions devoir l'examiner à ce double point de vue.

Toute la discussion doit porter nécessairement sur la nature juridique de chacun de ces droits.

Droit de rétention.

Si le Code a parlé quelquefois du droit de rétention (art. 867 pour le cohéritier soumis au rapport ; art. 1612 et 1613 pour le vendeur ; art. 1673 pour l'acheteur ; art. 1749 pour les fermiers et les locataires ; art. 1948 pour le dépositaire), il ne l'a jamais régle-

menté ; « peut-être, ajoute M. Planiol, parce qu'aucun auteur n'avait jamais songé auparavant à construire à ce sujet une théorie d'ensemble » (1).

C'est donc dans la tradition et les principes juridiques qu'il faut chercher l'explication de la nature de ce droit.

Les Romains, qui connaissaient le droit de rétention, n'en permettaient l'exercice qu'au moyen de l'exceptio doli, pour résister à la revendication, et l'ancien droit avait continué à appliquer la conception romaine.

On sait, d'autre part, en quoi consiste ce droit.

C'est un droit accordé à l'une des parties dans les contrats synallagmatiques, ou au détenteur d'une chose, et qui leur permet de ne pas livrer cette chose, de la retenir, tant que l'autre partie n'aura pas exécuté son obligation, ou tant que la créance ne sera pas remboursée (art. 867, 1612, 1613, 1673, 1749, 1948).

Là s'arrête le droit du créancier rétenteur. Qu'il vienne à perdre la chose, son droit s'évanouit, et il n'aura aucun moyen de la reprendre. Ce droit n'est donc pas un privilège, puisqu'il ne donne pas le droit de suite.

Vainement objectera-t-on les hypothèses du bailleur, du gagiste et du vendeur ; les deux premiers, en effet, n'ont pas seulement un droit de rétention, ils ont encore un droit de gage. Quant au vendeur, son droit de revendication ne provient pas de son droit de

(1) Planiol. *Traité élémentaire de civil.*

rétention et ne s'explique que par son origine historique (1).

Il faut reconnaître cependant, qu'en pratique, le droit de rétention équivaut finalement à un droit privilégié, car les créanciers privilégiés ne pourront obtenir le dessaisissement qu'en désintéressant le rétenteur. Mais cette conséquence provient uniquement de la situation spéciale du rétenteur. La rétention est un simple moyen de défense et non une action.

Pour ce motif, nous n'accorderons pas au créancier rétenteur le bénéfice de la loi de 1889, applicable seulement au créancier privilégié.

Séparation des patrimoines

Les créanciers d'une succession qui ont demandé la séparation des patrimoines peuvent-ils se faire payer par préférence aux créanciers de l'héritier, une indemnité due à l'occasion de l'incendie d'un immeuble héréditaire ?

Si ce droit de séparation des patrimoines accordé aux créanciers n'était pas susceptible de disparaître,

(1) Dans le droit romain et dans l'ancien droit, l'acheteur ne devenait propriétaire de la chose vendue qu'après le paiement du prix : la tradition était insuffisante. Le vendeur avait donc le droit de revendication jusqu'au paiement. Le Code vint décider que la propriété serait acquise à l'acheteur sans que le prix en ait été payé. La revendication aurait dû disparaître à partir de ce moment. On l'a maintenue sans trop pouvoir expliquer son maintien.

la question n'offrirait aucun intérêt. Le droit à l'indemnité constitue en effet une créance qui tombe dans la masse comme valeur successorale et cette indemnité serait attribuée, en tout état de cause, aux créanciers du défunt. Mais on sait que la séparation des patrimoines tend à disparaître par la confusion entre les biens de l'héritier et ceux du de cujus et dans cette éventualité, on peut se demander si les créanciers du défunt pourront profiter des dispositions exceptionnelles de la loi de 1889, notamment pour faire opposition par simple lettre entre les mains de la Compagnie débitrice de l'indemnité.

La séparation des patrimoines n'a pas été réglementée par le Code, mais Treilhard, en présentant un projet qui est devenu les articles 878 et 879 du Code civil, a eu soin de nous dire « qu'il était inutile de développer les règles conformes à ce qui s'était pratiqué jusqu'alors ».

Or, les anciens auteurs avaient toujours admis pour la séparation des patrimoines, un droit de préférence mais non un droit de suite. Du reste, nous avons un article du Code qui condamne le droit de suite, c'est l'article 880, aux termes duquel la séparation des patrimoines peut « être demandée relativement aux immeubles, tant qu'ils existent *dans les mains de l'héritier* ».

La séparation des patrimoines n'est donc pas un privilège. Par suite, les créanciers du défunt ne pour-

ront invoquer le bénéfice de la loi de 1889 et, dans l'espèce particulière que nous avons signalée, ils devront recourir à la procédure de la saisie-arrêt pour immobiliser l'indemnité à leur profit, entre les mains de l'assureur.

On a objecté l'article 2111 : « Les créanciers et légataires qui demandent la séparation des patrimoines du défunt, conformément à l'article 878 au titre des successions, conservent à l'égard des créanciers, des héritiers ou représentants du défunt, *leur privilège* sur les immeubles de la succession, par des *inscriptions faites* sur chacun de ces biens... Mais la nécessité de prendre inscription n'implique pas nécessairement le droit de suite : la preuve en est dans la loi de 1855, qui soumet à cette formalité de simples baux et de simples quittances. Quant au mot « privilège », il ne faut pas s'en étonner autrement, ce mot ayant bien souvent été pris par le législateur comme synonyme du droit de préférence.

Enfin, il n'est pas sans intérêt de remarquer que l'article 2111 que l'on invoque, est placé dans le titre où la loi s'occupe du droit de préférence et nullement du droit de suite.

La jurisprudence considérait autrefois la séparation des patrimoines comme un privilège (V. notamment : Pau, 10 janv. 1887, D., 87, 2, 173; Aix, 4 déc. 1893, D., 95, 2, 273, S., 96, 2, 17; Cass., 27 juil. 1870, D., 71, 1, 352, S., 72, 1, 153).

Mais les dernières décisions semblent vouloir consacrer enfin la théorie que nous exposons (T. C. Aix, 18 mars 1873 ; Espalion, 21 janv. 1886 ; T. Seine, 21 janv. 1887, *Gaz. Palais*, 87, 1, 35).

Usufruit.

Un immeuble grevé d'un droit d'usufruit et assuré par le nu-propriétaire pour sa valeur totale est détruit par un incendie. Quels seront les droits de l'usufruitier sur l'indemnité due à cette occasion par la Compagnie d'assurances ?

Avant la loi du 19 février 1889, la jurisprudence avait émis à ce sujet des décisions contradictoires.

L'arrêt de la Cour de Colmar, en date du 25 août 1826, posant en principe que le nu-propriétaire avait agi en l'espèce tant dans son propre intérêt que dans celui de l'usufruitier et comme *negotiorum gestor*, n'avait pas hésité à déclarer que les droits de l'usufruitier revivaient sur l'indemnité et s'exerçaient sur elle, *comme sur l'immeuble lui-même*. La Cour de Pau (mars 1884, *Jurisprudence gén. des Ass. terr.*, 2, 45) ; la Cour de Besançon (arrêt du 26 mars 1856), avaient rejeté cette théorie : « Attendu, disait la Cour de Pau, qu'en règle générale, il faut reconnaître que l'usufruit ne se continue pas plus sur l'indemnité due

en vertu de l'assurance, qu'il ne se continuerait sur le bâtiment reconstruit, s'il plaisait à l'assureur de se libérer par ce moyen des engagements par lui contractés, ou s'il convenait au propriétaire d'employer l'indemnité à cette reconstruction : que l'usufruitier demeure personnellement étranger au capital d'assurance, ne pouvant en réclamer le bénéfice qu'autant que celui qui l'a contractée, aurait agi en son nom comme *negotiorum gestor*, qu'il est même de principe que l'assurance de la chose d'autrui est nulle à moins que celui qui l'a contractée n'ait un intérêt à la conservation de la chose assurée : que dans l'espèce X, nu propriétaire n'avait aucun intérêt à assurer l'usufruit de R, que l'assurance qu'il aurait ainsi contractée en son nom personnel, serait sans effet, à l'égard de la Compagnie. »

La doctrine était également très divisée. Les partisans de l'assimilation de l'indemnité au prix de vente, se ralliaient à l'opinion de la Cour de Colmar.

La majorité des auteurs, au contraire, n'admettant pas la survivance des droits réels à la chose, ne voulait accorder à l'usufruitier aucun droit sur l'indemnité.

La loi du 19 février 1889 a-t-elle modifié la situation de l'usufruitier ?

Nous ne le pensons pas. Nous savons, en effet, qu'aux termes du droit commun, l'indemnité n'est

qu'une simple créance mobilière personnelle à l'assuré faisant partie du gage commun à tous les créanciers. Nous savons également que la législation de 1889, sans toucher à la nature de l'indemnité, a voulu faire une faveur exceptionnelle aux seuls créanciers privilégiés et hypothécaires, en leur permettant de prendre l'indemnité à l'encontre de tous autres. L'usufruitier est-il un créancier privilégié ? Evidemment non. Dans ces conditions, il ne nous paraît pas possible de lui accorder une faveur expressément réservée aux privilégiés. L'usufruit, d'ailleurs, a disparu avec l'immeuble et le nu-propriétaire touchera seul l'indemnité dans les limites de son droit.

On a prétendu que ce résultat est inadmissible car « il faudrait ou ne déclarer l'assurance valable que pour partie, ce qui est contraire à l'intention de l'assureur et de l'assuré, ou, si on maintient la police d'assurance toute entière, valider l'assurance par le nu-propriétaire et à son profit exclusif de l'usufruit qui, au moment du contrat, repose sur la tête d'un titulaire particulier. »

Cette objection ne nous semble pas fondée. En souscrivant l'assurance pour la valeur totale du bâtiment, le nu-propriétaire a fait assurer deux choses absolument distinctes, l'une qui lui appartenait, la nu-propriété ; l'autre qui ne lui appartenait pas, l'usufruit.

Le contrat d'assurances n'aura pas d'effet, en ce qu

concerne l'usufruit, mais il n'en sera pas moins valable pour la nu-propriété et au cas d'incendie produira tous ses effets de ce chef. Tout au plus, la Compagnie arguant de la fausse déclaration, pourrait-elle opposer une déchéance, mais à part cette faculté qui appartient exclusivement à l'assureur, quelle règle de droit empêcherait ce contrat d'être valable au regard du nu-propriétaire ?

Notre solution est conforme à ces deux grands principes qui dominent la théorie des assurances : 1^o l'assurance ne doit profiter qu'à celui qui l'a contractée ou au bénéfice duquel elle a été contractée ; 2^o l'assuré ne doit recevoir dans les limites de son contrat que l'exacte réparation du dommage subi.

Il en serait autrement si le nu-propriétaire avait fait connaître sa qualité et désigné l'usufruitier, car il y aurait là une stipulation pour autrui qui donnerait à ce dernier un droit propre et direct contre la Compagnie d'assurances (art. 1121). Mais ce droit dériverait du contrat et non de la qualité de la créance.

Il n'est pas sans intérêt, du reste, de remarquer que les Compagnies n'acceptent pas l'assurance de la nu-propriété ou de l'usufruit seuls ; le nu-propriétaire qui désire faire garantir son droit doit agir nécessairement « tant pour son compte que pour celui de l'usufruitier », et réciproquement. Toutes difficultés se trouvent ainsi évitées en pratique.

Droit de retour.

Aux termes de l'art. 747 du Code civil, l'ascendant donateur a le droit de reprendre dans la succession de son descendant mort sans postérité, les choses par lui données et qui se retrouvent encore en nature dans cette succession. Cet article ajoute : « Si les objets ont été aliénés, les ascendants recueillent le prix qui peut en être dû. »

Si au lieu d'avoir été vendu, l'immeuble a été détruit et se trouve remplacé dans la succession par une indemnité, les ascendants recueilleront-ils également cette indemnité ?

Il en serait ainsi, si celle ci pouvait être assimilée au prix de vente, ou si le droit de l'ascendant donateur était un privilège. Mais nous savons, d'une part, que l'indemnité ne représente pas la chose, et, d'autre part, que le droit de retour n'a rien d'un privilège. Nous estimons donc que l'ascendant donateur n'aura aucun droit sur cette indemnité.

Rapport de l'héritier donataire.

Tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses co-héritiers tout ce qu'il a reçu du défunt par donations entre vifs (art. 843 du Code civil). Cette disposition s'appliquera-t-elle si l'immeuble, objet de sa donation, a été sinistré ? Le

donataire devra-t-il dans ce cas, rapporter l'indemnité reçue de la Compagnie d'assurances à la suite de cet incendie ? Non, puisque l'immeuble a été détruit, que l'indemnité ne le représente pas et que la créance des héritiers n'est pas privilégiée.

CHAPITRE II

La loi soumet-elle les créanciers privilégiés et hypothécaires à l'obligation de former opposition entre les mains de l'assureur. — Exposé de la controverse. — Proposition de loi Royer. — Obligation pour les créanciers de se faire connaître. — Formes de l'opposition.

On sait par quel moyen les créanciers hypothécaires échappaient, avant la loi de 1889, aux conséquences de la jurisprudence.

Le prêteur avait soin de faire insérer dans l'acte d'obligation une clause de cession de l'indemnité éventuelle, remplissait les formalités requises par l'art. 1690 du Code civ. et se trouvait ainsi bénéficiaire de cette indemnité à l'encontre des chirographaires. La loi de 1889 est venue rendre inutile cette combinaison ingénieuse en décidant que, désormais, les indemnités seraient attribuées de plein droit aux créanciers privilégiés et hypothécaires sans qu'il y ait besoin de délégation expresse.

Est-ce à dire que les créanciers privilégiés et hypothécaires seront désormais attributaires de l'indemnité par le seul fait de la qualité de leur créance, et qu'ils n'auront aucune formalité à remplir ? En d'autres termes, l'inscription vaudra-t-elle opposition au paie-

ment des indemnités éventuelles et le paiement fait par une Compagnie débitrice d'une indemnité, au mépris d'un droit de privilège et d'hypothèque même non révélé, rendra-t-il cette Compagnie passible d'un second paiement au titulaire de ce droit ? Doit-on décider, au contraire, que le créancier est soumis à l'obligation de se faire connaître et que la Compagnie n'est tenue de s'arrêter qu'aux droits ainsi révélés, sans rechercher elle-même la situation hypothécaire de l'assuré ?

Pour examiner cette question, il nous paraît indispensable de faire une distinction entre les privilèges et hypothèques dispensés d'inscriptions et les privilèges et hypothèques soumis à cette formalité.

Pour les premiers (privilèges et hypothèques dispensés d'inscription), il nous semble qu'il ne saurait y avoir de difficulté.

Il résulte de la nature même des privilèges spéciaux sur les meubles et des privilèges de l'art. 2101, qu'on ne peut les connaître s'ils ne se révèlent pas d'eux-mêmes.

On ne peut donc demander à l'assureur de faire une recherche qui doit nécessairement ne pas donner de résultats et il faut bien admettre que l'assureur n'a pas à s'occuper de ces créanciers.

La même solution s'impose pour les privilèges et hypothèques dispensés d'inscription, car, en cette nature encore, toute recherche serait vouée d'avance à

un échec certain, la loi n'ayant pas mis à la disposition de l'assureur une procédure analogue à la purge et susceptible de forcer ces créanciers à se faire connaître.

La question devient plus délicate avec les privilèges et hypothèques soumis à l'inscription. Faut-il admettre pour ceux-là qu'il appartient à l'assureur de les rechercher et que tout paiement fait sans le consentement de tous les créanciers de cette catégorie engage personnellement la responsabilité de cet assureur.

Comme l'on fait remarquer très justement MM. Darras et Tarbouriech, nous nous trouvons ici en présence de deux grands principes juridiques.

« Quand la loi impose au titulaire d'un droit pour
« le conserver à l'égard des tiers, l'obligation de
« remplir une formalité comme l'inscription ou la
« transcription, tant que cette formalité, seul instru-
« ment légal de publicité, n'a pas été accomplie, le
« droit dont il s'agit est réputé ignoré des tiers et la
« connaissance personnelle qu'ils auraient obtenu de
« son existence par une voie quelconque, ne saurait
« être invoquée contre eux ».

Doit-on déroger à cette règle ? La loi est muette à ce sujet et ce silence nous autorise à conclure que les créanciers qui veulent se prévaloir de leurs droits sur une indemnité, doivent avoir pris l'inscription préalablement : comme conséquence, les Compagnies d'assurances, débitrices d'une indemnité, devront repousser les prétentions des créanciers non inscrits.

Mais si ce principe de droit commun doit recevoir toute son application, en est-il de même du principe inverse « à savoir que ces droits une fois publiés en « la forme prescrite par la loi sont réputés connus « de tous les intéressés sans que ceux-ci puissent être « admis à faire la preuve contraire ».

Ici, la loi de 1889 nous semble avoir donné une réponse précise par la phrase suivante :

« Toutefois, les paiements faits de bonne foi avant « opposition, sont valables ».

N'est-ce pas dire *a contrario* qu'il appartiendra aux créanciers de se faire connaître par une opposition, sous peine de se voir opposer par la Compagnie d'assurances un paiement fait de bonne foi ? Les travaux préparatoires ne peuvent laisser de doute sur cette intention du législateur.

« L'art. 2, disait M. Maunoury à la Chambre des « députés, décide que si le débiteur de l'indemnité a « payé avant *de connaître* le droit de préférence, il « ne peut être tenu de payer deux fois ». Et M. Labiche déclarait à son tour : « Une disposition addition- « nelle sauvegarde les intérêts des Compagnies dont « les paiements faits de bonne foi avant opposition. « seront toujours valables » (Rapport présenté au Sénat, le 6 décembre 1887).

D'ailleurs, en droit commun, en quoi consiste la bonne foi ?

« Dans l'ignorance de ce qui vicie un titre ou de ce

« qui rend un fait contraire au droit : cette ignorance « se résoud juridiquement en une erreur. » Mais il n'est pas nécessaire que cette erreur soit invincible ; elle peut aussi bien résulter de recherches insuffisantes, car la simple négligence ne constitue pas la fraude. Par suite, le seul fait de n'avoir pas consulté le registre des hypothèques ne constituerait pas, en droit commun, l'assureur de mauvaise foi.

Du reste, le législateur a bien donné explicitement aux créanciers l'obligation de se révéler, puisqu'il parle d'opposition. Comprendrait-on pareille exigence si d'autre part le débiteur de l'indemnité était tenu de rechercher les origines et la situation hypothécaire de l'immeuble détruit ?

Il n'est pas sans intérêt enfin, de rappeler que la loi du 10 décembre 1874, relative à l'hypothèque des navires, comprenait un article ainsi conçu :

« L'inscription de l'hypothèque vaut opposition au paiement de l'indemnité d'assurance », et de faire remarquer que cette disposition impérative ne se retrouve pas dans la loi de 1889 (1).

Cette solution cependant ne fut pas admise par tous les auteurs (*V. Gaz. des Trib.* des 15 mai 1889 et 27 juil. 1889), et la jurisprudence eut les mêmes hésitations que la doctrine.

Un jugement rendu par le Tribunal civil de Brives,

(1) Cette loi du 10 décembre 1874 fut d'ailleurs modifiée par celle du 10 juillet 1885, qui ne reproduit pas l'art. 17.

le 18 décembre 1889, S., 1890, 2, 174, parlant de ce principe que la bonne foi n'est qu'une exception pour l'assureur et qu'il lui appartient, le cas échéant, d'en administrer la preuve, décidait que cet assureur ne doit payer l'indemnité que sur le vu d'un certificat négatif d'inscriptions : « Attendu qu'il résulte de l'exa-
« men du texte de l'art. 2, que l'indemnité est attri-
« buée aux créanciers, qu'il y a donc attribution,
« c'est-à-dire transfert direct par le seul effet de la
« loi, de la somme due aux créanciers : que cette
« disposition produit aussi un effet plus énergique que
« l'hypothèque elle-même, dont le bénéficiaire reste
« toujours créancier de son premier débiteur, d'où la
« conséquence que le paiement fait à l'assuré ne serait
« pas valable, puisqu'il ne serait pas fait par celui à
« qui il est dû

« ...Attendu que C objecte vainement que les
« paiements faits de bonne foi sont déclarés valables
« et qu'il n'y a pas eu dans l'espèce d'opposition
« signifiée que le législateur s'est borné
« à décider que le débiteur qui aurait payé dans
« l'ignorance de la loi ou dans la croyance qu'il n'y
« avait pas de créanciers hypothécaires, pourrait
« exciper de sa bonne foi ; qu'il s'agit donc d'une
« exception rendant applicable la maxime : *reus exci-
« piendo fit actor* et laissant ensuite à sa charge,
« quoique la mauvaise foi ne se présume pas, la
« preuve de la bonne foi qu'il invoque, il en résulte

« que, dans tous les cas, en l'absence même d'opposi-
 « tion, la responsabilité peut se trouver engagée et
 « qu'il est de son droit, de son devoir même, de ne
 « payer qu'au vu d'un certificat délivré par le conser-
 « vateur, établissant qu'il n'y avait sur l'immeuble
 « incendié ni hypothèques, ni privilèges inscrits, ou
 « par la présentation d'un bordereau de collocation
 « à la suite d'un ordre ou d'une distribution qu'il
 « appartient à l'assuré de faire ouvrir... etc... »

Le Tribunal de commerce de Vienne, saisi à son tour de la question, se prononça, le 11 août 1891 (*Gaz. Trib.*, 19 nov. 1891), pour la théorie contraire, en déclarant que l'assureur n'était nullement tenu de rechercher la situation hypothécaire de l'assuré et pouvait payer en toute sûreté si aucun créancier ne s'était révélé à lui. « Attendu que s'il en était ainsi, « la loi aurait impérativement déclaré que la Compa-
 « gnie ne pouvait se libérer valablement que sur la
 « production d'un certificat négatif d'inscription.
 « Attendu qu'elle exige l'absence d'opposition et la
 « bonne foi, c'est-à-dire à ce dernier point de vue, un
 « ensemble de circonstances repoussant toute idée de
 « précipitation de la part de la Compagnie pouvant
 « être considéré comme une sorte de connivence avec
 « le débiteur... »

*
 * *

L'accord, on le voit, était loin de se faire, lorsque

M. Royer, ancien avoué, député de l'Aube, déposa sur le bureau de la Chambre des Députés, le 8 mai 1891, la proposition de loi suivante :

Article Unique. — L'art. 2 de la loi du 19 février 1889 est complété comme suit :

« Vaudra comme opposition, l'inscription existante
« sur l'immeuble sinistré du chef de l'assuré et de la
« personne désignée en la police comme ayant des
« droits de propriété ou d'usufruit sur ledit immeuble.

« Les frais de l'état des charges levés par l'assureur
« seront retenus sur l'indemnité. »

Après une première discussion et quelques critiques formulées par M. Herbecq, député du Nord, (1) ce projet fut ainsi modifié (2) :

Article Unique. — Le deuxième paragraphe de l'art. 2 de la loi du 19 février 1889, est complété ainsi qu'il suit :

« Vaudra comme opposition, lorsque l'assureur ne
« reconstruira pas les bâtiments détruits, l'inscription
« existant du chef de l'assuré et de la personne dési-
« gnée en la police comme ayant des droits de pro-
« priété ou d'usufruit sur lesdits bâtiments.

« A cet effet l'assureur sera tenu, à l'expiration de
« la quinzaine du sinistre, de lever au bureau des

(1) *Journal officiel* du 19 juin 1891, Deb. parl., p. 1336 ; Texte général officiel de la Chambre des Députés, 1891, annexes 2, p. 1433.

(2) *Journal officiel* du 20 février 1893, Ch. des Dép., séance du 18 février 1893, p. 620.

« hypothèques un état comprenant les charges exis-
« tantes au jour du sinistre et celles qui auront été
« inscrites dans ce délai de quinzaine, en vertu d'un
« titre antérieur à l'incendie. Il devra prévenir du
« sinistre les créanciers dont l'existence lui aura été
« révélée. Cet avertissement sera donné aussitôt après
« la délivrance de l'état par lettres recommandées
« adressées au domicile élu.

« Il retiendra par privilège les frais d'état et de
« recommandation des lettres d'avis sur le montant
« de l'indemnité. Les créanciers hypothécaires ou
« privilégiés dispensés de prendre inscription, pourront
« faire valoir leurs droits sur cette indemnité jusqu'au
« paiement ou jusqu'à ce que la distribution soit devenue
« définitive.

« Si dans le délai d'un mois à partir de la commu-
« nication de l'état par l'assureur à l'assuré, les
« intéressés ne s'entendent pas sur la distribution
« amiable, l'assureur sera tenu de consigner l'indem-
« nité sans offres réelles préalables ».

Ce projet était juridiquement inadmissible car il voulait assimiler l'assureur à un débiteur de prix de vente sans tenir compte que si la loi a mis à la disposition de l'acheteur le moyen d'arrêter, par la purge, le cours des inscriptions et de lui permettre ainsi de connaître tous les créanciers inscrits, elle n'a pas donné le même moyen à la Compagnie d'assurances qui se trouverait exposée à payer deux fois après avoir

pris toutes les précautions. Il soulevait en outre de grandes difficultés pratiques. Nous nous bornons à les signaler ici pour ordre car nous les retrouverons plus loin dans le discours prononcé par M. Grivart devant le Sénat lors de la discussion de ce projet.

Il avait au moins l'avantage de poser nettement la question et de demander au législateur la solution d'une controverse qui depuis la loi de 1889 divisait la doctrine et la jurisprudence sur un sujet d'un intérêt pratique considérable tant pour les créanciers que pour les assureurs.

Adopté sans difficultés par la Chambre des Députés, ce projet fut porté au Sénat où la discussion fut longue et quelquefois vive. Mis aux voix après une intervention de M. Labiche, rapporteur de la loi de 1889, et un discours remarquable de M. Grivart (1),

(1) Il nous paraît intéressant de reproduire ce discours qui avait emporté le vote du Sénat. L'honorable sénateur s'était exprimé ainsi :

« Messieurs, je ne puis être d'accord avec M. le Rapporteur, lorsqu'il affirme, ainsi qu'il le faisait tout à l'heure, que le projet de loi actuel ne modifie pas la situation existant sous l'empire de la loi de 1889, ou ne la modifie que d'une manière légère.

« Je crois, au contraire, qu'elle sera profondément modifiée et d'une manière qui doit provoquer de très sérieuses objections. Sous l'empire de la loi actuelle, lorsque survient un sinistre, les assureurs ne sont pas obligés de se faire délivrer un état hypothécaire et à moins qu'ils n'aient une connaissance extrinsèque des charges grevant l'immeuble, qu'ils sachent que le règlement direct intervenant entre eux et l'assuré doit avoir pour conséquence de frustrer les créanciers hypothécaires, les assureurs peuvent en toute sûreté

montrant le caractère peu juridique et les inconvénients nombreux du système proposé par M. Boyer, il fut finalement rejeté.

C'était la condamnation formelle du jugement de

de conscience et en toute sécurité, régler le sinistre, et le régler sans retard et sans frais.

« Au contraire, d'après les dispositions du projet de loi actuel, si un sinistre se produit, sinistre grave ou sinistre léger, entraînant une perte considérable ou un dommage infiniment petit, les assureurs sont dans l'obligation de retirer un état hypothécaire et, de ce chef, le règlement de l'indemnité se trouve entravé, ou tout au moins singulièrement retardé.

« La commission vous propose même de décider que les assureurs n'auront pas le droit de retirer l'état hypothécaire avant un délai de quinze jours, et cela pour donner aux créanciers hypothécaires, qui n'auraient pas été diligents, qui n'auraient pas inscrit leurs titres avant l'expiration de la quinzaine, de réparer leur omission.

« Pendant quinze jours, le règlement se trouvera donc suspendu pour tous les assurés, pour ceux qui ont des créanciers et pour ceux qui n'en ont pas. Puis, à l'expiration de la quinzaine, si l'état hypothécaire révèle l'existence d'inscriptions, le règlement sera suspendu pendant un mois au moins, et durant ce temps, l'indemnité restera aux mains des assureurs.

« Vous apercevez bien que ces retards contre lesquels les assureurs ne réclament pas — car les assureurs communément, restent volontiers sur la défensive, — vous apercevez bien que ces retards auront des inconvénients singuliers, je ne dis pas pour les créanciers hypothécaires, mais pour l'assuré qui pouvait compter sur l'indemnité pour réparer le dommage. C'est là le premier inconvénient du système proposé, inconvénient qui n'existe pas à l'heure présente. Il aura un autre inconvénient : les assurés auront à supporter du chef de l'état hypothécaire, délivré à la requête des assureurs, des frais plus ou moins considérables. S'il n'y a pas d'inscriptions, je reconnais que la charge sera modique ; mais, s'il en existe, si les charges grevant l'immeuble sont nombreuses, la délivrance de l'état constituera à elle seule une somme de frais

Brives et la consécration définitive de l'opinion émise par le Tribunal de Vienne.

La question était bien close et depuis les diverses décisions de jurisprudence se sont unanimement conformées à ce vote significatif.

assez notable et qui, dans un grand nombre de cas, paraîtra véritablement choquante, en regard du chiffre de l'indemnité.

« Lorsque le sinistre est grave, quand il y a destruction totale de l'immeuble, les frais de délivrance d'inscriptions et ceux qui pourront suivre paraîtront relativement à l'indemnité incombant aux assureurs, petits et très supportables.

« Mais soyez sûrs, Messieurs, qu'ils paraîtront intolérables si le sinistre est léger et l'indemnité modique.

« L'honorable M. Labiche nous disait tout à l'heure, chiffres en mains, que de la statistique d'une seule Compagnie d'assurances l'*Urbaine*, il résulte que sur 2,000 sinistres immobiliers se produisant dans une année, il y en a 1,400 qui sont inférieurs à 500 fr. et — je complète l'indication —, qui varient entre 10 et 500 fr. avec une moyenne de 61 francs.

Jugez-vous tolérable, quand il s'agit d'incendie si légers, d'obliger l'assureur, au détriment de l'assuré, avec récupération contre lui, à faire les frais d'un état hypothécaire qui, en certains cas, coûtera 40 fr. 50 et peut-être plus ?

« Sous l'empire de la loi actuelle, quand le sinistre est léger, les créanciers ne s'en préoccupent pas, et ils ont bien raison, car le sinistre est presque toujours suivi de la réparation de l'immeuble endommagé ; la réparation s'impose au propriétaire s'il n'y a pas destruction totale ou presque totale de l'immeuble. Dans l'état actuel des choses, les Compagnies règlent donc amiablement avec l'assuré la presque totalité des sinistres.

« Au contraire, dans la situation que créerait le projet de loi, les assureurs seront obligés de se mettre en communication directe avec les créanciers et de provoquer leur action par une notification en forme, au moyen d'une lettre chargée. Je crois que dans le plus grand nombre des cas, les créanciers hypothécaires qui, avec la législation actuelle, auraient gardé le silence, laissant à l'assuré le

Il ne suffit donc pas au créancier attributaire d'être inscrit sur l'immeuble pour profiter de l'attribution spéciale de la loi, ce créancier doit encore se faire connaître, en temps voulu, à la Compagnie d'assurances, débitrice de l'indemnité.

loisir de régler directement l'indemnité avec les assureurs ; je crois que, mis en demeure en quelque sorte par la communication qui leur aura été faite, ils feront une opposition ; la chose n'en valant pas la peine, ils resteront dans l'inaction.

« Vous obtiendrez difficilement, ou plutôt n'obtiendrez jamais, si l'état hypothécaire n'est changé, s'il y a un nombre considérable de créanciers, que ceux-ci, qui ne se connaissent pas, entrent en contact, nouent des relations en vue du règlement d'une indemnité de 60, de 100 ou de 200 fr. Ils se croiseront les bras, et alors qu'arrivera-t-il ? L'indemnité d'assurance sera déposée à la Caisse des Dépôts et Consignations. Je vois bien qu'elle y entrera et même d'une manière assez facile, mais je vous demande, je demande à votre expérience de me dire, comment elle sortira, à quelles conditions et à quel point ?

« Voyez-vous, Messieurs, l'indemnité de 100 ou de 200 fr. versée à la Caisse de Dépôts et Consignations, est vouée, si les créanciers ne s'entendent pas tous pour une distribution amiable, à une distribution par contribution !

« Maintenant, voulez vous une autre hypothèse ? J'admets qu'aucun créancier n'ait requis le dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, l'indemnité restera entre les mains de l'assureur qui en restera indéfiniment débiteur.

« Que fera l'assuré pendant ce temps ? L'emploi le plus naturel et le plus légitime de l'indemnité, n'est-il pas la réparation de l'immeuble quand elle est possible ? Or, vous allez la rendre pour lui difficile, en le privant des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour y procéder. Je dis que le projet actuel présente des inconvénients notables.

« Dans son application, le projet serait surtout intolérable s'il devait s'étendre aux petits sinistres ne donnant lieu qu'à des indemnités tout à fait légères. »

Comment pratiquement cette révélation sera-t-elle faite ? La loi parle d'opposition, que signifie exactement ce mot ? S'agit-il de la saisie-arrêt des art. 557 et suivants du Code de procédure civile, que l'on a défini « un acte d'huissier par lequel un créancier met sous la main de justice les créances qui appartiennent à son débiteur, en signifiant au débiteur de celui-ci défense de s'acquitter en ses mains ».

Le créancier sera-t-il obligé de recourir à cette procédure compliquée, qui exige une dénonciation de l'assuré, une assignation en validité, une contre-dénonciation à la Compagnie et une assignation de cette dernière en validité ?

Mais d'une part, cette saisie-arrêt ne serait possible qu'après l'incendie : or, il importe surtout que le créancier, qui le plus souvent ne connaîtra pas l'incendie quand il se produira, puisse sauvegarder ses droits éventuellement. D'autre part la loi n'a soumis l'opposition dont elle parle à aucune forme. Elle consistera donc dans une simple dénonciation suffisamment claire et précise, faite dans une forme quelconque par le créancier au débiteur éventuel de l'indemnité.

C'est ainsi que les auteurs ont interprété la loi (Pannier, p. 26 ; Darras et Tarbouriech, n° 67 et 68 ; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, n° 288 ; Guillamar, p. 1, n° 164 ; Lyon-Caen et Renault, t. VI, n° 1668) et la Jurisprudence s'est entièrement ralliée à cet avis.

(Voir notamment : Toulouse, 27 mai 1890, T. S., 90, 2, 173 ; Tr. Montpellier, 12 mai 1892, S. sous Nevers, 3 avril 1895, 97, 2, 182 ; Trib. Montbéliard, 1^{er} décembre 1893, S. sous Nevers, 3 avril 1895, 97, 2, 182 ; Trib. Nevers, 3 avril 1895, S., 97, 2, 102).

Par suite, cette opposition pourra être faite valablement sans l'autorisation du juge.

Il a été jugé à ce sujet, qu'il résulte des dispositions de l'art. 2 de la loi de 1889, que les créanciers privilégiés et hypothécaires trouvent dans cette qualité un titre suffisant pour former opposition entre les mains des Compagnies d'assurances au paiement des indemnités dont celles-ci peuvent être redevables à raison du sinistre (Cass., 19 juin 1897 ; *Gaz. Pal.*, 2-5, octobre ; voir aussi Toulouse, 27 mai 1890 précité).

L'opposition pourra être faite par lettre missive (Trib. Montpellier, 12 mai 1892 ; Montbéliard, 1^{er} décembre 1893 ; Nevers, 3 avril 1895, précités ; Trib. civ. Civray, 13 juin 1895, R. P., 1895, p. 437 ; Besançon, 6 avril 1898, R. P., 1898, p. 465 ; Bordeaux, 30 janvier 1899, R. P., 1899, p. 190 ; Trib. civ. Quimper, 12 décembre 1900, R. P., 1901, p. 61 ; Trib. civ. Seine, 25 janvier 1904, *J. Ass.*, 1904, p. 585) ou même verbalement, sauf bien entendu dans ce cas la difficulté de la preuve (Trib. Montbéliard, 1^{er} décembre 1893 (précité).

Aussi bien, le créancier conserve le droit de signifier une opposition régulière dans les formes de la

saisie-arrêt. Cette voie lui reste toujours ouverte comme par le passé. Un arrêt de la Cour de cassation a même admis qu'une saisie-arrêt faite par le créancier privilégié ou hypothécaire et déclarée nulle faute de titre, a au moins la valeur d'une lettre et suffit, le cas échéant, pour constituer l'assureur de mauvaise foi (Cass., 19 juin 1897 précité ; Cass. Req., 15 janvier 1901, B. de M., 1, 246. Voir également : Trib. civ. Seine, 6 juillet 1893 ; Trib. civ. St-Gaudens, 11 juin 1894 ; Lyon, 4 juillet 1894 ; Trib. civ. Limoges, 24 octobre 1896 ; Besançon, 6 avril 1898 ; Trib. civ. Limoges, 23 juin 1899 ; Trib. civ. Toulon, 14 mai 1901. Voir cependant en sens contraire : Trib. civ. Seine, 6 juillet 1893 ; Trib. civ. Châteauroux, 5 mars 1895 ; Trib. civ. Toulon, 14 mai 1901).

Mais il est peu probable que les créanciers usent de cette faculté (1) compliquée et coûteuse, puisque la loi met à leur disposition un moyen d'atteindre sans frais et rapidement le même résultat.

L'opposition éventuelle faite entre les mains de l'assureur garantira les droits du créancier tant que l'assurance existera entre les mêmes parties soit en vertu d'un contrat primitif, soit en vertu d'une nou-

(1) A signaler cependant que beaucoup de créanciers hypothécaires continuent à se faire consentir dans les actes d'obligation des transports d'indemnité qu'ils font ensuite signifier aux Compagnies assureurs des biens hypothéqués. C'est une procédure bien inutile puisqu'elle ne donne pas à ces créanciers plus de garanties qu'une simple lettre.

velle police renouvelant l'ancienne sans interruption. Mais nous pensons qu'elle n'aurait plus aucun effet si le bien hypothéqué changeait de propriétaire.

Il nous semble en effet qu'il n'appartient pas à l'assureur de faire porter sur l'acquéreur une opposition qui n'a pas été faite à son préjudice et qui ne le concerne pas. Des raisons d'ordre purement pratique exigent cette solution.

Les Compagnies d'assurances classent les oppositions qui leur sont signifiées par *noms* d'assurés et on ne saurait raisonnablement les obliger à établir un état de tous les biens meubles et immeubles qu'elles garantissent et à suivre ces biens à travers toutes les mutations qui peuvent se produire.

Ce travail serait d'ailleurs matériellement à peu près impossible.

Il nous semble donc que si le bien hypothéqué avait changé de mains et que le créancier inscrit ait omis de renouveler son opposition sur le nouveau propriétaire, l'absence d'opposition au nom de ce dernier pourrait permettre à la Compagnie de prouver sa bonne foi et d'opposer à la demande en paiement de celui-ci le dernier paragraphe de notre article « Les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables. »

Nous pensons cependant que les Tribunaux ont en cette matière un pouvoir souverain d'appréciation. C'est à eux qu'il appartient de rechercher si la bonne

foi de l'assureur a bien existé ou non, et de valider ensuite ou d'annuler un paiement fait dans ces conditions particulières.

Sous cette seule réserve, l'opposition faite par le créancier sur l'indemnité éventuelle, sauvegardera ses droits, soit en arrêtant l'indemnité entre les mains de la Compagnie d'assurances, soit en lui permettant d'obtenir un second paiement, si la Compagnie a payé. L'opposition, en effet, est le meilleur moyen de constituer l'assureur de mauvaise foi et de le rendre ainsi passible d'un second paiement.

Est-ce à dire que le créancier n'aura pas d'autre moyen de prouver la mauvaise foi de l'assureur s'il n'a pas fait opposition ?

La mauvaise foi de l'assureur, c'est la connaissance du fait qui vicie son paiement, c'est-à-dire de l'existence de créances privilégiées ou hypothécaires sur l'indemnité. Elle pourra donc résulter encore :

1° D'un paiement précipité effectué d'accord avec l'assuré pour ne pas laisser aux créanciers le temps moral de se révéler (Trib. com. Vienne, 11 août 1891 ; Trib. civ. Belley, 3 avril 1896).

2° De ce que les droits des créanciers sont incontestablement parvenus à la connaissance de la Compagnie indirectement, par exemple si les pièces de l'expertise révélaient l'existence de ces créanciers et la qualité de leurs droits (Pau, 8 mars 1905, *J. ass.*, 1905, 269 ; Saint-Quentin, 3 fév. 1905, *R. P.*, 1905,

225 ; Paris, 28 janv. 1905, *R. P.*, 1906, 81 ; Paris, 20 janv. 1906, *R. P.*, 1906, 88).

Mais il ne faut pas oublier que la bonne foi se présume et que dans tous les cas, la preuve de la collusion ou de la mauvaise foi incombera tout entière au créancier.

CHAPITRE III

Effets de l'attribution. — Droits des créanciers avant et après l'incendie. — Règlement des dommages. — Paiement des indemnités. — Consignation. — Rétablissement en nature des objets sinistrés.

Le créancier privilégié ou hypothécaire se conformant aux obligations de la loi, a fait une opposition entre les mains de la Compagnie d'assurances. Le sinistre survient. Quels seront alors les droits de ce créancier ? Pourra-t-il aussitôt après l'incendie se mettre aux lieu et place de l'assuré, son débiteur, et exiger que l'assureur discute et exécute avec lui le contrat d'assurances ?

Examinons préalablement quelle est la situation respective des parties, tant que le sinistre n'a pas eu lieu. Nous trouverons dans cette étude les principes qui nous permettront ensuite de déterminer les droits des créanciers après l'incendie.

Le contrat d'assurances intervient entre la Compagnie d'une part, et le propriétaire de la chose assurée d'autre part : assureur et assuré, telles sont les deux seules parties contractantes, et ces deux parties restent absolument libres d'étendre ou de restreindre leurs obligations respectives ou même de les faire cesser.

Le contrat est *res inter alias acta* pour tous autres, et les créanciers privilégiés et hypothécaires qui n'y sont pas intervenus sont évidemment au nombre de ces derniers. Ces créanciers, il est vrai, auront la faculté de faire tomber toute clause ayant pour but de leur enlever les avantages spéciaux que leur confère la loi de 1889 : ils pourront également attaquer toute convention faite en fraude de leurs droits, mais il n'y a là que l'application d'une prohibition d'ordre public et de l'article 1167 du Code civil et sous ces deux seules réserves, ces créanciers devront subir toutes les modifications qu'il plaira à l'assuré d'apporter à son contrat. De même ces créanciers souffriront de tous les actes unilatéraux de l'assuré qui pourraient entraîner la déchéance, réticences, non-paiement de la prime, non déclaration d'aggravation de risques, etc., car ils n'ont pas plus de droits que l'assuré.

On s'est demandé si dans ce cas et pour éviter ces conséquences dangereuses, les créanciers n'avaient pas qualité pour se substituer à l'assuré et faire à sa place les déclarations exigées par la police. Il faut mettre à part bien entendu le cas où le créancier est muni d'un mandat de son débiteur et peut incontestablement accomplir tous ces actes en qualité de mandataire. Pourrait-il agir de même en qualité de gérant d'affaires ? Nous le pensons pour deux raisons. D'abord le créancier a le droit de souscrire lui-même une assurance pour faire garantir les biens de son

débiteur : l'intérêt qu'il a dans cette affaire suffit pour que le contrat soit valable. Pourquoi ne pourrait-il pas continuer un contrat qu'il avait le droit de souscrire ? En second lieu, ces obligations ne sont que des actes conservatoires et le créancier trouve dans sa qualité un titre suffisant pour les accomplir. Nous estimons donc que le créancier pourra déclarer une co-assurance, payer les primes, etc. . . .

Inversement, lorsque le créancier a accompli au nom de l'assuré une de ces obligations envers la Compagnie d'assurances, celle-ci est-elle tenue, comme dans la loi alsacienne du 4 juillet 1881 et dans la loi allemande du 30 mai 1908, de « lui donner avis du
« renouvellement de l'assurance, de la réduction de la
« somme assurée et de toutes les circonstances qui
« peuvent avoir pour conséquence la nullité de l'assu-
« rance dès que ces circonstances sont parvenues à
« sa connaissance ? »

Assurément non. L'assureur a un rôle absolument passif : et il n'existe, d'autre part, aucun lien de droit entre lui et le créancier. L'assureur ne peut donc être tenu d'aucune obligation de ce genre.

Les polices d'assurances stipulent ordinairement que les dommages seront évalués de gré à gré entre les parties ou amiablement par des experts nommés par elles.

Les créanciers auront-ils le droit d'intervenir à ce

règlement ? Devront-ils, au contraire, en accepter le résultat sans pouvoir y assister ?

Reportons-nous à la loi de 1889. L'art. 2 s'exprime ainsi : « Les *indemnités* seront attribuées », etc. C'est donc simplement sur l'indemnité une fois dégagée et fixée par l'expertise que les créanciers pourront faire valoir leurs droits.

La loi leur a permis seulement d'exercer ces droits sur l'indemnité, mais elle ne les a nullement institués les bénéficiaires du contrat d'assurances en leur conférant un droit propre, une action directe contre l'assureur. Du reste, de quel droit viendraient-ils à ce règlement ou à cette expertise qu'une clause de la police a déclaré devoir être faits par l'assureur et l'assuré seuls. Cette clause leur est opposable comme toutes les autres et les deux seules parties contractantes ont le droit d'en poursuivre l'exécution. Sans doute, si le débiteur se montre négligent, les créanciers pourront, en vertu de l'art. 1166, exercer ses droits et demander, en son nom, à l'assureur, d'exécuter son obligation.

Sans doute aussi pourront-ils, au cas de fraude, dénoncer la collusion existante et faire tomber l'expertise frauduleuse. Mais si l'assuré agit lui-même, ils n'auront aucun droit pour intervenir à la fixation de l'indemnité et si l'expertise est sincère, ils devront en accepter tous les résultats sans pouvoir les discuter.

Les conditions générales des polices d'assurances

portent de plus qu'en cas de désaccord entre les experts librement choisis par les parties, l'indemnité sera fixée par justice.

A fortiori, les résultats de l'expertise judiciaire seront-ils opposables aux attributaires de l'indemnité, comme ceux de l'expertise amiable.

La jurisprudence est en ce sens et admet toutes les conséquences de ce principe. Il a été jugé notamment que toutes les déchéances encourues par le propriétaire assuré sont opposables aux créanciers privilégiés et hypothécaires, ces derniers n'ayant aucun droit direct contre l'assureur et ne pouvant, par suite, avoir plus de droits que l'assuré lui-même (V. trib. civ. Seine, 13 janvier 1893 ; Trib. civ. Seine, 5 avril 1898, B. de M., 3, 465 ; Trib. civ. Caen, 12 juin 1899 ; Nancy, 8 nov. 1902).

* * *

Après l'expertise, se pose la question du paiement de l'indemnité.

Entre les mains de qui l'assureur devra-t-il effectuer ce paiement ?

Il faut faire des distinctions :

1° L'assureur n'a pas reçu d'opposition et, à sa connaissance, il n'existe pas de droits de préférence sur l'immeuble incendié.

Nous croyons avoir assez démontré que l'assureur n'a pas à rechercher la situation hypothécaire de l'assuré pour décider sans hésitation que, dans ce cas,

cet assureur pourra et devra se libérer immédiatement entre les mains de son assuré, sans se livrer à des enquêtes et sans demander notamment des justifications quelconques établissant qu'il n'existe pas de créanciers attributaires de l'indemnité aux termes de la loi de 1889. En procédant ainsi, la Compagnie d'assurances fait incontestablement un paiement de bonne foi, et le cas échéant, elle pourra opposer à la réclamation tardive d'un créancier les termes de l'art. 2. Il ne lui appartient pas, en effet, de rechercher elle-même les droits de préférence qui peuvent exister sur l'indemnité. La loi de 1889 lui a assigné un rôle purement passif et elle ne saurait en sortir sans méconnaître l'intention du législateur.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet M. Pannier quelques années après le vote de la loi :

« Où s'arrêterait-on dans la voie où engage le
« système contraire ? Lorsqu'une police contiendra à
« la fois l'assurance d'un mobilier et celle du risque
« locatif, la plus minime indemnité relative à des dom-
« mages soufferts par le mobilier ne pourra être
« acquittée sans une déclaration du bailleur de l'im-
« meuble reconnaissant qu'il ne lui est rien dû pour
« l'exécution du bail ? Si un mari, chef de commu-
« nauté, fait assurer des bijoux pour compte de qui il
« appartiendra, l'assureur avisé par cette mention de
« l'existence d'un bien conjugal devra se préoccuper
« de l'éventualité lointaine des reprises matrimoniales

« de la femme ! Personne ne pourra toucher une
« indemnité afférente à un immeuble sans produire
« un acte de notoriété établissant que le bénéficiaire
« de l'assurance n'est pas tuteur, qu'il n'a jamais
« exercé de tutelle ou, dans le cas contraire, sans
« rapporter les déclarations du subrogé-tuteur, déclara-
« tions que celui-ci a le droit de refuser ? »

Et MM. Darras et Tarbouriech déclaraient à leur tour : « Il ne suffira pas que la Compagnie croie à la possibilité d'une dette privilégiée ou hypothécaire grevant le bien assuré, pour qu'elle puisse forcer l'assuré à établir que cette dette n'existe pas. Elle ne pourra lui dire : votre mobilier qui a été incendié était grevé des privilèges du bailleur, prouvez que celui-ci n'a aucun terme de loyer à vous réclamer. A plus forte raison, ne pourrait-elle pas lui dire : Vous êtes tuteur, vous êtes marié, prouvez que votre pupille n'a aucune créance contre vous, que votre femme n'aura pas de reprises à exercer plus tard à la dissolution du mariage. L'assuré n'a aucune preuve de ce genre à faire. »

A notre avis d'ailleurs, les tribunaux devraient, dans l'intérêt même des assurés, veiller à l'application rigoureuse de ce principe. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'à côté de nos grandes Compagnies d'assurances, dont l'éloge n'est plus à faire, il existe d'autres sociétés, peu soucieuses du bon renom de l'industrie de l'assurance, qui trop souvent, sous prétexte d'en-

quêtes ou de recherches, veulent profiter d'une disposition, peut-être trop générale de la loi, pour retarder indéfiniment le paiement.

2° La Compagnie d'assurances connaît l'existence de créanciers privilégiés ou hypothécaires. Dans cette hypothèse, l'indemnité se trouve arrêtée entre les mains de la Compagnie et un paiement fait à l'assuré sans le consentement de ces créanciers, exposerait la Compagnie à payer une seconde fois.

Comment devra procéder la Compagnie pour se libérer valablement ? Si le total des créances n'absorbe pas le montant de l'indemnité et que les créanciers et l'assuré soient d'accord sur le montant de ces créances, l'assureur pourra verser l'indemnité soit sur une quittance de l'assuré et contre l'autorisation de chacun des créanciers (autorisation émanant d'une simple lettre, signature légalisée), soit sur une quittance signée par l'assuré et par tous les créanciers (1).

Jusqu'ici, pas de difficultés. Mais s'il existe plusieurs créanciers dont le montant des créances absorbe et au-delà l'indemnité due par l'assureur, ou encore s'il s'élève des contestations sur le montant des créances ou sur le rang des créanciers, comment effectuer ce

(1) Nous avons signalé qu'en pratique, beaucoup de créanciers, au lieu de faire opposition par lettre, continuaient à se faire consentir des transports d'indemnité qu'ils faisaient signifier ensuite aux assureurs des biens hypothéqués. L'assureur, dans ce cas, demande le désistement à l'effet de ce transport et le plus souvent même la remise de l'original de l'exploit.

paiement ? En sa qualité de tiers-saisie, la Compagnie n'a pas à intervenir dans les discussions qui peuvent diviser créanciers et assurés : elle doit exiger les mainlevées de toutes les oppositions, mais n'a pas à se faire juge du rang et du mérite de ces oppositions.

Au cas de difficultés, pourra-t-elle consigner l'indemnité ?

On a prétendu que cette consignation n'était pas possible, parce que toute consignation volontaire, pour être valable, doit être précédée d'offres réelles et qu'en l'espèce, ces offres ne peuvent avoir lieu, l'assureur ne pouvant offrir à son débiteur une indemnité qui est saisie-arrêtée entre ses mains.

D'autres auteurs, sans recourir à cette opinion extrême, ont bien admis que la consignation était possible mais, estimant également que les offres réelles sont tout-à-fait inutiles, ont pensé qu'on pouvait les supprimer. De l'avis de ceux-ci, l'assureur peut consigner sans recourir à cette formalité.

Ni l'une ni l'autre de ces théories ne nous paraît exacte. Nous estimons, en effet, que la consignation reste pour l'assureur un moyen légal de se libérer, mais nous croyons en même temps que, pour produire un effet libératoire, cette consignation devra présenter toutes les conditions requises par la loi et au nombre desquelles figurent les offres réelles.

Aux termes de l'article 1257 et suivants du Code civil et des articles 814 et suivants du Code de pro-

cédure civile, toute consignation volontaire ou forcée doit, pour être valable, être précédée d'offres réelles ; c'est la condition *sine qua non*, sans laquelle la consignation ne produira pas son effet libératoire.

On objecte que les offres réelles sont inutiles en l'espèce, car le débiteur ne saurait accepter une indemnité qu'il n'a plus le droit de toucher et, l'accepterait-il, la Compagnie ne pourrait payer, ou alors elle ferait un paiement non opposable aux créanciers.

Mais il peut se faire que le débiteur possède la mainlevée des oppositions, ces offres réelles le forceront à les remettre à la Compagnie, qui, dans ce cas, devra se libérer entre ses mains ; ou tout au moins cette signification aura pour résultat de l'obliger à indiquer les motifs de son refus.

D'ailleurs l'article 1257 est formel et l'on ne saurait y déroger que lorsque la loi y autorise expressément.

Or, si le législateur a permis cette dérogation dans quelques cas déterminés — comme dans la loi du 6 thermidor an III, art. 4^{er}, qui permet la consignation directe des sommes dûes en vertu d'effets de commerce — l'art. 777 du Code de procédure civile qui donne également ce droit à l'adjudicataire sur expropriation forcée qui veut faire prononcer la radiation des inscriptions avant la clôture de l'ordre. — La loi du 3 mai 1841, art. 54 qui dispense l'Administration d'offrir réellement à l'exproprié le montant de l'indemnité « toutes les fois qu'il existera des obstacles au nombre

desquels sont nécessairement comprises les saisies-arrêts s'opposant au versement des deniers entre les mains des ayants droit... », il n'a pas cru devoir accorder la même faveur dans notre hypothèse puisque la loi de 1889 est muette sur ce point. Il faut donc s'en tenir au droit commun et décider par suite que, pour être valable, la consignation devra être soumise à cette formalité.

Elle ne produirait sans cela aucun effet juridique et la somme consignée n'ayant pas cessé de faire partie du patrimoine du débiteur, les intérêts de cette somme continueraient de courir.

C'est ainsi que la question a été jugée par la Cour de Dijon le 31 décembre 1906, S. 1908-2-270. (Voir dans le même sens : Paris, 24 décembre 1853, S., 1856, 2, 503 ; Garsonnet, *Trib. de Procéd.*, 2^e édit., par Cesar-Bru, t. VII, § 2712, p. 327, n. 5 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des Obligations*, 2^e éd., t. II, n° 1620 ; Voir cependant en sens contraire : Orléans, 17 janvier 1854, S., 1856, 2, 500 ; Demolombe, *Contrats des Obligations*, t. V, n° 103 ; Aubry et Rau, t. IV, § 322, 4^e éd., p. 193, note 3 et 5^e éd., page 315, n° 3).

La consignation précédée d'offres réelles est donc un moyen légal dont disposera la Compagnie pour se libérer valablement, si elle le désire. Mais, si telle n'est pas sa volonté, pourra-t-elle conserver par devers elle le montant de l'indemnité jusqu'à la fin de la pro-

cédure ? Cette opinion a été soutenue mais elle nous paraît peu équitable. Aussi pensons-nous que cette faculté de consigner deviendrait une obligation à la première demande de l'assuré ou des créanciers.

Nous venons d'examiner l'hypothèse qui se présente le plus généralement, le paiement en une somme d'argent de l'indemnité d'assurance.

Il peut se faire cependant que la Compagnie d'assurances, profitant d'une clause spéciale qui figure dans tous les contrats et par laquelle elle se réserve le droit de rétablir en nature les objets sinistrés, exécute ainsi son obligation.

Le cas ne se présente guère en pratique, mais il suffit qu'il puisse exister pour que nous croyions intéressant de l'envisager. Le rétablissement en nature est-il licite ? Sera-t-il opposable aux créanciers ?

Il est incontestable d'abord, que cette clause, librement consentie entre les parties, est valable en soi, et par suite, toute la difficulté porte sur la seule question de savoir si elle est ou non contraire aux dispositions de la loi de 1889. Or, à ce point de vue, elle nous paraît encore parfaitement licite. Le législateur de 1889, en effet, n'a pas eu d'autre but que de faire survivre les droits des créanciers privilégiés et hypothécaires à la perte de la chose, en permettant à ceux-ci de les exercer après l'incendie sur l'indemnité, comme auparavant sur l'immeuble. Le rétablissement en nature,

répond donc entièrement à la pensée du législateur, puisque le gage sera ainsi reconstitué et que les créanciers se trouveront exactement dans la même situation que si le sinistre n'avait pas eu lieu.

MM. Darras et Tarbouriech ont poussé la question à l'extrême et se sont demandés si, même en l'absence de cette clause, l'assuré n'aurait pas, comme dans certaines législations étrangères, le *droit* d'employer l'indemnité à rétablir en nature les objets détruits par l'incendie.

Ils distinguent deux hypothèses suivant que la dette est exigible ou non. Pas de difficultés pour le premier cas. La dette étant exigible, il n'est pas possible à l'assuré d'empêcher les créanciers de toucher l'indemnité. Mais la solution de la seconde hypothèse leur paraît plus difficile. Voici le raisonnement de ces auteurs et la conclusion qu'ils en tirent.

On se trouve en l'espèce, en présence de deux textes, les art. 1188 et 2131 du Code civil ; le premier, stipulant que le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme, lorsqu'il a diminué par son fait les sûretés qu'il avait données par contrat à son créancier ; le second, donnant au débiteur, dont l'immeuble a péri en partie, un moyen d'échapper au paiement en offrant un supplément d'hypothèque. Dans le cas d'incendie, ce débiteur ne pourrait-il pas invoquer le même moyen et offrir de reconstruire l'immeuble ? Cette garantie équivaldrait en somme au supplément d'hypothèque.

Tout en reconnaissant ce droit à l'assuré, MM. Darras et Tarbouriech pensent néanmoins qu'il serait prudent pour le créancier de demander que l'indemnité soit consignée et ne puisse être touchée qu'après entière reconstruction de l'immeuble.

Nous ne partageons pas l'opinion de ces auteurs.

L'art. 1188 prévoit la déchéance du terme quand les sûretés du créancier sont diminuées par le fait du débiteur, voilà la règle et l'art. 2131 n'est pas une exception à cette règle. Cet article n'offre pas, en effet, au débiteur un moyen d'en empêcher l'application. Il donne simplement au créancier une faculté : celle de se faire payer ou d'exiger un supplément d'hypothèque. Tout dépend donc de la volonté de ce dernier et, par suite, ce créancier pourra empêcher le rétablissement en nature, en optant pour la première solution.

Quoi qu'il en soit, il est regrettable que le législateur de 1889 n'ait pas prévu cette hypothèse. La loi italienne du 23 mars 1887 et la loi prussienne du 5 mai 1872 auraient pu lui fournir des indications précieuses à ce sujet, puisque toutes les deux avaient déjà reconnu au débiteur le droit de remployer l'indemnité dans n'importe quel cas (1).

(1) La loi italienne du 23 mars 1887, autorise l'emploi de l'indemnité à réparer la perte ou les dommages (Ann. lég. Et., 1888, p. 496).

La loi prussienne du 5 mai 1872, sur le régime hypothécaire, stipule que l'inscription d'une hypothèque ou d'une dette foncière, garantit l'indemnité d'assurance accordée au propriétaire, à moins que cette indemnité ne doive être employée, d'après la police, à la reconstruction du bâtiment (Ann. lég. Et., 1873, p. 225).

TIERS LÉSÉS PAR L'INCENDIE

CHAPITRE I

Principe de l'affectation spéciale des indemnités de risques locatifs et de recours des voisins à la garantie exclusive du propriétaire et du voisin. — Qui des autres indemnités de responsabilités ? — Doit-on appliquer à tous les tiers lésés par un incendie, les dispositions de l'art. 3 § 2 de la loi de 1889 ?

Avant la loi de 1889, la jurisprudence n'accordait pas plus de droits à la victime du sinistre sur l'indemnité de responsabilité, qu'elle n'en donnait aux créanciers privilégiés et hypothécaires, en général, sur l'indemnité d'assurances de choses.

Créance mobilière par sa nature, comme cette dernière, l'indemnité de responsabilité tombait dans le patrimoine de l'assuré et était dévolue à tous les créanciers sans distinction.

Les tiers lésés, il est vrai, avaient su trouver aussitôt le moyen de se soustraire aux conséquences désavantageuses de la jurisprudence par une transaction dont la Cour de cassation avait dû reconnaître la parfaite validité, mais c'était là un moyen empirique et qui, du reste, ne faisait que souligner la nécessité d'une réforme.

M. Lenoel profita de la discussion de la loi de 1889, pour signaler cette anomalie et en demander la suppression ; mais comme cette réforme ne lui paraissait pas pouvoir être comprise dans une loi intitulée « loi ayant pour objet de faciliter le crédit agricole », il voulait transporter cette disposition à l'art. 1251 du Code civil, relatif à la subrogation légale, dans un cinquième paragraphe.

Des objections nombreuses ayant été élevées, le projet fut renvoyé à la commission (*J. off.*, Deb. *in intenso*, 1888, p. 71 et suiv.). Mais à la séance du 10 février 1888, M. Labiche déclara « qu'après un débat intéressant avec l'auteur de l'amendement, la commission avait été d'avis que cette disposition n'était pas à sa place dans l'art. 1251 qui traite de la subrogation à la suite d'un paiement » et M. Lenoel, retira son amendement.

L'idée fût reprise par M. Lacombe qui, à la séance du 6 mars 1888, proposa l'article additionnel suivant :

« En cas d'assurance du risque locatif ou du recours
« de voisin, l'assuré ou ses ayants droit ne pourront
« toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le
« propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers
« subrogé à leurs droits aient été désintéressés des
« conséquences du sinistre ».

M. Lacombe justifiait ainsi sa disposition : « Jusqu'à
« présent, l'indemnité due en cas de risques locatifs,
« ou de recours du voisin, n'est pas dévolue d'une

« manière spéciale au propriétaire dont l'immeuble a
« été incendié : il peut être ruiné par le fait du loca-
« taire ; celui-ci peut de son côté n'avoir rien à perdre
« parce qu'il est suffisamment assuré : mais au lieu de
« servir à réparer les conséquences du sinistre,
« l'indemnité est le gage des créanciers du locataire
« dont la situation pourra ainsi être rendue meilleure
« par la faute imputable à leur débiteur : le propriétaire
« sera primé par les cessionnaires de l'indemnité
« ou, s'il n'y a pas de cession, il viendra en concours
« et au marc le franc avec tous les créanciers saisis-
« sants.

« Il y a là une situation anormale à laquelle mon
« article a pour but de remédier : il dispose qu'en
« cas d'assurance du risque locatif ou du recours du
« voisin, l'indemnité ne pourra être perçue soit par
« le locataire, soit par le voisin, soit par leurs ayants-
« droit, c'est-à-dire, par leurs créanciers ou ces-
« sionnaires, qu'après que le propriétaire ou le voisin
« auront été désintéressés des conséquences du sinistre.

« Cette disposition vient donc encore compléter le
« système adopté par la commission et par le Sénat
« dans l'art. 2 ».

Cet article additionnel fut voté et devint le para-
graphe 2 de l'art. 3.

Par ce texte précis, le législateur de 1889, sans
discuter la jurisprudence antérieure, en faisait au
moins disparaître les effets peu équitables en accor-

dant à la victime du sinistre un droit exclusif sur l'indemnité de responsabilité dans les deux cas suivants :

1° Assurance du risque locatif.

Aux termes de l'art. 1733, le locataire « répond de l'incendie à moins qu'il ne prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine ». Il y a donc contre lui une présomption de faute que peut seule détruire la preuve contraire. C'est cette responsabilité contractuelle que le locataire fait garantir par une assurance de risques locatifs.

2° Assurance du recours du voisin.

A la différence de la responsabilité du locataire, celle du voisin est délictuelle et il appartient à celui qui veut la mettre en jeu de faire la preuve de la faute.

Signalons, dès à présent, que dans l'un comme dans l'autre cas, le seul fait du sinistre ne rend pas l'assureur débiteur d'une indemnité. Celle-ci ne naîtra que lorsque le propriétaire ou le voisin exerceront leur action.

*
* * *

« En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé

à leurs droits, aient été désintéressés des conséquences du sinistre ».

La grosse conséquence de cette disposition, c'est que désormais le propriétaire et le voisin auront un droit exclusif sur les indemnités de risques locatifs et de recours de voisinage, qui sous l'empire de la jurisprudence antérieure, étaient le gage de tous les créanciers.

Voilà le résultat. Mais sur quel principe le législateur a-t-il basé cette réforme ? A-t-il voulu créer de nouveaux privilèges ? A-t-il entendu poser un principe général condamnant l'interprétation de la jurisprudence, ou a-t-il édicté plus simplement, pour des raisons d'équité, une disposition tout exceptionnelle constituant une dérogation aux principes appliqués par cette jurisprudence ?

Les travaux préparatoires d'abord nous laissent bien voir la pensée du législateur : « Il n'y a pas lieu de créer de nouveaux privilèges », disait M. Labiche à la séance du 10 février 1888 et l'auteur de l'amendement déclarait de son côté : « Il y a une situation anormale à laquelle mon article additionnel a pour but de remédier ».

Pouvait-il en être autrement d'ailleurs puisque la jurisprudence antérieure à 1889 était parfaitement conforme aux principes généraux du droit et de l'assurance ?

Nous pouvons donc répéter ici ce que nous avons

dit pour l'art. 2 : le législateur de 1889 n'a voulu ni créer de nouveaux privilèges, ni changer la nature de l'indemnité.

Tout en reconnaissant le bien fondé de l'interprétation donnée à ce problème par la jurisprudence, il en a constaté les conséquences parfois peu équitables et c'est dans le seul but de faire disparaître ces conséquences qu'il a édicté cette disposition.

* * *

Avec le propriétaire et le voisin appelés à bénéficier de cette faveur, notre paragraphe désigne : « le tiers subrogé à leurs droits ».

Cette expression générale comprend toute personne qui par l'effet d'une cession (art. 1689), d'une novation (art. 1271, 3^o) ou d'une subrogation (art. 1249) se trouve substituée juridiquement au propriétaire ou au voisin. C'est en fait la Compagnie d'assurances qui a déjà indemnisé le propriétaire ou le voisin et qui, en vertu d'une cession régulièrement signifiée (art. 1690), exerce le recours contre le responsable.

Cette cession est généralement consentie par l'assuré dans la police même, par une clause improprement appelée « clause subrogative », conçue le plus souvent en ces termes : « Par le seul fait de la présente police et sans qu'il soit besoin d'aucune autre cession ou transport, la Compagnie est subrogée dans tous les droits, recours et actions de l'assuré contre toutes

personnes garantes ou responsables du sinistre à quelque titre et pour quelque cause que ce soit et même contre leurs assureurs s'il y a lieu ».

Il est bon de remarquer toutefois que cette cession ne serait pas indispensable pour que l'assureur qui a désintéressé le tiers lésé puisse exercer un recours contre le responsable.

Sans aller jusqu'à prétendre, comme on l'a fait quelquefois, que l'assureur peut invoquer la subrogation légale (1), la doctrine et la jurisprudence ont admis unanimement que l'assureur, devenu par incidence, après désintéressement du tiers lésé, la véritable victime du sinistre, trouve dans l'art. 1382 un droit propre contre le responsable.

(V. Cass., 2 mars 1829, D. P., 29, 1, 163 ; Cass., 12 août 1872, D. P. 72, 1, 293 ; Trib. com. Seine, 20 janvier 1892, R. P., 92, 180 ; C. de Paris, 10 juillet 1893, R. P., 93, 505 et D. P., 94, 2, 505 ; Trib. com. Seine, 3 août 1895, R. P., 95, 427 ; 3 octobre 1896, R. P., 96, 577 ; Trib. civ. Seine, 13 juin 1899,

(1) Cette théorie a été repoussée par la jurisprudence et par la majorité des auteurs (Cass., 2 mars 1829, D. P., 29, 1, 163 ; Cass., 22 déc. 1852, D. P., 53, 1, 93 ; Cass., 2 juillet 1893, D. P., 78, 1, 345 ; C. Bordeaux, 26 nov. 1845, B. de M., II, 71 ; Cour Rouen, 14 mars 1855, D. P., 55, 2, 165 ; Cour Rouen, 14 mars 1885, *Rec. arrêts Rouen et Caen*, 85, 2, 143 ; Laurent, XVIII, n° 103 ; Larombière, *Oblig.*, VII, art. 1382-1383 ; Troplong, *Louage*, t. II, n° 339 ; Duranton, t. XII, n° 181 ; Masse, *Droit com.*, t. II, n° 234 ; Aubry et Rau, t. IV, § 321 ; Duvergier, *Louage*, t. I, n° 418 ; Baudry Lacantinerie, *Oblig.*, t. II, 1538.

R. P., 99, 425 ; Trib. com. Seine, 19 octobre 1903 ; C. Paris, 9 août 1904, R. P., 04, 302 ; Cass., 4 mars 1902, R. P., 05, 479 ; — V. Alauzet, *Des assurances*, t. II, n^{os} 478-486 ; Ruben de Couder, *Dict. droit comm. ass. terrest.*, 252 ; Larombière, *Théorie et pratique des oblig.*, art. 1382, 1383, n^o 36. — V. également article de M. Lyon-Caen dans la *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1882, 524 à propos d'un arrêt de Chambéry ; 1883, p. 641 ; 1886, p. 351).

Mais ce droit propre imposerait à l'assureur l'obligation de prouver une faute à la charge du responsable, même dans le cas où cette preuve n'est pas imposée au tiers lésé (notamment dans le cas de l'exercice du recours locatif), et c'est pour obvier à cet inconvénient que les Compagnies ont bien soin d'insérer dans la police cette clause de cession dont la validité, après avoir été contestée (V. un jugement du Trib. de Colmar du 12 janvier 1832, B. de M., II, 15 ; Trib. Strasbourg, 15 avril 1833 ; C. Orléans, 12 février 1836), est maintenant admise par la jurisprudence et par la doctrine. (V. en ce sens : Amiens, 13 avril 1825, D. Jur. gén., 249, B. de M., II, 4 ; D. P., 26, 2, 230 ; Douai, 13 juillet 1832 ; Paris, 12 mars 1841 ; B. de M., II, 45, S., 41, 2, 538 ; Grenoble, 15 février 1834 ; Cass., 24 nov. 1840 ; Trib. Dôle, 8 mars 1850 ; B. de M., II, 11 ; C. Orléans, 26 août 1858, D. P., 59, 2, 2 ; C. Rouen,

14 mars 1855 ; B. de M., II, 168 ; Trib. Rouen, 10 mars 1858 ; B. de M. II, 68 ; Cass., 22 décembre 1852, S., 53, 1, 169 ; Cass., 18 nov. 1868, S. 69, 1, 65 ; Trib. Seine, 14 déc. 1892 ; R. P., 92, 297 ; Trib. Bazas, 12 mai 1896 ; B. P., 96, 333 ; Cour Nancy, 28 avril 1894 ; R. P., 94, 558 ; Trib. Bourges, 7 juin 1894 ; R. P., 94, 558 ; Alger, 25 nov. 1893 ; D. P., 94, 2, 502 ; Besançon, 6 avril 1898 ; R. P., 98, 465).

Propriétaire, voisin et tiers subrogés à leurs droits, la loi n'a pas désigné d'autres bénéficiaires et cependant il existait d'autres personnes dont la situation était absolument analogue à celles du propriétaire et du voisin ; on peut citer notamment le locataire et le voyageur lorsque la responsabilité du propriétaire et de l'hôtelier garantie par une assurance spéciale, se trouve engagée.

On s'est alors demandé si on pouvait accorder le bénéfice de l'art. 3, § 2 à toutes victimes des sinistres dans tous les cas présentant quelque analogie avec les deux hypothèses mentionnées, ou si, au contraire, l'énumération de cet article était limitative.

Dans le sens de la première opinion, on a fait valoir le caractère purement équitable de la réforme accomplie par l'art. 3.

La loi, a-t-on dit, n'envisage, il est vrai, que deux hypothèses ; celle du propriétaire et celle du voisin ; mais ces deux hypothèses n'ont été citées que comme exemple, à titre d'indication et il n'est pas douteux

que la même faveur doive être étendue à tous les cas analogues. Les mêmes raisons d'équité n'existent-elles pas dans toutes les hypothèses ? Et les partisans de ce système de répéter, à cette occasion, les arguments invoqués déjà contre la jurisprudence antérieure, et qui puisent, à leur avis, une vigueur nouvelle dans la loi de 1889 (1).

Malgré tout l'intérêt pratique qu'elle présente, cette théorie ne nous paraît pas acceptable.

La loi de 1889, en décidant que le propriétaire et le voisin auraient désormais un droit exclusif sur les indemnités de risques locatifs et de risques de voisinage, n'a pu ni modifier les principes du droit, ni changer la nature de l'indemnité. Il a simplement accordé une faveur toute spéciale à ces deux créanciers et, sa disposition constituant une exception au droit commun, ne peut recevoir qu'une interprétation stricte. Il ne nous est pas permis par suite d'en étendre le bénéfice à des cas non prévus.

Nous estimons donc que l'énumération de l'article 3 est limitative, et nous sommes ainsi dans l'obligation

(1) Le tribunal civil de Saint-Gaudens, dans un jugement du 9 novembre 1910, vient d'admettre cette opinion. Il s'agissait en l'espèce d'une indemnité due à un hôtelier pour dommages causés aux effets des voyageurs. Un créancier ordinaire demandait à être colloqué sur cette indemnité au prorata de sa créance. Ce tribunal n'a pas craint de repousser la demande de ce créancier en décidant que l'indemnité en question était affectée exclusivement à la garantie des voyageurs.

de conclure que les indemnités de responsabilité dues au propriétaire, à l'hôtelier et en général à tous ceux, autres que le locataire ou le voisin, dont la responsabilité est garantie par une assurance spéciale, doivent en tant que créances mobilières, tomber dans la masse chirographaire : dans ces conditions, le locataire, le voyageur, en mot, la victime du sinistre, subiront, le cas échéant, sur ces indemnités, le concours de tous les créanciers, même des chirographaires.

Sans doute, cette conséquence de notre droit n'est pas sans soulever de graves critiques et nous ne méconnaissons pas la valeur morale des arguments d'équité formulés par nos adversaires. Il est regrettable en effet que les créanciers de l'assuré profitent d'une indemnité qui a été stipulée uniquement en vue d'un dommage causé à un tiers déterminé en quelque sorte.

Mais cette injustice n'en est pas moins la conséquence inévitable de la loi, *dura lex sed lex*, et nous devons la subir tant qu'une nouvelle disposition précise ne l'aura pas fait disparaître de notre droit.

CHAPITRE II

Effets de la disposition de l'art. 3 § 2. — Indisponibilité des indemnités de risques locatifs et de recours des voisins entre les mains de l'assureur. — Nécessité pour le propriétaire et le voisin d'agir par la voie oblique de l'art. 166. — Conséquences de ce principe.

La loi a voulu que l'assurance de responsabilité profite au propriétaire et au voisin, et pour cela elle a décidé que « le responsable ne pourrait toucher tout ou partie de l'indemnité, sans que le propriétaire et le voisin aient été complètement désintéressés des conséquences du sinistre. »

Le moyen employé par le législateur pour arriver au résultat cherché, est d'une simplicité et d'une sécurité absolues. L'indemnité se trouve frappée d'indisponibilité entre les mains de l'assureur et demeure indisponible, tant que l'assuré ne peut rapporter la justification qu'il a désintéressé complètement la victime de l'incendie.

La loi de 1889 produit, au profit du propriétaire et du voisin, les mêmes effets qu'une opposition (Cass. req., 28 oct. 1901, *B. de M.*, I. 261).

En théorie, le responsable devrait préalablement indemniser la victime du sinistre et demander ensuite

à son assureur d'exécuter son obligation à son profit, c'est-à-dire lui verser la somme fixée par l'expertise.

En pratique, les choses se passent autrement. L'assurance est actuellement si répandue, que le plus souvent responsable et tiers lésé sont assurés. Tout se règle alors entre Compagnies : l'assureur de la victime paie directement à celle-ci le montant des dommages et exerce ensuite son recours contre l'assureur des risques de responsabilités du responsable.

Il peut se faire cependant que le tiers lésé, propriétaire ou voisin, n'ait pas assuré directement les objets sinistrés et doive, par suite, exercer lui-même son droit contre le responsable et subsidiairement contre l'assureur de ce dernier, débiteur de l'indemnité.

Dans la plupart des cas, la chose n'offrira pas encore de difficultés : l'entente interviendra entre victime et responsable, et la Compagnie débitrice paiera l'indemnité entre les mains de la victime en exigeant seulement les deux signatures à la quittance.

Mais si cet accord n'intervient pas et que le responsable, par négligence ou par mauvaise foi, refuse de donner au tiers la signature qui lui permettra de toucher l'indemnité, comment celui-ci pourra-t-il se faire verser cette indemnité immobilisée à son profit entre les mains de la Compagnie ?

Devra-t-il emprunter l'action oblique de l'art. 1166, qui permet aux créanciers d'exercer tous les droits et actions de leur débiteur ? Pourra-t-il, au contraire,

par une action directe contre la Compagnie d'assurances, appréhender l'indemnité dont il est, en somme, le seul bénéficiaire? (1)

Avant de faire connaître notre opinion sur ce point qui fut si controversé, il nous paraît intéressant d'indiquer les décisions intervenues et d'examiner les diverses solutions proposées par les auteurs.

La jurisprudence antérieure à 1889, refusait l'action directe au propriétaire et au voisin (Voir Cass., 31 déc. 1862, S., 1863, 1, 531; Paris, 8 déc. 1879, S., 1880, 2, 234; Paris, 6 janv. 1888, *J. Ass.*, 1888, 224). C'était la conséquence inévitable des principes généraux sur lesquels elle était basée. Simple créance mobilière, au même titre que l'indemnité d'assurances de choses, l'indemnité de responsabilité tombait dans le patrimoine du débiteur et devenait le gage commun de tous ses créanciers : la question de savoir si le tiers lésé avait un droit propre, une action directe contre l'assureur, se trouvait du même coup résolue par la négative.

Mais voici que la loi de 1889 vient frapper d'indisponibilité, au profit exclusif du propriétaire et du voisin, cette indemnité de responsabilité jusque là distribuée au marc le franc à tous les créanciers de

(1) Nous avons pris cet exemple du propriétaire et du voisin non assurés pour plus de clarté dans notre exposé. Mais il est bien évident que la même question peut se poser pour le tiers subrogé à leurs droits, si ce propriétaire et ce voisin sont assurés. La même solution s'impose.

l'assuré. Comme conséquence, ce propriétaire et ce voisin auront-ils désormais un droit propre sur cette indemnité, et une action directe contre la Compagnie d'assurances leur permettra-t-elle, le cas échéant, d'en réclamer le paiement ?

Le Tribunal civil d'Epinal n'hésita pas à l'admettre et la Cour de Nancy, appelée à statuer sur la même question, confirma cette décision (Trib. civ. Epinal, 10 nov. 1892, Cour de Nancy, 13 mai 1893, Recueil périodique d'arrêt de la Cour de Nancy, 1893, p. 21. *Gaz. du Palais*, 23 oct. 1893).

La Cour de Lyon (4 juil. 1894, *J. ass.*, 1896, p. 77), la Cour de Bordeaux (13 mai 1895, *J. ass.*, 1896, 80), le Tribunal civil Seine (2 juil. 1895, *J. ass.*, 1896, 90), et le Trib. civ. de Cherbourg (23 juil. 1895, *J. ass.*, 1896, 94), se prononcèrent dans le même sens.

« L'attribution établie par la loi de 1889, disait le Tribunal civil de la Seine, sanctionne un droit personnel au bailleur, lequel est nécessairement pourvu d'une action. »

Il s'agissait en l'espèce d'un locataire en déchéance, privé par suite de tout droit envers son assureur. Le propriétaire ne pouvait agir par la voie oblique de l'article 1166, puisque son débiteur lui-même n'avait ni droits, ni actions ; il fallait donc nécessairement admettre, pour accueillir sa demande, que la loi de 1889 avait créé à son profit un droit et une action personnels contre la Compagnie d'assurances.

Le Tribunal de la Seine n'avait pas craint de répondre par l'affirmative et d'appuyer sa décision sur les considérants suivants :

« Attendu que même avant la loi de 1889, l'assuré ayant contracté pour le risque locatif, dans l'intérêt des bailleurs et non dans le sien, on pouvait soutenir et on devait admettre que le bailleur aurait conservé intact le droit à l'indemnité pour risques locatifs, né de l'assurance même, exigible au moment même du sinistre, sans que ce droit ait pu être annulé ou même diminué par des fautes personnelles à l'assuré et postérieures au sinistre lui-même.

« Attendu que depuis la loi du 19 février 1889, le droit du bailleur sur l'indemnité du risque locatif est bien plus précis et devient tout personnel au bailleur.

« Attendu en effet que l'art. 2 de cette loi attribue aux créanciers privilégiés ou hypothécaires sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, l'indemnité due par suite d'assurance contre l'incendie.

« Attendu que l'art. 3 de la loi stipule qu'il en est de même des indemnités dues en cas de sinistre par le locataire, par l'application de l'article 1733 du Code civ.

« Attendu que cette attribution légale sanctionne le droit personnel du bailleur, droit nécessairement pourvu d'une action, droit qui par le fait même de l'assurance suivie d'un sinistre, entre dans le patrimoine du bailleur et non dans celui de l'assuré, droit

dès lors acquis, qui ne peut être annulé ni diminué au préjudice du bailleur par le fait ou la faute du locataire assuré qui ne peut toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, ou le tiers subrogé à ses droits aient été désintéressés des conséquences du sinistre, etc.. »

Mais l'opinion contraire fut également admise et successivement les décisions suivantes se prononcèrent nettement contre le droit propre et l'action directe (Trib. civ. Seine, 23 janvier 1893 ; *Rec. pér.*, 1893, p. 256 ; Trib. civ. Villefranche, 19 mai 1893, *Rec. pér.*, 1895, p. 469 ; Trib. civ. Châteauroux, 5 mars 1895 ; *Rec. pér.*, 1895, p. 264 ; Trib. civ. Grenoble, 23 mars 1895 ; *Rec. pér.*, 1895, p. 468 ; Trib. civ. Seine, 4 mars 1896 ; *Rec. pér.*, 1896, p. 113 ; Trib. civ. Seine, 30 avril 1896 ; *Rec. pér.*, 1896, p. 350 ; Trib. civ. Limoges, 23 juin 1899 ; *Rec. pér.*, 1899, p. 445 ; C. Nîmes, 21 juin 1898 ; *J. Ass.*, 1899, 43 ; C. Paris, 23 juin 1898 ; *J. Ass.*, 1899, 73).

Enfin la Cour suprême appelée à donner son opinion sur ce point, écarta l'action directe (Cass., 5 déc. 1899, *Gaz. Trib.*, 2 févr. 1900, B. M., 1^{re} partie, p. 219) et depuis la jurisprudence semble s'être fixée en ce sens. (Voir notamment : C. de Besançon, 9 avril 1900 ; *J. Ass.*, 1901, 168 ; C. de Bourges, 27 février 1900, B. de M., II^e, 650).

Nous pourrions citer encore une décision de la Cour de Cassation du 30 octobre 1906 (S., 1908, 1, 44).

Bien que rendue à propos d'une assurance contre la responsabilité civile à raison d'accidents du travail, cette décision a une portée plus générale et s'applique à notre matière.

La doctrine était également très divisée et si la théorie, consacrée depuis par la Cour de cassation, avait d'ardents défenseurs, d'autre part plusieurs systèmes avaient été proposés pour justifier le droit direct du tiers lésé contre l'assureur.

Nous connaissons déjà la théorie des privilèges sur les créances de M. Labbé. Cette théorie générale, basée sur ce principe que « l'on a privilège sur toute créance dont on a fourni à ses dépens les conditions d'existence », trouvait ici une application particulière. C'est incontestablement l'action du propriétaire ou des voisins contre le responsable qui fait naître chez ce dernier un droit, une créance contre son assureur. Ce propriétaire ou ce voisin auront donc, en vertu du principe exposé ci-dessus, privilège sur cette créance ; ils seront les bénéficiaires exclusifs de cette indemnité et trouveront dans leur qualité un droit suffisant pour en poursuivre directement le paiement contre la Compagnie d'assurances. « Le voisin (ou le propriétaire lésé, écrivait M. Labbé, est fondé à dire aux autres créanciers : sans le dommage que j'éprouve et la créance qui en résulte, l'assureur ne devrait pas l'indemnité litigieuse.

C'est donc à raison d'une perte que je subis que

notre débiteur commun est créancier du montant de l'assurance ; si vous prenez part égale dans cette somme, vous serez injustement enrichis à mon préjudice (1). »

Cette théorie était fort ingénieuse : elle se heurtait malheureusement au principe suivant lequel il n'y a pas de privilèges sans texte. Aussi ne fut-elle jamais acceptée.

Nous connaissons également le système imaginé par MM. Darras et Tarbouriech.

Ces auteurs pensaient que l'obligation de l'assureur, dans l'assurance de responsabilité, n'est pas une obligation de donner, mais une obligation de « faire » ayant pour objet de garantir l'assuré contre l'action en responsabilité du tiers lésé. Dans ces conditions, la Compagnie d'assurances devrait exécuter son obligation de faire entre les mains de ce tiers lésé. Ainsi, l'indemnité de responsabilité parviendrait à la victime du sinistre sans jamais avoir fait partie au patrimoine de l'assuré (2).

Nous savons d'abord que l'obligation de la Compagnie d'assurances n'est pas une obligation de faire, mais une obligation de donner une somme d'argent.

Et puis, MM. Darras et Tarbouriech, prétendent que l'assureur doit verser directement l'indemnité entre les mains du tiers lésé.

(1) *Revue critique*, 1876, p. 681.

(2) Attribution des ind. d'ass. Darras et Tarbouriech, p. 49. —

Pour soutenir pareille affirmation, il faudrait au moins qu'il existât une disposition légale édictant ce principe ; or, cette disposition légale n'existe pas ! Il est même intéressant de trouver dans la loi de 1889, la preuve que, depuis comme avant cette loi, « l'indemnité d'assurances stipulée par le locataire n'est due *qu'à lui* et non au propriétaire. » (1)

Enfin, avec cette théorie, il faudrait nécessairement admettre que, par le fait même de l'incendie, un droit naît au profit du tiers contre l'assureur du responsable et que, désormais, ce tiers devient le seul maître du contrat, ce qui n'est pas soutenable.

Aussi, préférons-nous nous ranger à l'avis de la Cour de cassation et admettre avec elle que, si la loi de 1889 a fait au propriétaire et au voisin une situation privilégiée qui les rend en définitive les seuls bénéficiaires des indemnités de risques locatifs et de recours de voisins, elle ne saurait leur avoir donné un droit propre sur ces indemnités, une action directe contre la Compagnie d'assurances qui en est débitrice.

Cette interprétation ressort tout d'abord du texte même de la loi et des travaux préparatoires. L'art. 3 § 2, dit simplement : « *L'assuré ou le tiers subrogé* à leurs droits ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits aient été

(1) Note Dalloz, 94, 2, 439.

complètement désintéressés des conséquences du sinistre. »

Cet article spécifie seulement que l'indemnité sera immobilisée entre les mains de l'assureur tant que les propriétaires ou les voisins ne seront pas complètement désintéressés, mais il n'y a pas un mot qui puisse nous laisser croire que ces derniers pourront s'adresser directement à l'assureur et lui réclamer le versement à leur profit de cette indemnité.

C'est bien ainsi que l'entendait M. Maunoury, rapporteur de la commission, chargé de l'examen de la loi, quand il disait : « Lorsque le locataire ou le voisin se sont fait assurer pour le montant de l'indemnité qui pourra leur être réclamée par le propriétaire incendié, il est clair que leur droit de réclamer le versement à leur profit de cette indemnité ne naîtra que lorsqu'ils l'auront payée au propriétaire, car c'est contre le risque de ce paiement qu'ils ont contracté contre l'assurance.

« C'est pourquoi l'art. 3 décide qu'ils ne pourront toucher l'indemnité que s'ils justifient avoir désintéressé le propriétaire incendié ou le tiers qui serait subrogé à ses droits, soit par un transport, soit en vertu de l'attribution résultant de la loi proposée ; il est clair qu'en pratique, le propriétaire ou le tiers pourront avoir été désintéressés au moyen d'une délégation de l'indemnité due par l'assureur » (1).

(1)Voir *Jour. off.*, 31 mars 1889, p. 547. Ann., N° 3794.

Mais surtout la solution de la Cour de cassation et de la jurisprudence refusant l'action directe au propriétaire et au voisin, nous paraît seule fondée, parce qu'elle est seule conforme aux principes du droit, en général, et spécialement à la nature du contrat d'assurance de responsabilité. Aux termes du droit commun, le contrat d'assurance de responsabilité souscrit entre l'assuré et l'assureur seuls, chacun d'eux agissant pour son propre compte et dans son intérêt exclusif, ne crée d'obligations et de droits qu'entre ces deux parties. Le propriétaire ne peut se prévaloir du contrat auquel il est demeuré étranger et qui reste pour lui *res inter alios acta*.

La loi de 1889 n'a pas modifié ces principes : « Nous ne changeons rien, disait M. Lacombe, aux dispositions de l'art. 1733, ni aux principes applicables de l'assurance des risques locatifs. Nous ne modifions pas davantage la portée du contrat. »

Et en effet, l'art. 3 n'a pas attribué spécialement, comme certains auteurs le prétendent, l'indemnité de risques locatifs ou de voisinage au propriétaire et au voisin : elle a simplement rendu ces indemnités indisponibles entre les mains de l'assureur, tant que l'assuré ne peut justifier du désintéressement complet du propriétaire ou du voisin. Cette indemnité garantit en quelque sorte la créance du tiers contre le responsable, mais elle n'en est pas moins due à ce responsable seul en exécution du contrat souscrit par lui dans son

propre intérêt (et non en qualité de *negotiorum gestor* du tiers lésé, comme on l'a vainement prétendu), et le tiers se trouve sans droit pour en demander le versement à son profit.

En pratique, il est vrai, les indemnités de risques locatifs et de recours de voisins sont toujours payées directement par les Compagnies d'assurances, au propriétaire, au voisin ou aux tiers subrogés à leurs droits.

Mais cette façon d'opérer adoptée pour plus de simplicité et de rapidité — on arrive ainsi avec un seul paiement au même résultat que si le locataire payait d'abord au propriétaire et se faisait rembourser ensuite par son assureur — ne change en rien la situation juridique des intéressés. En droit, l'indemnité est immobilisée entre les mains de l'assureur et l'assuré seul peut, sous les réserves indiquées par la loi, en réclamer le paiement à son profit.

On a objecté qu'ainsi envisagée, la loi aurait pour conséquence de rendre quelquefois impossible la libération des parties.

Si l'on suppose, a-t-on dit, que le locataire est insolvable et qu'il ne trouve pas les fonds suffisants pour désintéresser son créancier, il ne pourra jamais demander à son assureur d'exécuter son obligation à son profit et ce créancier se trouvera absolument désarmé.

Il semble bien, en effet, qu'envisagée strictement, la loi conduise à ce résultat étrange.

En théorie, l'indemnité de risques locatifs (ou de recours de voisins) n'est due qu'au locataire (ou au voisin) assuré et celui-ci ne pourra en demander le paiement qu'après avoir désintéressé lui-même son créancier : d'où impossibilité pour ce dernier, qui n'a pas d'action directe, d'appréhender cette indemnité si le locataire (ou le voisin) est insolvable et que son assureur, débiteur de cette indemnité, refuse de la verser directement.

Mais ce résultat est trop contraire à l'intention du législateur pour qu'on puisse l'admettre. Il est incontestable d'abord qu'une délégation consentie par le locataire au profit du propriétaire, permettrait à celui-ci d'agir directement contre le débiteur de l'indemnité. Dès lors, pourquoi ne pas autoriser ce propriétaire à invoquer l'article 1166, si le responsable refusait ou négligeait de lui donner cette délégation ? C'est en ce sens d'ailleurs que s'est prononcée la jurisprudence (Voir Paris, 9 mars 1893 ; Trib. civ. Bordeaux, 12 juil. 1893 ; Trib. civ. Seine, 30 avril 1896 ; Trib. civ. Seine, 5 avril 1898 ; Cass., 28 oct. 1901).

Elle reconnaît même aux créanciers dont s'occupe la loi de 1889, le droit de procéder par voie de saisie-arrêt contre l'assureur de son débiteur et de se faire attribuer ensuite l'indemnité par un jugement de validité (Voir Trib. civ. Seine, 6 juil. 1893 ; B. de M., 3, 276 ; Lyon, 4 juil. 1894, B. de M., 2, 284 ; Trib.

civ. Limoges, 24 oct. 1896, B. de M., 3, 397 ; Trib. civ. Limoges, 23 juin 1899, B. de M., 3, 509 ; Trib. civ. Toulon, 14 mai 1901, B. de M., 3, 679).

De cette discussion nous tirons les conséquences pratiques suivantes :

1^o Après comme avant l'incendie, l'assuré et l'assureur restent seuls qualifiés pour discuter toutes les questions relatives à la validité de la police et à l'exécution des obligations. L'assureur peut opposer une déchéance et le jugement qui déclare l'assuré déchu de tous ses droits est opposable au propriétaire et au voisin (Trib. civ. Caen, 12 juin 1899, *Rec. pér.*, 1899, p. 491 ; Trib. civ. Bar-le-Duc, 9 avril 1902 ; Nancy, 8 nov. 1902, *Rec. pér.*, 1906, p. 273).

2^o Si la situation de l'assuré est régulière, c'est avec lui seul que l'assureur doit poursuivre le règlement de l'indemnité et les résultats de l'expertise amiable faite dans ces conditions sont également opposables au propriétaire et au voisin qui se trouvent sans droit pour y intervenir.

3^o Lorsque l'indemnité a été fixée, le propriétaire et le voisin peuvent demander à l'assureur du responsable, d'exécuter son obligation, mais seulement en vertu d'une cession de créance amiable ou de l'action oblique de l'article 1166.

Il en résulte que le propriétaire est tenu de se conformer à la clause d'attribution de juridiction insérée

dans la police du locataire (sauf bien entendu application de la loi de 1902 sur la compétence) et qu'il ne peut y déroger en invoquant l'article 59 du Code de procédure (Trib. civ. Limoges, 23 juin 1899, *Rec. pér.*, 1899, p. 445).

Il en résulte également que si le propriétaire (ou le voisin) assigne directement le tiers en réparation du dommage causé et que ce dernier veuille s'adresser à son assureur, il devra le faire par voie d'action principale et non par voie de recours en garantie ; il n'y a pas de connexité entre l'action intentée par le tiers contre le responsable et celle de ce dernier contre son assureur (Voir en ce sens : Cass., 24 janv. 1865 ; Trib. comm. Seine, 11 juil. 1868 ; Nîmes, 11 fév. 1880 ; Trib. civ. Seine, 17 juil. 1880 ; Aix, 6 août 1883 ; Cass., 19 mars 1890 ; Trib. civ. Troyes, 12 janv. 1893 ; Paris, 22 fév. 1893 ; Cass., 7 août 1893 ; Trib. civ. Seine, 7 mai 1895 ; Trib. comm. Seine, 23 avril 1896 ; Montpellier, 23 juil. 1897 ; Cass., 22 déc. 1897 ; Douai, 19 janv. 1898 ; Trib. civ. Lyon, 6 mai 1898 ; Bordeaux, 18 juil. 1898 ; Cass., 8 fév. 1899 ; Montpellier, 6 mars 1899 ; Trib. civ. Seine, 12 mai 1900 ; Paris, 28 avril 1900).

Il va sans dire enfin que le propriétaire agissant, dans ce cas, comme mandataire légal de son débiteur, l'assureur de ce dernier est en droit de lui opposer tous les moyens d'exception qu'il pourrait invoquer contre son assuré (V. Cass., 23 mai 1870).

CHAPITRE III

Examen de quelques cas spéciaux. Droits du propriétaire et du voisin sur l'indemnité mobilière du responsable au cas d'insuffisance de l'indemnité de responsabilité. Concours du propriétaire (ou du voisin) et de son assureur sur l'indemnité de responsabilité du locataire (ou du voisin). — Règle « Nemo contra se subrogasse censetur ». — La clause, improprement appelée subrogative, n'est en réalité qu'une cession de droits.

Nous avons supposé jusqu'à présent que le responsable avait fait garantir suffisamment sa responsabilité et que le propriétaire (ou le voisin) trouvait dans l'indemnité de risques locatifs ou de recours de voisins la réparation complète du préjudice dont il avait souffert. Ses droits s'éteignaient ainsi.

Il peut arriver cependant — le cas est même assez fréquent en pratique — que l'assurance de responsabilité souscrite par le responsable soit insuffisante. Dans ce cas, l'indemnité est inférieure à la créance du propriétaire ou du voisin et celui-ci conserve une partie de ses droits. Comment les exercera-t-il ? Spécialement, si le responsable a assuré également des objets mobiliers et que sa Compagnie lui doive une indemnité de ce chef, ce propriétaire (ou le voisin) pourra-t-il faire valoir son droit de préférence pour ce qui lui reste dû sur cette indemnité mobilière ?

On peut concevoir encore une autre difficulté : propriétaire et locataire sont assurés tous deux, mais tous deux insuffisamment. Le propriétaire désintéressé en partie par son assureur direct va exercer ses droits sur l'indemnité locative dûe par l'assureur de son locataire. Mais il se trouvera en concours sur cette indemnité insuffisante avec son assureur qu'il a subrogé dans ses droits. Quel sera le résultat de ce conflit ? Le propriétaire seul viendra-t-il d'abord sur cette indemnité jusqu'à extinction de son droit ? Devra-t-il au contraire concourir au marc le franc avec son assureur, sauf à venir ensuite sur l'indemnité mobilière du locataire ?

1^{re} hypothèse. — Il faut faire une distinction.

Le propriétaire est créancier privilégié et comme tel, attributaire de l'indemnité mobilière aux termes même de l'art. 2 de notre loi. Il viendra donc sur cette indemnité en cette qualité et exercera son privilège pour la somme dont il reste créancier. Il lui suffira de révéler sa qualité d'une manière quelconque à la Compagnie débitrice de l'indemnité mobilière pour que ses droits soient entièrement sauvegardés.

Le plus souvent d'ailleurs, cette révélation sera tout à fait inutile.

Il en sera ainsi notamment toutes les fois que le locataire n'aura qu'un seul assureur pour les risques locatifs et pour le mobilier.

Dans ce cas, en effet, le seul fait pour la Compagnie

débitrice des indemnités, de savoir que le propriétaire n'est pas complètement désintéressé, suffirait, le cas échéant, pour la constituer de mauvaise foi aux termes même de l'art. 2 et pour rendre inopposable au propriétaire le paiement fait sans son autorisation.

Après quelques hésitations (voir Trib. civ. Nevers, 7 nov. 1893) la jurisprudence s'est depuis longtemps fixée dans le sens que nous indiquons (voir notamment : Toulouse, 27 mai 1890 ; Trib. civ. Pont-l'Évêque, 18 juillet 1893 ; Trib. civ. Tarbes, 6 avril 1894 ; Trib. civ. Civray, 13 juin 1895 ; Trib. civ. Lille, 9 déc. 1895 ; Trib. civ. Limoges, 24 oct. 1896 ; Besançon, 6 avril 1898 ; Cass., 20 juin 1898 ; Trib. civ. Lyon, 5 nov. 1898 ; Trib. civ. Montluçon, 29 mars 1901 ; Paris, 2 août 1897, *J. Ass.*, 1898, 43 ; Bordeaux, 30 janv. 1899, *J. Ass.*, 1899, 477 ; Trib. civ. Seine, 20 fév. 1900, *R. P.*, 1900, 295 ; Trib. civ. Rocroi, 31 janv. 1901, *J. Ass.*, 1901, 403 ; Paris, 9 mai 1901, *J. Ass.*, 1902, 102 ; Agen, 16 déc. 1901, *R. P.*, 1902, 247 ; Paris, 28 janv. 1905, *Gaz. Trib.*, 1905, 25 mai ; Paris, 28 fév. 1905, *J. Ass.*, 1905, 562 ; Pau, 8 mars 1905, *J. Ass.*, 1905, 269 ; Paris, 20 janv. 1906, *R. P.*, 1906, 88).

Toute autre est la situation du voisin.

La loi de 1889 lui a donné sur l'indemnité de recours de voisinage, un droit tout à fait exceptionnel, sorte de privilège qui le rend, en définitive, bénéficiaire exclusif de cette indemnité ; mais elle n'a

pas prévu le cas d'insuffisance qui reste soumis, par suite, aux règles de droit commun.

Or, en droit commun, le voisin n'a aucun privilège, aucun droit de préférence sur l'indemnité mobilière. Simple créancier chirographaire, il devra donc recourir à la procédure de saisie-arrêt pour venir ensuite sur cette indemnité avec les autres chirographaires.

Cette opinion est celle de la jurisprudence (voir en ce sens : Trib. civ. Castelnaudary, 30 déc. 1891 ; Trib. civ. Rouen, 6 mars 1894 ; Trib. civ. Tarbes, 6 avril 1894 ; Trib. com. Cette, 26 déc. 1895 ; Trib. civ. Seine, 20 févr. 1900).

Dans une opinion contraire, on avait fait remarquer que la loi de 1889 avait donné, en général, des droits identiques au propriétaire et au voisin, et on avait dit : puisqu'on reconnaît au propriétaire le droit d'exercer son droit de préférence sur l'indemnité mobilière à défaut d'indemnité de risques locatifs suffisante, il faut bien admettre, par assimilation, que le voisin possède le même droit (*Rec. pér.*, 1892, p. 303 et 549 ; *Rec. pér.*, 1894, p. 81 ; *Rec. pér.*, 1900, p. 296).

Cet argument trop général ne pouvait prévaloir contre ceux que nous venons d'indiquer. Aussi cette opinion est-elle actuellement tout à fait abandonnée.

2^e hypothèse. — Un propriétaire fait garantir un immeuble d'une valeur de 10,000 francs pour 5,000 francs ; le locataire occupant l'immeuble con-

tracte de son côté une assurance de risques locatifs pour la même somme. Après un sinistre ayant causé 3,000 francs de dommages, le propriétaire recevra de sa Compagnie la somme déterminée par la règle proportionnelle suivante : $10,000 : 3,000 : 5,000 : x$ soit 1,500 francs et restera à découvert pour la même somme.

D'autre part, l'indemnité de risques locatifs due au locataire est également de 1,500 francs.

A qui doit être dévolue cette dernière indemnité, au propriétaire ou à son assureur ?

Si l'on admettait, comme on l'a prétendu quelquefois, que la clause par laquelle le propriétaire a cédé ses droits à l'assureur qui l'a partiellement désintéressé contient une véritable subrogation, il faudrait bien nécessairement conclure que cette indemnité locative devra être versée entièrement au propriétaire.

L'article 1252 du Code civil, en effet, qui n'a fait que reproduire l'axiome bien connu : *nemo censetur contra se subrogasse* dans les termes suivants : la subrogation ne peut nuire au créancier lorsqu'il n'a été payé qu'en partie ; en ce cas il peut exercer ses droits pour ce qui lui reste dû par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un paiement partiel. »

L'article 1252 du Code civil, disons-nous, nous en ferait une obligation.

Mais la jurisprudence et la doctrine ont admis depuis longtemps — et l'accord semble parfait sur ce

point — que cette clause, improprement appelée « clause subrogative », n'est pas autre chose qu'une cession de droits éventuels (V. notamment : D. *Jur. gén. Ass. terr.*, n° 209 ; Grün et Joliat, *J. ass.*, t. II, p. 12 ; Massé, *Dr. comm.*, t. IV, n° 2163 ; B. de M., *J. des ass. terr.*, p. 47 ; Amiens, 19 avril 1825, 24 juillet 1841 et 31 décembre 1868 ; Cass., 13 avril 1836, 24 nov. 1840, 1^{er} déc. 1846, 15 juillet 1874 ; B. de M., I, 156, 3 févr. et 5 août 1885 ; *J. ass.*, 85, 229 et 549 ; Orléans, 12 février 1836 ; Paris, 12 mars 1841 ; Trib. civ. Dôle, 8 mars 1850 ; Rouen, 10 juillet 1858 et 17 nov. 1885 ; Orléans, 26 août 1858 ; Nancy, 17 décembre 1872 ; Toulouse, 1^{er} juin 1877 ; Mont-de-Marsan, 6 décembre 1881 ; Trib. civ. Seine, 29 juillet 1882, 26 déc. 1883 et 10 nov. 1892 ; *J. ass.*, 92, 42 ; Riom, 5 juill. 1886 ; Poitiers, 18 déc. 1889 ; Alger, 25 nov. 1893 ; Trib. civ. Dijon, 30 mai 1901 ; Montpellier, 10 févr. 1902 ; R. P., 1902, 359 ; C. Paris, 31 déc. 1907 ; R. P., 08, 513).

Par suite, cédant et concessionnaire ont des droits absolument égaux. Ils viendront donc sur l'indemnité locative dûe au prorata du montant de leurs créances, par moitié en l'espèce.

Il en serait encore de même si le propriétaire, complètement désintéressé par son assureur, prétendait recouvrer une créance pour loyers non payés ou exercer une action pour perte de loyers. Créanciers

privilégiés au même titre, ce propriétaire et son assureur concourraient au marc le franc sur l'indemnité locative (Voir Nevers, 17 février 1904 ; *J. ass.*, 1904, 253).

CRÉANCIERS CHIROGRAPHAIRES

Après l'étude de la loi de 1889, il est facile de voir quels sont actuellement les droits des chirographaires sur l'indemnité d'assurance. Ces créanciers ne peuvent prétendre à l'indemnité que s'il n'existait avant le sinistre aucun droit de privilège ou d'hypothèque sur la chose sinistrée ou si le montant des créances privilégiées ou hypothécaires est inférieure à la somme due par l'assureur. Encore devront-ils avoir formé régulièrement opposition pour concourir ensuite au marc le franc.

Un créancier chirographaire peut, il est vrai, se faire céder par son débiteur l'indemnité éventuelle, car le droit même aléatoire de l'assuré constitue une créance future qui peut faire l'objet d'une cession (art. 1130 du Code civil). Après signification régulière de cette cession ou acceptation expresse du tiers cédé (art. 1690 du Code civil), le cessionnaire deviendra créancier personnel de la Compagnie débitrice d'une indemnité et pourra exiger le paiement à son profit de la somme due (1). Mais cette cession ne

(1) Il a été jugé que dans ce cas, la Compagnie débitrice d'une indemnité ne saurait consigner valablement (V. Cass., 25 mars 1885 ; Cass., 17 mars 1891 ; Cass., 20 juin 1898).

saurait faire obstacle aux dispositions de la loi de 1889, et elle est inopposable aussi bien aux créanciers hypothécaires et privilégiés qu'au propriétaire et au voisin (V. Cass., 27 janv. 1897 ; Cass., 26 juin 1898 ; Trib. civ., Seine, 10 avr. 1900).

TROISIÈME PARTIE

Critique de la loi de 1889. — Projet de la commission de l'Association des assurances locales. — Avantages accordés aux créanciers privilégiés et hypothécaires par la nouvelle clause d'assurance

Cette différence créée par la loi de 1889 entre les diverses catégories de créanciers, peut se justifier d'abord par les raisons d'équité et de moralité que nous avons exposées maintes fois au cours de ce travail.

Elle se justifie, en outre, par des considérations économiques et notamment l'intérêt du développement du crédit hypothécaire.

Il ne nous appartient certes pas d'examiner la valeur de motifs qui ont déterminé cette réforme, ce serait sortir des limites de notre travail qui a seulement pour but d'étudier la portée des dispositions nouvelles. Mais en nous plaçant au point de vue juridique et pratique, nous pouvons au moins nous demander si le législateur a fait œuvre parfaite et à ce sujet nous croyons pouvoir formuler quelques critiques.

La première, d'ordre tout à fait général, réside dans la rédaction même de la loi, rédaction laconique qui

édicte une règle et ne l'explique pas. Il est fâcheux que le législateur, émettant une exception aux principes juridiques, n'ait pas cru devoir exprimer clairement le nouveau principe qu'il formulait et indiquer soigneusement toutes les conséquences qu'il fallait en tirer.

Sans doute, la jurisprudence est arrivée à peu près à ce résultat. Mais combien de controverses, combien de décisions contradictoires eussent été évitées avec un peu plus de précision. Nous avons signalé en leur temps toutes les discussions qui se sont élevées sur l'interprétation de cette loi, pourtant si courte. Qu'il nous suffise de rappeler la proposition de la loi Royer pour montrer à quel point les opinions divergeaient sur une question qui cependant, en raison même de son importance, aurait dû être formellement tranchée par la loi elle-même.

A un point de vue plus particulier, il nous paraît que le législateur de 1889 méconnaît l'équité dont il se réclame ; c'est au sujet des assurances de responsabilité.

L'art. 3 § 2 accorde un droit exclusif sur l'indemnité de responsabilité au propriétaire et au voisin seuls, et il n'est pas douteux — l'auteur de l'amendement le déclarait lui-même à la tribune du Sénat — que ce sont « d'impérieuses considérations d'équité qui ont motivé cette disposition ». Mais alors, il faut bien croire que le législateur a été singulièrement distrait ou injuste en ne donnant pas le même béné-

fice aux autres victimes des sinistres (déposant, voyageurs, etc..) dont la situation est certainement aussi digne d'intérêt que celle du propriétaire ou du voisin.

Les mêmes raisons existant, pourquoi cette sollicitude pour les premiers et cette rigueur pour les autres ?

Cette conséquence de la loi a paru si injuste à de nombreux auteurs qu'ils n'ont pas hésité à déclarer qu'on devait étendre le bénéfice de la disposition de l'art. 3 à tous les tiers lésés par un sinistre.

Nous avons dit pourquoi nous ne croyons pas pouvoir admettre cette opinion, mais il n'en reste pas moins que ce résultat est injuste et l'on ne peut que le regretter.

Il est surtout regrettable que les divers rapports faits au sujet du projet de loi relatif au contrat d'assurance déposé à la Chambre des Députés en 1904 et en 1906 (rapport de la Commission extraparlamentaire nommée par le Ministre du Commerce en 1902, rapport de M. G. Chastenet, député) soient muets sur cette question, car c'était une occasion bien indiquée pour demander au législateur la suppression de cette inégalité qui ne s'explique pas entre créanciers de même nature.

Devons-nous donc renoncer à l'espoir de voir figurer cette réforme dans la prochaine loi sur le contrat d'assurance. Malgré ce silence des rapports officiels, nous ne voulons pas le penser.

A côté de la Commission officielle, en effet, une

autre commission nommée par l'Association Française des assurances sociales (1) a étudié le projet du Gouvernement amendé par la Commission de la Chambre des Députés. Cette lacune de la loi de 1889 n'a pas échappé à cette commission extraparlamentaire et nous

(1) Cette commission était ainsi composée :

MM. Lyon-Caen, membre de l'Institut, doyen de la Faculté de droit de l'Université de Paris, président ;

Dubruyeaud, président de la Chambre de commerce de Paris ;

Matignon, directeur des Compagnies d'assurances contre l'Incendie et sur la vie le Phénix ;

Alfred Mayen, président de l'Union syndicale des Compagnies d'assurances à primes fixes de toute nature, président du Syndicat des Compagnies d'assurances à primes fixes contre les accidents, directeur de la C^{ie} d'ass. contre les accidents, la Prévoyance, vice-présidents ;

Dupuich, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, rapporteur ;

Berr, président de Chambre à la Cour d'appel de Paris ;

Le baron Cerise, président du Comité des intérêts généraux des Compagnies d'assurances à primes fixes contre l'incendie, directeur de la C^{ie} d'assurance contre l'incendie l'Union ;

Emile Cheysson, membre de l'Institut, inspecteur général des ponts-et-chaussées en retraite ;

Coquillon, directeur des C^{ies} d'assurances contre l'incendie et contre la grêle, l'Abeille ;

Dubois, sous-directeur de la Compagnie d'Assurances Générales sur la vie ;

Fassy, président du syndicat des Compagnies d'assurances à primes fixes sur la vie, directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie l'Urbaine.

Albert Gigot, directeur de la Caisse syndicale d'assurances des forges, des sucres et des textiles ;

J. Lefort, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ;

Leyris, directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie la Foncière ;

trouvons dans la remarquable étude de son rapporteur, M. Dupuich, un titre entier consacré aux assurances de responsabilité.

« Le projet du Gouvernement, dit M. Dupuich, non plus que le projet amendé par la Commission de la Chambre, ne contient aucune disposition relative à l'assurance de responsabilité. C'est une lacune qu'il m'a paru nécessaire de combler au moyen d'un titre spécial. »

Ce titre est formé des sept articles suivants :

Art. I. — L'assurance de responsabilité est le contrat par lequel l'assureur s'oblige à garantir l'assuré contre les réclamations pécuniaires des tiers au regard desquels la responsabilité de cet assuré se trouve engagée à raison d'un fait dommageable prévu par le dit contrat.

Art. II. — L'assureur n'est tenu que si à la suite de

Mulsant, directeur de la Compagnie d'assurance contre l'incendie la Nationale ;

Oudiette, avocat, rédacteur en chef du Journal des Assurances ;

Pepin Lehalleur, directeur de la société d'assurances mutuelles de la ville de Paris ;

Renard, docteur en droit ;

De Serbonnes, directeur des Compagnies d'assurances sur la vie et contre les accidents l'Abeille ;

Simonin, avocat à la Cour d'appel de Paris ;

Paul Le Vasseur, président du Comité syndical des Compagnies d'assurances à primes fixes contre l'incendie, directeur de la Compagnie d'Assurances Générales contre l'incendie ;

J. Lefort fils, avocat à la Cour d'appel de Paris, secrétaire.

ce fait dommageable une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé.

Art. III. — Aucune assurance de responsabilité, aucune transaction intervenue en dehors de l'assureur ne lui sont opposables.

Art. IV. — L'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de la dite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré.

Art. V. — Par dérogation à l'article 20, l'assureur de responsabilité garantit les fautes lourdes de l'assuré, sauf convention contraire.

Art. VI. — L'assureur de responsabilité a pour la créance de la prime un privilège général sur les biens de l'assuré. Les trois derniers paragraphes de l'art. 30 sont applicables à ce privilège.

Art. VII. — Il n'est point dérogé aux dispositions des lois et décrets relatifs aux assurances contractées par les chefs d'entreprise à raison de la responsabilité des accidents du travail survenus aux ouvriers ou employés.

On ne peut qu'approuver entièrement ces dispositions qui généralisent les bienfaits de la loi de 1889, en précisant la nature et la portée du contrat de responsabilité. L'article 1^{er} dit « garantir » et non pas « rembourser » car, explique M. Dupuich, cette

dernière expression ne répond pas à la réalité des faits.

Nous savons, en effet, qu'au lieu de payer directement à la victime lorsqu'il est actionné par elle, sauf à se retourner ensuite contre son assureur pour obtenir le remboursement, le responsable demande en réalité immédiatement à cet assureur d'intervenir et de verser directement l'indemnité à la victime. Garantir est donc un terme beaucoup plus exact puisqu'il s'applique aussi bien dans les deux cas.

De plus, en autorisant l'assureur à payer directement l'indemnité de responsabilité à la victime du sinistre, — ce que ne fait pas la loi de 1889 — ce projet fait disparaître une difficulté qui paraissait insurmontable à quelques auteurs.

On disait : si l'on prend à la lettre le texte de la loi, le paiement de l'indemnité de responsabilité sera impossible dans certains cas. D'après ce texte, en effet, l'assuré ne peut toucher tout ou partie de l'indemnité que lorsqu'il peut justifier du désintéressement du propriétaire ou du voisin. Supposons que l'assuré soit insolvable, il ne pourra désintéresser la victime et sera par conséquent dans l'impossibilité absolue de toucher l'indemnité. La victime, d'autre part, ne pourra agir contre l'assureur, puisqu'elle n'a pas d'action directe et ainsi une indemnité dont on connaît en définitive le seul bénéficiaire, se trouvera immobilisée entre les mains de l'assureur sans qu'on puisse l'appréhender.

Nous avons déjà dit que cette objection n'était pas fondée, à notre avis.

Quoi qu'il en soit, elle disparaît avec le système proposé, puisque la Compagnie pourra désormais se libérer entre les mains soit de l'assuré, soit de la victime.

Du reste, dans les deux hypothèses, les droits de la victime sont sauvegardés ; l'assureur ne peut payer *à un autre que le tiers lésé* tout ou partie de la somme due tant que ce tiers n'a pas été désintéressé.

Enfin, par la généralité voulue de son article IV — et c'est là l'innovation heureuse proposée par cette commission — ce projet étend à toutes les assurances de responsabilité le bénéfice que l'article 3, § 2, de la loi de 1889, n'a accordé au tiers lésé qu'en matière d'assurances de risques locatifs ou de recours de voisin.

Nul doute que le législateur ne fasse son profit des travaux de cette commission.

Pour notre part, nous voulons espérer plus particulièrement — et c'est par ce souhait que nous terminons notre critique — que ce titre sera reproduit en entier dans la loi prochaine.

*
* *

Pour compléter notre étude, nous croyons devoir signaler la réforme récente, due à l'initiative des

Compagnies d'assurances, qui est venue compléter heureusement sur un point l'œuvre du législateur.

On sait que, si les créanciers privilégiés et hypothécaires peuvent, grâce à l'attribution de l'art. 2, exercer leurs droits de préférence sur l'indemnité d'assurances comme sur l'objet lui-même, ils n'en restent pas moins exposés, sous le régime de la loi, à voir disparaître, dans certains cas, toutes leurs garanties.

L'assuré peut se trouver en déchéance, par suite de fausses déclarations, de réticences, de non paiement des primes, etc. . . La police existant lors du prêt ou souscrite à cette occasion, a pu également être résiliée soit par l'assuré à son expiration, soit par la Compagnie à la suite d'une modification quelconque du risque.

Dans tous ces cas, le débiteur n'a pas droit à indemnité et les créanciers privilégiés et hypothécaires n'ayant pas plus de droits que lui, se trouvent désarmés.

C'est à cette situation que les Compagnies d'assurances ont remédié par une clause spéciale qui permet aux créanciers d'éviter ces conséquences (1).

(1) Cette clause est ainsi conçue :

« Sur la demande de M... assuré, la Compagnie consent, en ce qui concerne l'immeuble garanti par l..., article... de la police, à ne pas se prévaloir au regard des créanciers privilégiés ou hypothécaires dont le titre aura date certaine avant le sinistre, de l'omission des déclarations prescrites par l'art. 13, §§ 1, 2 et 4 des conditions générales de la police (décès, vente, donation, dissolution

Il suffit désormais que le créancier souscrive un avenant pour que toutes les déchéances pour défaut de déclarations en cas de décès, vente, donation, dissolution de société, suspension de paiement, faillite mobilière et immobilière ne lui soient pas opposables. Cette renonciation toutefois est faite à une condition : le créancier devra ignorer lui-même les circonstances qui auraient dû faire l'objet des déclarations. Mais sa

de sociétés, suspension de paiements, liquidation judiciaire ou faillite, saisie mobilière ou immobilière), mais dans la mesure seulement où les créances viendraient en ordre utile sur l'indemnité à laquelle l'assuré aurait pu prétendre si sa situation eût été régulière.

« Au cas d'aggravation de risque, en cours de contrat, non déclarée par l'assuré, la déchéance ne sera opposable aux créanciers privilégiés ou hypothécaires de bonne foi que dans la proportion de l'insuffisance de la prime.

« Ces renonciations, faites en vue de favoriser le crédit hypothécaire de l'assuré, ne saurait lui profiter personnellement. En conséquence, si dans les circonstances ci-dessus prévues, l'indemnité se trouvait supérieure aux droits desdits créanciers, l'assuré demeurerait pour la portion excédant leurs droits, sous le coup de la déchéance encourue.

« Nonobstant les renonciations qui précèdent, le créancier privilégié ou hypothécaire n'aurait droit lui-même, à aucune indemnité, si la Compagnie établissait qu'il a eu connaissance, un mois au moins avant le sinistre, des circonstances dont la déclaration est requise de l'assuré.

« Le droit pour la Compagnie de résilier la police lors des circonstances prérappelées demeure entier, mais en ce qui concerne les créanciers privilégiés ou hypothécaires, cette résiliation ne produira effet qu'un mois après notification qui en sera faite par lettre recommandée à M^e ..., notaire, à ..., désigné spécialement à cet effet par l'assuré.

bonne foi sera présumée et c'est à la Compagnie d'assurances qui voudra la mettre en doute, qu'il appartiendra de prouver la mauvaise foi. Encore cette preuve devra-t-elle être administrée par des faits individuels.

Au cas de non déclaration d'aggravation de risque, les créanciers profiteront encore de cette renonciation car la Compagnie leur paiera une indemnité proportionnelle à la prime perçue.

Cette clause prévoit également le cas de non-paiement de la prime par l'assuré ou de résiliation de la police par la Compagnie à la suite d'une modification quelconque du risque.

La Compagnie devra informer le créancier de ces deux situations et la déchéance ou la résiliation ne sera opposable à ce dernier qu'un mois après cette notification.

Le créancier aura ainsi un délai suffisant pour se mettre en rapports avec son débiteur, le sommer d'acquitter son obligation ou de lui présenter un autre assureur.

Il pourra même dans le premier cas acquitter lui-même la prime impayée.

Par cette clause, le nombre des déchéances opposables au créancier se trouve réduit à celles résultant, soit de *fausses* déclarations ou de réticences au moment de la souscription du contrat, soit de faits personnels de l'assuré et intéressant l'ordre public,

tels que l'incendie volontaire ou les manœuvres dolosives. Mais il est juste que ces déchéances subsistent.

Pour les premières, en effet, il était facile au créancier de les éviter en examinant attentivement le risque et la police d'assurance, en un mot en vérifiant la garantie qui lui était offerte par son débiteur. Il ne supporte, le cas échéant, que les conséquences de sa négligence et ne saurait s'en plaindre.

Quant aux secondes, par le seul fait qu'elles intéressent l'ordre public, on ne saurait y renoncer même en faveur des créanciers. La morale s'oppose à ce qu'un créancier puisse trouver un avantage quelconque dans un crime ou un délit commis par son débiteur.

Mais, même avec ses réserves, cette clause n'en fortifie pas moins sérieusement la situation des créanciers privilégiés et hypothécaires. Elle mérite pour ce motif d'être signalée tout particulièrement (1).

(1) V. *Revue de législation professionnelle*, septembre-octobre 1908. Etude de M. L. Drouault.

QUATRIÈME PARTIE

Droit comparé

Allemagne ;
Alsace-Lorraine ;
Prusse ;
Belgique ;
Espagne ;
Italie ;
Suisse ;

Allemagne.

Le Code civil allemand promulgué le 18 août 1896, exécutoire depuis le 1^{er} janvier 1900, avait ainsi posé le principe de l'attribution privilégiée.

Art. 1127. — « Si des objets soumis à l'hypothèque ont été assurés par le propriétaire du fonds ou le possesseur à titre de propriétaire, l'hypothèque s'étend à la créance contre l'assureur.

L'affectation à l'hypothèque de la créance contre l'assureur prend fin, lorsque l'objet assuré est reconstruit. »

L'attribution porte sur la *créance* et non sur l'indem-

nité comme dans la loi française. Le créancier a donc un droit direct contre l'assureur et ce dernier, saisi de plein droit par le seul fait de l'incendie, ne peut se libérer valablement hors la présence des créanciers.

Toutefois, la loi allemande apportait un tempérament à ce principe. Il est ainsi formulé par l'art. 1128 : « Si un bâtiment est assuré, l'acquéreur peut payer à l'assuré, avec effet contre le créancier hypothécaire, lorsque l'assureur ou l'assuré a donné avis au créancier hypothécaire du dommage survenu et que depuis la réception de cet avis, il s'est écoulé un mois. Jusqu'à l'expiration du délai, le créancier peut s'opposer au paiement vis-à-vis de l'assureur ».

L'article 1130 prévoyait le paiement de l'indemnité pour la reconstruction du bâtiment sinistré et déclarait ce paiement valable vis-à-vis du créancier hypothécaire si telle est la clause de l'assurance.

A un point de vue plus particulier, l'art. 1045 stipulait enfin que l'usufruitier doit assurer la chose à ses frais et de telle sorte que la créance contre l'assureur appartienne au propriétaire.

La nouvelle loi allemande sur le contrat d'assurance, en vigueur depuis le 30 mai 1908, reproduit toutes ces règles. Elle contient en outre dans ses articles 100, 101, 102, 103 et 104 les nouvelles dispositions suivantes.

Lorsque le créancier hypothécaire a notifié son hypothèse à l'assureur, une dénonciation, une rési-

liation ou un fait quelconque ayant pour conséquence de mettre fin à l'assurance n'ont d'effet à l'égard de ce créancier qu'un mois après que la cessation de l'assurance ou l'époque de cette cessation lui a été communiquée par l'assureur ou a été portée à sa connaissance d'une manière quelconque. Il en est de même s'il s'agit d'une diminution de la somme assurée ou de l'importance du risque. La convention intervenue à ce sujet entre l'assureur et l'assuré ne sera opposable au créancier que sous les mêmes réserves (art. 100).

Cet article prévoit cependant deux exceptions : au cas de faillite ou de défaut de paiement de la prime à l'échéance. Encore dans ce dernier cas, la loi impose-t-elle à l'assureur de prévenir *immédiatement* le créancier qui lui a notifié une hypothèque (art. 103).

Aux termes de l'art. 101, si l'assureur se trouve libéré à raison de la conduite du preneur d'assurance, son obligation reste entière à l'égard du créancier hypothécaire, que l'hypothèque lui ait été notifiée ou non.

Mais quand l'assureur a payé le créancier hypothécaire conformément aux dispositions des articles 100 et 101, il est subrogé dans l'hypothèque. Cette subrogation ne peut avoir d'effet toutefois au détriment d'un créancier inscrit à l'égard duquel l'obligation de l'assureur à l'acquittement de la prestation subsiste.

L'article 104 précise dans quelles conditions l'avis de l'assureur pourra être fait au créancier si celui-ci

a changé de domicile. Il suffira qu'une lettre recommandée soit adressée à la dernière résidence connue du créancier. La communication produira tous ses effets au moment où elle serait parvenue au créancier hypothécaire par la voie régulière de transmission s'il n'y avait pas eu changement de domicile.

La loi du 30 mai 1908 s'occupe enfin dans son titre VI de l'assurance de responsabilité. Nous nous bornons à reproduire l'article 156 qui nous intéresse plus particulièrement. « L'assureur peut verser directement au tiers l'indemnité due au preneur d'assurance, si ce dernier est tenu de faire le versement d'une pareille somme au tiers. L'assureur doit avertir le preneur d'assurance avant de faire le versement au tiers.

A la demande du preneur d'assurance, l'assureur est tenu d'effectuer le paiement entre les mains du tiers (1).

Alsace-Lorraine.

L'affectation des indemnités d'assurances à la garantie des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires a été réalisée par la loi du 4 juillet 1881.

Cette réforme était particulièrement utile en Alsace-Lorraine après l'application du Code de Procédure

(1) *Annuaire de Législation étrangère*, 1909, p. 148, 149, 157.

allemand qui aurait permis à un chirographaire saisissant d'écarter le concours de tous les autres créanciers même hypothécaires, puisqu'il reconnaissait à tout créancier saisissant un privilège sur la somme saisie.

L'article 1^{er} disposait que les « indemnités attribuées au propriétaire par suite d'assurances contre l'incendie d'un bâtiment ou d'objets dépendant d'un immeuble et déclarés immeubles par la loi, sont considérés comme faisant partie de la fortune immobilière, au regard des droits de privilège ou d'hypothèque établis au moment de l'incendie sur le bâtiment ou sur l'immeuble ; ces indemnités sont affectées aux titulaires de ces droits selon leur rang. »

Il ajoutait que l'inscription des privilèges et hypothèques pouvait être utilement prise sur l'indemnité même après l'incendie et que la cession de l'indemnité n'est pas opposable aux créanciers pourvus d'un droit de préférence.

L'article 2 précisait les obligations des créanciers et l'article 3 celles de l'assureur.

Les créanciers doivent, pour faire valoir leurs droits, les dénoncer à l'assureur en lui notifiant une déclaration (*Erklärung*) qui mentionnera le nom et le domicile du créancier et de l'assuré, le montant approximatif de la créance et la désignation de l'objet assuré grevé du droit de préférence.

« La dénonciation peut être faite aussitôt après la

constitution du droit de préférence. En cas d'incendie, elle doit être signifiée, à peine de déchéance, au plus tard dans le mois de l'incendie. La signification est faite au domicile réel ou élu de l'assureur ou à l'agence qui a souscrit la police. »

En revanche, l'assureur à qui la dénonciation a été régulièrement faite, est obligé à :

« 1^o Donner avis au créancier dénonçant du non-renouvellement de l'assurance, de la réduction de la somme assurée et de toutes circonstances qui peuvent avoir comme conséquence la nullité de l'assurance, dès que ces circonstances seront parvenues à sa connaissance. »

(Nous avons déjà signalé au cours de ce travail cette particularité très intéressante de la loi alsacienne).

« 2^o Informer ce créancier de l'incendie, et, à moins que l'estimation du dommage ne doive, à raison des circonstances, être faite sans délai, du lieu, du jour et de l'heure fixés pour cette opération.

« 3^o Informer sans délai les créanciers dénonçants des instances engagées pour la fixation de l'indemnité due par l'assurance. »

« Les avis sont donnés par lettres recommandées qui doivent être adressées aux domiciles des créanciers indiqués dans les dénonciations ou au domicile du fondé de pouvoirs, chargé de recevoir les significations s'il en a été désigné un. »

« Les avis d'incendie doivent être adressés au plus

tard dans les trois jours après que l'assureur a eu connaissance de l'incendie. »

« Au plus tard, dans le même délai, l'assureur doit même, s'il n'a encore reçu aucune dénonciation, donner avis de l'existence de l'assurance au maire de la localité où se trouve l'objet assuré, en désignant cet objet et le nom du propriétaire assuré. Cet avis sera communiqué à tout intéressé sur sa demande. »

L'article 4 relatif au paiement, réglait minutieusement les différents cas susceptibles de se produire.

L'assureur ne pouvait pas se libérer avant l'expiration d'un mois depuis le sinistre. Si pendant ce délai aucune dénonciation n'avait été faite, le paiement pouvait être fait entre les mains du propriétaire assuré. Dans le cas contraire, si plusieurs créanciers s'étaient révélés dans les formes prescrites par l'art. 2, l'assureur pouvait déposer l'indemnité d'assurance avec indication de l'objet assuré, sans offres réelles préalables. Cette faculté devenait même une obligation si le propriétaire ou le créancier dénonçant en faisait la demande.

Au cas cependant où les parties ne s'entendraient pas, un ordre judiciaire serait ouvert entre les créanciers ayant observé les formalités requises, conformément à une procédure longuement prévue par l'art. 5.

L'article 6 enfin, envisageait la reconstruction par l'assureur de l'immeuble sinistré.

Cette reconstruction est toujours possible tant que

l'indemnité n'est pas versée et les créanciers hypothécaires ne peuvent s'y opposer si assureur et assuré sont d'accord entre eux.

Cette faculté accordée aux contractants est seulement soumise aux formalités suivantes : si l'assureur veut user de cette faculté, il doit en informer les créanciers qui ont signifié une dénonciation dans la forme prévue par l'article 3 § 2, et en même temps indiquer un délai convenable pendant lequel il s'engage à procéder à la reconstruction. Sur la demande du créancier, ce délai pourra être réduit par le tribunal compétent.

Cette loi est remarquable par le soin qu'elle apporte à régler en détail les droits et les obligations de chacun, assuré, assureur et créancier. Il est regrettable que le législateur français de 1889, ne s'en soit pas inspiré.

Prusse

La loi du 5 mai 1872 sur le régime hypothécaire contenait les principes que nous retrouvons dans le Code civil Allemand.

L'inscription d'une hypothèque ou d'une dette foncière garantit « l'indemnité allouée au propriétaire pour fruits, dépendances ou bâtiments incendiés ou endommagés, à moins que cette indemnité ne doive être employée, d'après la police d'assurance, à la reconstruction des bâtiments » (art. 30) (1).

(1) Voir *Ann. de Législ. étrangère*, 1873, Prusse, p. 225.

Ainsi, l'assureur conserve, à l'encontre des créanciers hypothécaires, le droit de reconstruire s'il s'est expressément réservé ce droit dans la police ; mais en l'absence de toute clause, le texte ne prévoit pas ici, comme dans la loi Alsacienne, la faculté de reconstruire lorsqu'il y a accord entre assureur et assuré.

L'article 31 de la loi Prussienne venait consolider encore la situation des créanciers hypothécaires par cette disposition :

« Toute cession et tout nantissement du droit à l'assurance, tout paiement anticipé, cession ou nantissement de loyers et fermages pour plus de trois mois, toute aliénation de fruits pendants par branches ou racines seront sans effet à l'égard des créanciers inscrits ».

Belgique

Nous trouvons deux lois sur notre matière : loi du 16 septembre 1851 posant le principe de l'attribution privilégiée et loi du 11 juin 1874 relative aux droits des créanciers avant l'incendie.

Loi du 16 septembre 1851

L'article 10 de cette loi est ainsi conçu :

« Lorsqu'un immeuble, des récoltes ou des effets mobiliers auront été assurés, soit contre l'incendie,

soit contre tout autre fléau, la somme qui, en cas de sinistre, se trouvera dûe par l'assureur, devra, si elle n'est pas appliquée par lui à la réparation de l'objet assuré, être affectée au paiement des créances privilégiées ou hypothécaires, selon le rang de chacune d'elles.

Il en sera de même de toute indemnité qui serait dûe par des tiers à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque ».

Aux termes de cet article, les créanciers privilégiés et hypothécaires sont attributaires de toute indemnité ; aussi bien de celles dûes par l'assureur en vertu d'un contrat que de « toute indemnité qui serait dûe par des tiers » et, puisque la loi ne prévoit pas comme en France les paiements de bonne foi avant opposition, la seule inscription suffit pour arrêter l'indemnité entre les mains de l'assureur ou du tiers.

Le paiement est fait amiablement si assuré et créanciers sont d'accord, ou dans le cas contraire, après ouverture d'un ordre, conformément à la loi du 15 août 1854 (art. 112 et suiv.).

Cette loi de 1851 ne soulève aucune difficulté s'il n'existe au moment du sinistre que des créanciers hypothécaires ; elle devient embarrassante si l'on se trouve en présence de créanciers privilégiés dont les droits ne sont pas soumis à inscriptions. L'assureur ne peut pas les connaître, il ne peut donc être tenu de respecter leurs créances. D'autre part et en admet-

tant que les créanciers doivent révéler leur existence, comment feront-ils cette révélation ?

La loi ne le prévoit pas.

Il est à noter que par cette loi l'assureur est toujours autorisé à employer l'indemnité à la réparation de l'objet détruit ou endommagé sans le consentement ou l'avis des créanciers.

Loi du 11 juin 1874.

Cette loi complète les garanties déjà données aux créanciers privilégiés et hypothécaires par la loi de 1851.

Elle prévoit l'assurance directe par le créancier et stipule dans ce cas la subrogation de plein droit de l'indemnité aux biens qui formaient le gage.

Elle fait en même temps disparaître l'anomalie qui existait sous l'empire de la loi de 1851 au sujet des privilèges mobiliers, en autorisant l'assureur à payer l'indemnité mobilière entre les mains de l'assuré si aucune opposition n'a été formée.

Chapitre II, art. 6. — « Un créancier peut faire
« assurer la solvabilité de son débiteur : l'assureur
« pourra se prévaloir du bénéfice de discussion, sauf
« convention contraire.

« Les créanciers saisissants ou nantis d'un gage et
« les créanciers privilégiés ou hypothécaires peuvent
« faire assurer en leur nom personnel les biens affectés au paiement de leurs créances.

« Dans ce cas l'indemnité dûe à raison du sinistre
« est subrogée de plein droit aux biens assurés qui
« formaient le gage ».

Art. 7. — « Lorsque les objets mobiliers ont été
« assurés, le paiement de l'indemnité fait à l'assuré
« libère l'assureur s'il n'a pas été formé d'opposition
« entre ses mains ».

Art. 8. — « Les dispositions des deux articles pré-
« cédents n'auront d'effet qu'autant que le créancier
« viendrait en ordre utile dans la collocation ou dans
« la distribution, si la perte des objets saisis, engagés,
« hypothéqués ou sur lesquels existe le privilège
« n'était pas arrivée ».

Enfin l'art. 38 attribue au propriétaire et au voisin les indemnités de risques locatifs ou de recours de voisins à l'exclusion de tous les créanciers.

Art. 38. — « En cas d'incendie d'un immeuble,
« l'indemnité due au locataire qui a fait assurer le
« risque locatif est dévolue au propriétaire de l'im-
« meuble, à l'exclusion des créanciers de l'assuré.

« De même l'indemnité dûe par l'assureur du risque
« du recours des voisins appartient exclusivement à
« ceux-ci. Le tout sans préjudice des droits du pro-
« priétaire ou des voisins dans le cas où l'indemnité
« ne les couvrirait pas de la perte ».

Espagne.

L'art. 1877 du Code civil espagnol reproduisant

l'art. 110 de la loi hypothécaire du 8 février 1861 (révisée par celle du 3 mars 1869), déclare que l'hypothèque s'étend au montant des indemnités accordées ou dûes au propriétaires par les assurances des biens hypothéqués.

La loi espagnole comme la loi française dit « indemnité ». Le droit des créanciers n'existe donc qu'après l'expertise et toutes les opérations se font exclusivement entre assureur et assuré. Au surplus, l'assureur n'a pas à rechercher la situation hypothécaire de son assuré ; il appartient aux créanciers de se faire connaître par un moyen quelconque. En pratique, la Banque Hypothécaire d'Espagne forme toujours opposition éventuelle par simple lettre entre les mains de l'assureur des risques hypothéqués.

Italie.

L'art. 1951 du Code civil italien accorde aux créanciers privilégiés et hypothécaires, suivant leur rang, un droit de préférence sur les « sommes dûes par « l'assureur pour indemnité de la perte ou de la « détérioration ».

L'indemnité, en principe, est donc affectée au paiement de ces créanciers.

A ce principe cependant, le même art. 1951 apporte deux tempéraments :

1° L'indemnité peut toujours être employée à

réparer la perte ou le dommage et sans qu'il soit besoin d'obtenir l'autorisation des créanciers ;

2° L'assureur peut payer l'indemnité à son assuré trente jours après l'incendie si les créanciers n'ont pas fait opposition.

Cette dernière disposition se retrouve dans la loi allemande. Il est bon de remarquer toutefois que, contrairement à la loi allemande, le Code civil italien n'oblige pas l'assureur à donner avis aux créanciers.

Il lui reconnaît, au contraire, tacitement un rôle purement passif et se rapproche ainsi de la loi française.

Suisse.

La matière est réglée tant par les lois cantonales que par la loi fédérale sur le contrat d'assurance du 2 avril 1908, applicable depuis le 1^{er} janvier 1910.

D'après la loi du 21 mars 1834, spéciale au canton de Berne (art. 6), les propriétaires des bâtiments hypothéqués sont obligés de faire assurer le gage, à moins que les créanciers ne les dispensent de cette obligation. Il est interdit d'autre part au propriétaire de cesser son assurance sans le consentement des créanciers.

Et l'art. 37 de la loi du 31 octobre 1881 ajoute :
« Le paiement de l'indemnité n'aura pas lieu sans l'autorisation des créanciers hypothécaires, que le propriétaire reconstruise ou non le bâtiment. »

Dans le canton de Genève, la loi du 21 septembre 1870 donne aux créanciers les mêmes garanties. Elle règle en même temps les droits et obligations résultant du contrat d'assurance au cas d'aliénation volontaire ou forcée de l'immeuble assuré et indique enfin minutieusement les procédures à suivre après l'incendie.

« Art. 1^{er}. — Tout créancier peut exiger que l'immeuble de son débiteur soit assuré à une Compagnie qui lui offre une garantie suffisante ; faute par le débiteur de le faire, le créancier peut faire assurer lui-même aux frais du débiteur, il est subrogé de plein droit au prix accordé à l'assureur.

« Art. 3. — En cas d'aliénation volontaire ou forcée de l'immeuble assuré, les droits et obligations résultant du contrat d'assurance sont transmis de plein droit au nouvel acquéreur contre l'assureur et réciproquement. Toutefois, le nouvel acquéreur a, de même que la Compagnie d'assurances, la faculté de provoquer la résiliation du contrat d'assurances, mais seulement avec le consentement des créanciers inscrits. Le premier contrat d'assurances continue à produire tous ses effets, tant qu'il n'a pas été remplacé par un nouveau contrat, comme il est dit ci-dessus.

« Art. 4. — L'assureur doit notifier aux tiers intéressés, par deux avis successifs insérés, à une semaine d'intervalle, dans la *Feuille d'avis*, le montant de l'indemnité par lui offerte, les noms et qualités de l'assuré, la situation et le numéro du bâtiment endom-

magé, le domicile de l'assureur dans le canton. Cet avis indique si l'insertion est la première ou la deuxième.

« A défaut de l'assureur, toute personne intéressée fait opérer cette insertion. Les créanciers hypothécaires inscrits sur le bâtiment assuré doivent, dans le délai de deux semaines dès la deuxième insertion, et s'ils s'y croient fondés, contester par voie de citation en justice le montant de l'indemnité offerte. Après ce délai, ils ne seront plus admis à le faire.

« Art. 5. — Les créanciers ayant sur le bâtiment incendié un privilège dispensé de l'inscription sont, sans désignation nominale (et aussi longtemps que la loi consacrera cette dispense d'inscription), appelés à la distribution de l'indemnité par une sommation qui est insérée dans l'avis mentionné en l'article précédent,

Cette sommation les met en demeure de se présenter et produire leurs titres au greffe du Tribunal civil, dans le même délai de deux semaines à partir de la deuxième insertion à peine de forclusion. »

Enfin une loi spéciale au canton d'Unterwald contient une disposition particulière. Aux termes de cette loi, le propriétaire de l'immeuble incendié conserve toujours le droit de faire reconstruire son immeuble avec l'indemnité dûe par l'assureur. Mais il doit pour cela faire une déclaration et l'indemnité ne pourra lui être versée qu'au fur et à mesure de la reconstruction.

S'inspirant de toutes ces dispositions particulières, mais en ayant le soin de déclarer que : « demeurent réservées les dispositions des lois cantonales », la loi Fédérale du 2 avril 1908 a traité la question ainsi :

« Art. 57. — Si une chose qui fait l'objet d'un gage est assurée, le privilège du créancier s'étend aux droits que le contrat d'assurance confère aux débiteurs et aussi à la chose acquise en remploi au moyen de l'indemnité. Si le droit de gage lui a été notifié, l'assureur ne peut payer l'indemnité à l'assuré qu'avec l'assentiment du créancier ou moyennant des garanties en faveur de ce dernier.

« Art. 58. — Demeurent réservées, les dispositions des lois cantonales qui étendent à la somme assurée et au droit à l'assurance le droit réel qui existe sur la chose assurée, ainsi que les règles qui garantissent les prétentions de l'ayant-droit.

« Art. 60. — En cas d'assurance contre les conséquences de la responsabilité légale, les tiers lésés ont, jusqu'à concurrence de l'indemnité qui leur est due, un droit de gage sur l'indemnité due au preneur d'assurance. L'assureur peut s'acquitter directement entre leurs mains. L'assureur est responsable de tout acte qui porterait atteinte à ce droit des tiers. »

Comme la loi française, la loi Suisse, après avoir donné aux créanciers privilégiés et hypothécaires les mêmes droits sur l'indemnité que sur le gage, leur impose en même temps une obligation ; celle de se

faire connaître à l'assureur débiteur de cette indemnité ; cela résulte *a contrario* du second paragraphe de l'article 57.

Mais à la différence de la loi de 1889, la loi fédérale ne se contente pas d'accorder aux créanciers des garanties sur l'indemnité ; elle étend encore le privilège à la chose acquise en remploi au moyen de cette indemnité.

Enfin, dans ses dispositions spéciales à l'assurance de responsabilité, elle dit « tiers lésé » et non pas seulement « propriétaire et voisin », reconnaissant ainsi à toutes les victimes de sinistre des droits égaux.

Nous avons vu que la loi française contenait sur ce point une lacune, pour ne pas dire une injustice. Le législateur suisse n'a pas voulu s'exposer à ce grave reproche.

Vu :
Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu :
Le Président de la Thèse,
E. CHAVEGRIN.

Vu et permis d'imprimer :
Pr Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE PARTIE

Régime antérieur à la loi de 1889.....	7
---	----------

CHAPITRE I. — Droits accordés aux créanciers par la Jurisprudence. — Concours de tous les créanciers sur les indemnités. — Critique de cette jurisprudence. La solution qu'elle avait donnée à cette question nouvelle, non prévue par notre législation, était-elle conforme aux principes juridiques ?..	7
<i>Assurances de choses</i>	14
<i>Assurances de responsabilité</i>	24
CHAPITRE II. — Vœux de réforme. — Loi du 19 février 1889.	33

DEUXIÈME PARTIE

Régime actuel. — Situation faite aux créanciers par la loi de 1889	37
---	-----------

Créanciers privilégiés et hypothécaires.

CHAPITRE I. — Principe de l'attribution spéciale. — Nature et fondement juridique de cette attribution. — Des personnes bénéficiaires de l'indemnité. — Privilèges. — Hypothèques. — Certains droits peuvent-ils être assimilés aux privilèges : droit de rétention, séparation des patrimoines, usufruit, droit de retour, rapport de l'héritier donataire ?.....	38
CHAPITRE II. — La loi soumet-elle les créanciers privilégiés et hypothécaires à l'obligation de former opposition entre les mains de l'assureur. — Exposé de la controverse. — Propo-	

	Pages
sition de loi Royer. — Nécessité pour les créanciers de se faire connaître. — Formes de l'opposition.....	37
CHAPITRE III. — Effets de l'attribution. — Droits des créanciers avant et après l'incendie. — Règlement des dommages. — Paiement des indemnités. — Consignation. — Rétablissement en nature des objets sinistrés.....	76

Tiers lésés par l'incendie.

CHAPITRE I. — Principe de l'affectation spéciale des indemnités de risques locatifs et de recours des voisins à la garantie exclusive du propriétaire et du voisin. — Quid des autres indemnités de responsabilité ? Doit-on appliquer à tous les tiers lésés par un incendie les dispositions de l'article 3 § 2 de la loi de 1889?.....	90
CHAPITRE II. — Effets de la disposition de l'article 3 § 2. — Indisponibilité des indemnités de risques locatifs et de recours des voisins entre les mains de l'assureur. — Nécessité pour le propriétaire et le voisin d'agir par la voie oblique de l'article 1166. — Conséquences de ce principe...	101
CHAPITRE III. — Examen de quelques cas spéciaux. — Droits du propriétaire et du voisin sur l'indemnité mobilière du responsable au cas d'insuffisance de l'indemnité de responsabilité. — Concours du propriétaire (ou du voisin) et de son assureur sur l'indemnité de responsabilité du locataire (ou du voisin). — Règle « Nemo contra se subrogasse censetur ». — La clause, improprement appelée subrogative, n'est en réalité qu'une cession de droits.....	116

Créanciers chirographaires.

TROISIÈME PARTIE

Critique de la loi de 1889. — Projet de la Commission de l'Association des assurances sociales. — Avantages accordés aux créanciers privilégiés et hypothécaires par la nouvelle clause d'assurance..	125
--	-----

QUATRIÈME PARTIE

	Pages.
Droit comparé	137
Allemagne	137
Alsace-Lorraine	140
Prusse	144
Belgique	145
Espagne	148
Italie	149
Suisse	150

